LA VIE INTELLECTUELLE

V. I. : A Dieu.
E. BORNE : Qu'est-ce que l'unité ?
P. BENOIT : Une église pour Nazareth.
D. DUBARLE : Albert Einstein.
R. MATTHEWS : Métamorphose britannique.
D. DUBARLE : La France et les armements nucléaires.

LES SIGNES DU TEMPS

Congrès radical.
Un homme et un parti.
Le général « Dégel ».
La consécration atlantique de l'Allemagne.
L'Autriche adulte.
Les succès électoraux d'une démocratie chrétienne partagée.
Les incertitudes de Bandoung.
Interrogations sur le Sud-Vietnam.
Le Parti populaire syrien et la violence.
Pour le logement de tous.
Azimuts.
Giovanni Gronchi.

ARTS. LETTRES. THEATRE. CINEMA

REVUE MENSUELLE

JUIN 1955

LES ÉDITIONS DU CERF — PARIS

SOMMAIRE

V. I. : **A Dieu** 1
E. BORNE : **Qu'est-ce que l'unité ?** 6
P. BENOIT : **Une église pour Nazareth** 23
D. DUBARLE : **Albert Einstein** 38
R. MATTHEWS : **Métamorphose britannique** 44
D. DUBARLE : **La France et les armements nucléaires** 57

LES SIGNES DU TEMPS

Congrès radical (J. Nantet) 80
Un homme et un parti (E. Borne) 84
Le général « Dégel » (J. Rounault) 90
La consécration atlantique de l'Allemagne (A. Frisch) 92
L'Autriche adulte (J. Rounault) 95
Les succès électoraux d'une démocratie chrétienne partagée (R. Nouat) 97
Les incertitudes de Bandoung (J. Rous) 100
Interrogations sur le Sud-Vietnam (P.-A. Martel) 105
Le Parti populaire syrien et la violence (P. Rondot) 111
Pour le logement de tous (R. Parès) 114
Azimuts : De la controverse considérée comme le noble art (A.-Z. Serrand) 117

PORTRAIT

Giovanni Gronchi, président républicain (R. Nouat) 124

CHRONIQUES

L'âge d'or espagnol et le caravagisme (R. Vrinat) 128
Essais et romans (M. Chavardès, A. Kerhorre) 131
L'Histoire littéraire de l'Amérique latine d'A. Viatte (J. Mouton) 135
Le roman d'un essai (L. Oleggini) 138
Théâtre (H. Gouhier) 141
Cinéma (J.-L. Tallenay). Le palmarès du Festival de Cannes est très diplomatique 146
Le Père Teilhard de Chardin (D. Dubarle) 150

La Vie Intellectuelle

VINGT-SIXIÈME ANNÉE. — JUIN 1955

A Dieu

Le P. Maydieu, directeur de La Vie Intellectuelle, *est mort. Après un long voyage en Amérique, il avait, depuis un an, repris parmi nous sa place à la Revue, dont il n'avait cessé d'assumer le souci avec ce courage paisible qui était depuis vingt ans notre lumière et notre force. On est toujours averti des vrais événements, mais les signes ne sont lisibles qu'après coup : il était arrivé au P. Maydieu de parler de sa propre mort une ou deux fois devant ses amis, de rester plus longuement que de coutume silencieux et immobile au milieu d'un débat, comme si affleurait à la surface cette profondeur contemplative qui était la source et le secret de son agile vivacité de parole et d'esprit; le P. Maydieu, qui écrivait difficultueusement, en véritable philosophe, avait tenu récemment à rassembler lui-même dans les derniers éditoriaux de la Revue, dans un article sur l'unité des catholiques, les pensées qui lui tenaient le plus à cœur, comme pour mieux nouer en bon ouvrier les dernières gerbes de la moisson. En même temps le P. Maydieu sentait en lui un étrange besoin de repos, indice insolite chez cet infatigable : un peu avant la Semaine sainte, il était rentré chez les siens, dans son Bordeaux natal, rejoignant ses origines pour s'accomplir. Il était brus-*

quement terrassé le jour des Rameaux. Il lutta deux semaines, pour nous tous douloureusement interminables et affreusement courtes : il mourut le soir du mercredi 27 avril.

Ses dernières journées ont été enveloppées, investies d'innombrables présences amicales qui, de près ou de loin, veillaient et priaient. Ses frères en saint Dominique l'ont assisté jusqu'au bout à son chevet. Il a porté tout au long de sa maladie la pensée de La Vie Intellectuelle, *faisant par exemple ôter du dernier éditorial une vivacité polémique, pratiquant ainsi sur son lit de mort la générosité élégante qui était la vertu de ses vertus. Près du terme, il a organisé lui-même son extrême-onction, réveillant la liturgie par ce mouvement d'exultation royale dans le Seigneur que connaissent bien les familiers autrefois des messes dialoguées de Notre-Dame ou les témoins de ses baptêmes dans les paroisses des foyers amis.*

Jusqu'au bout, le P. Maydieu aura été le grand vivant, l'incomparable meneur de jeu qui a animé et illuminé tant d'existences et de travaux, sans lui ingrates et ternes : par une miséricorde cruelle à nos cœurs, mais mystérieusement libérale, la carrière terrestre du P. Maydieu a été interrompue à la pointe aiguë de la courbe et c'est une journée à son midi préservée à jamais du déclin qui d'un coup est devenu un jour éternel.

Directeur de revue, le P. Maydieu l'était selon l'esprit de cette lignée qui a donné le P. Lacordaire. P. Lacordaire, P. Maydieu, il est juste de rapprocher ces deux noms : outre qu'il arrivait au P. Maydieu de rappeler Lacordaire par son allure et presque par son visage, l'un et l'auture ont été des pionniers suscités pour la

rencontre et pour le dialogue, des découvreurs d'hommes, des sourciers, des pèlerins à la fois de l'absolu et de la liberté à travers toutes les routes du siècle, participant aux grandes passions de leur temps et aux belles aventures de leur époque, des esprits enfin d'exacte fidélité dans le jaillissement créateur lui-même. L'un et l'autre ont vérifié passablement cette loi consolante, confirmée aussi bien par la sottise des âmes serviles, que rien ne rend aussi intelligent et ne donne tant de limpidité au regard que l'esprit de liberté.

Constamment en état d'effervescence inventive, le P. Maydieu était le contraire d'un dilettante amoureux de ses songes et dupe d'apparences fugitives. Totalement dépourvu d'avarice, il ne s'exprimait pas en formules péremptoires et brillantes, il laissait à sa pensée ce quelque chose d'inachevé et d'incertain, mais de pressant et d'excitant qui lui donnait à l'usage des autres un étonnant pouvoir d'inspiration. Ainsi ce riche accomplissait-il son vœu de pauvreté, donnant inlassablement à autrui sans rien retenir pour lui, et par le miracle d'une intelligence souverainement disponible, il aidait ses amis à délivrer le meilleur et le plus substantiel de leur esprit. Telle était la libéralité du P. Maydieu qu'il était capable (et en cela il se montrait plus hégélien que cartésien) de trouver ou de donner de l'esprit à tous et même aux bêtes : les moins bien doués semblaient allégés près de lui de leur lourdeur ou de leur insignifiance. Seuls étaient imperméables les importants et les sectaires, mais il ne les rencontrait jamais, ayant la charité de passer au milieu d'eux sans les entendre et sans les voir.

Aussi ce clerc sans cléricalisme a-t-il été un assez extraordinaire directeur de revue. Il était tellement mêlé

à La Vie Intellectuelle *depuis vingt ans que si le P. Maydieu faisait* La Vie Intellectuelle, La Vie Intellectuelle *faisait le P. Maydieu.*

Homme d'Église, prêtre totalement, homme du dialogue avec tous les croyants et tous les incroyants, La Vie Intellectuelle *reflétait les deux aspects majeurs du P. Maydieu, l'absolu de la foi en Jésus-Christ qu'il attestait encore par sa dernière parole intelligible sur le rebord de la mort et le parti pris de communication et même de communion avec les soucis et les problèmes d'un monde qui se fait tous les jours.*

L'absolu de la foi qui ne peut trouver une pleine expression dans aucune réalisation particulière poussait également le P. Maydieu à de nombreux voyages. Il voulait connaître dans les autres nations leur façon de vivre la foi, sachant que les traits du visage du Christ que l'homme peut connaître sur la terre ne sont pas le privilège d'une Église locale, mais sont dessinés par tous ceux qui croient en son nom.

La Vie Intellectuelle *rassemble dans une même équipe des religieux et des laïcs qui vivent dans la fraternité une expérience de confrontation et parfois d'affrontement — et elle traduit le style de vie du P. Maydieu qui était le plus merveilleux des amis, élargissant et renouvelant sans cesse leur cercle et qui avait trouvé cet art de ne jamais quitter son couvent en l'emportant avec lui dans l'intimité des foyers ou sur les grandes routes du monde.*

Tout ce que la revue peut avoir fait de valable depuis vingt ans, elle le doit à son principal responsable qui, par son horreur des tricheries apologétiques et son sens inné de la noblesse et de la qualité, était parmi nous moins une autorité qu'une exigence discrète, c'est-à-dire

le plus efficace et le plus généreux des secours et des recours. Le P. Maydieu a enseveli au plus profond de son cœur tout ce qu'a pu signifier de retranchement et de renoncement la fidélité à son métier de directeur de revue et le service de tant d'amitiés contrastées et disparates. Mais il est permis maintenant de soupçonner et d'admirer la rigueur originelle d'une contemplation qui maintenait constamment et durement la tension d'une vie en apparence pleine d'improvisation et de tumulte.

Le P. Maydieu mort, La Vie Intellectuelle *lui doit de continuer. A la rentrée d'octobre, elle publiera un numéro qui lui sera tout entier consacré et dédié.*

Le P. Maydieu avait renouvelé la plus vieille tradition dominicaine et thomiste : il y a les requêtes de la foi avec lesquelles toute ruse serait sacrilège et inélégance ; il y a un monde qui dans son mouvement a sa solidité et sa consistance propre ; le contourner ou le mépriser sous prétexte d'aller plus purement et plus directement à Dieu serait, sauf vocation exceptionnelle, pharisaïsme ou manque de courtoisie envers ces grandes réalités de la nature et de l'histoire qui sont aussi de Dieu. Explorer ces ordres divers en respectant leur originalité et suivant les lois propres à chacun en écartant d'illusoires harmonies préétablies, c'est exactement un labeur à l'échelle chrétienne et humaine. Un message, un témoignage, comme on dit ailleurs, peuvent s'achever dans le silence. Un travail ne s'interrompt pas. Les paysans ont raison de retourner au champ le lendemain de la mort du père. Nous serons, nous en faisons la promesse à nos amis, ces laborieux et ces paysans.

V. I.

QU'EST-CE QUE L'UNITÉ ?

L'UNITÉ des catholiques, nous la connaissons par l'angoisse de l'exigence et du désir ; nous la connaissons par la foi comme le mystère de l'Eglise ; mais si l'angoisse et la foi enveloppent une connaissance nocturne de l'unité, subie et tendue comme une passion, une telle connaissance ne saurait se confondre avec un véritable savoir ; cette unité est voulue et crue, elle n'est pas seulement pour le regard charnel mais aussi pour les yeux de l'esprit : l'unité entre les catholiques pour l'historien, le sociologue, le psychologue se présentent comme des unités précaires et artificielles, conventionnelles et autoritaires et qui pourraient bien couvrir sans les ôter malentendus et désunions, déchirements et divisions. Apaiser et réconcilier les aspects contrastés d'une réalité complexe, éprouvante, scandaleuse par le moyen de quelque système rassurant demanderait une ingéniosité, qui serait une entreprise au terme vaine et irritante. En une telle matière échec ne signifie pas désastre ou faillite. Qu'une doctrine synthétique de l'unité soit introuvable dans l'ordre humain de la pensée philosophique n'empêche pas que l'unité existe dans le mystère et qu'elle soit en outre une exigence absolue, et ainsi je serais excusable de ne pas résoudre l'insoluble.

Je tâcherai seulement de suivre avec quelque rigueur mon propre cheminement disant ce qu'il y a d'obscurité dans mes lumières et d'angoisse dans mon espérance. Après tout, nous l'avons trop oublié, si l'idée de vocation a un sens, c'est par le devoir envers soi-même que passe le devoir envers autrui. Si chaque catholique tentait de mettre un peu plus d'unité en lui-même, l'unité des catholiques ne serait pas si incertaine et si précaire. Travaillons donc à bien penser, tel est le principe d'un interrogation sur l'unité, et ne redoutons pas d'avance que cette unité déconcerte nos habitudes intellectuelles, qu'elle se révèle indiciblement proche et étrangement lointaine, absolument certaine et toujours ambiguë, enveloppante et insaisissable, impossible à traduire en concepts clairs ; la réflexion qui s'efforce à comprendre l'unité ne doit pas avoir peur de la douleur, du labeur et de l'épreuve. La pensée aussi a sa passion, il convient de ne pas l'oublier un jour de vendredi saint.

Un propos d'interrogation et de passion n'est pas une mauvaise méthode pour ruiner scepticisme et défaitisme. Entrant dans l'univers de la foi, nous nous souviendrons qu'alors l'unité est au point de départ. Le Christ est un avec Dieu et dans le Christ et par le Christ l'humanité rachetée est une avec Dieu. Cette unité nous est donnée d'en haut par grâce. Elle est la réalité suprême qui nous sauve du désespoir puisqu'alors la vérité définitive de l'énigme universelle n'est pas dans la séparation et dans l'absence, mais dans la réunion définitive et la présence totale.

Or voici le premier embarras générateur de tous les autres. Cette unité absolue, déjà réalisée, elle est aussi

une exigence absolue, le devoir catholique même. L'unité est dans la substance la profondeur des choses, elle est totalement faite en haut, dans l'au-delà et elle est entièrement à faire en bas et dans l'en deçà pour multiplier les métaphores médiocres. Nos efforts, tel est le paradoxe fondamental, doivent faire ce qui est déjà.

L'unité donc est sacrée mais elle peut être profanée par ceux qui ont mission de la manifester, indéchirable, il lui arrive d'être déchirée; sa transcendance est inaltérable, et elle est livrée aux dissenssions des hommes. Le mouvement même de la foi, la manifestation du mystère peut se retourner contre la foi, être générateur d'incrédulité en nous et chez les autres.

L'unité est déchirée et le scandale est donné lorsque les chrétiens sous prétexte de manifester l'unité de grâce de foi et d'amour réalisent une unité exclusive et close qui est la négation et le reniement du mystère d'unité. Ce qu'on appelle une civilisation chrétienne n'est bien souvent qu'une projection temporelle et séculière de l'unité religieuse — projection tantôt maladroite et infirme, tantôt odieuse et insupportable. Une imagination nostalgique et une mémoire historique complaisante voient parfois dans la chrétienté de type médiéval une solution au problème de l'unité entre les catholiques : en ces temps heureux, l'intelligence était chrétienne, les mœurs étaient chrétiennes, la politique, quel miracle! était chrétienne. Alors, imagine-t-on, régnait l'ordre catholique.

... Pourtant cette tentative d'intégration de tout l'humain dans une synthèse totale sous la mouvance de la foi et l'autorité universellement enveloppante de l'Église, même si elle n'a pas à ses beaux moments

manqué de grandeur historique, n'est si on la compare à l'unité proprement religieuse et mystique qu'une unité amoindrie, contrefaite, peut-être falsifiée. Vue d'un peu loin son harmonie esthétique est assez impressionnante : au temporel des princes chrétiens avec au sommet « les deux moitiés de Dieu » dont parle le poète, le pape et l'empereur, instances suprêmes et clef de voûte de l'édifice politique ; au spirituel dans le domaine des sciences, des arts, de la culture, les principes chrétiens clairement définis et fermement maintenus font la cohérence d'une sagesse au sein de laquelle, selon l'ordre, l'inférieur est subordonné au supérieur et le profane au sacré.

L'unité du monde temporel et du monde intellectuel réalisée par le moyen des princes chrétiens et des principes chrétiens a curieusement dans l'histoire certaines sources préchrétiennes, mot de précaution pour ne pas dire païennes et par bien des aspects cette unité n'était que décorativement chrétienne. La chrétienté c'est aussi l'Empire, la Romanité baptisée, mais qui reste Romanité ; l'appartenance chrétienne prolonge le droit de cité antique, et le fidèle est en même temps l'homme d'une certaine culture très et trop déterminée. Les autres, tolérés au dedans, contenus et combattus au dehors sont les éternels barbares des éternels romains. N'est-ce pas une loi de l'histoire qu'une forte unité humaine sociale, politique, culturelle ne peut se poser qu'en opposant ? De l'unité ouverte et mystique, on passe à une unité close, armée plus pour la défense et la conquête que pour l'apostolat. Si l'Empire chrétien est l'héritier de la Romanité — la sagesse chrétienne de style médiéval peut passer par bien des côtés pour l'héritière des cosmologies antiques qui par souci de l'unité du Tout faisaient de l'homme une pièce du

cosmos — si bien que l'unité chrétienne se trouve ici compromise avec une idée de la nature et un état de la raison antérieurs à la révélation chrétienne. La chrétienté nous propose donc la politique, que le christianisme avait pour mission de faire éclater.

Aussi n'avons-nous pas tort de lire dans la liquidation de la chrétienté une justice de l'histoire. Puisque ces unités temporelle et intellectuelle sont allées se défaisant et que l'unité de l'Église véritable a survécu à la crise, c'est bien la preuve que ce qui était séparable a été séparé. L'histoire est irréversible et les regrets pèchent par irréalisme.

Le nécessaire procès de la chrétienté serait cependant abstrait et idéologique si on oubliait que la chrétienté répondait à un problème d'incarnation et que si la solution a passé, le problème est toujours posé : toute action du chrétien dans un monde donné implique un engagement dans une matière réfractaire, une représentation de ce monde bâtie avec les moyens du bord, bref un risque et peut-être une fatalité d'équivoque et de partialité. Traduction et trahison se mêlent. Cette grande aventure de culture et de civilisation qu'a pu être la chrétienté, il est interdit de la restaurer, il convient de la juger sévèrement, mais l'honneur chrétien empêche de la renier et de la rejeter complètement, d'autant plus que la chrétienté médiévale n'a pas été un temps de dictature et de tyrannie, que les divisions entre les chrétiens y étaient vives et véhémentes, que clercs et cléricalisme y étaient mis en question avec une liberté de parole, une vigueur et une verdeur de propos qui seraient incroyables aujourd'hui. Puisque nous avons nous aussi à manifester l'unité catholique à un certain moment de l'histoire et en nous servant à notre tour

d'une certaine image de l'homme et de l'histoire qui peut être elle aussi, et même dans ce que nous appelons orgueilleusement nos avant-gardes, faussée de paganisme inconscient et alourdi de trop de mémoire seulement humaine. Souhaitons que nous soient donnés aussi le courage et le génie créateur de l'homme médiéval.

Grâce à la dissolution des structures de chrétienté se trouve fondé le droit des catholiques à des options intellectuelles et politiques diverses. Il n'est désormais plus possible de penser spirituellement les choses temporelles ; ni l'art, ni la science, ni la philosophie ne se déduisent de la révélation et il n'y a pas de principes chrétiens qui nous proposeraient d'avance des grilles d'intelligibilité ou des schémas de construction pour notre action dans la nature et dans l'histoire. La politique elle aussi a ses buts et ses moyens propres, fonctions d'une raison naturelle et de données historiques et sociologiques qui ont peu de rapports avec le dogme ou la mystique. Peut-être la lutte et l'antagonisme sont-ils la vérité de l'univers humain et ce désaccord constitutif de l'histoire ne peut être supprimé d'un coup par des formules religieuses comme on chasse un démon à coups d'exorcismes. La découverte d'une consistance propre à la nature et à l'histoire, révolution moderne qui apparaît dès le XIIIe siècle, pose d'une manière nouvelle le problème de l'unité des catholiques. L'unité la plus profonde reste transcendante et surnaturelle ; elle n'est ni entamée ni entamable quand passe la figure d'un monde ; mais les unités à bâtir sur la terre et avec des moyens humains relèvent d'une tout autre pensée, de caractère relatif, contingent, technique, ouvrant au libre arbitre et aux débats, générateurs de progrès, un champ illimité.

Dès lors tout semble s'arranger : les catholiques totalement liés par leur fidélité spirituelle sont totalement libres au temporel et ils peuvent s'opposer les uns aux autres sans dommage pour le ciel et au bénéfice de la terre. Une semblable solution élégante et libératrice plaît à notre esprit analytique, amoureux des différences d'ordre, et pourtant elle est aussi peu acceptable à un esprit moyennement exigeant que les solutions dites de chrétienté. Sans vouloir jouer au fabricateur d'hérésies — le marché est trop encombré pour qu'on puisse espérer y faire fortune — il convient de repousser la commodité dangereuse de ce qu'on appellera un dualisme et un séparatisme. Il y a chez les catholiques une droite et une gauche qui se le reprochent mutuellement — mais qu'il soit de droite ou de gauche, ce dualisme relève de la même structure de pensée et obéit à des postulats semblables.

Une certaine droite professe que l'unité absolue et surnaturelle, si on avait la folie utopique de la vouloir réaliser en ce monde, serait funeste aux unités naturelles qui composent la diversité humaines, états, nations et peuples ; elle ferait oublier que les rapports de force font la trame de l'histoire, que la mémoire de la guerre et la préparation à la guerre sont la condition nécessaire pour maintenir à un certain niveau les énergies nationales. Max Scheler expliquait que les groupes humains par le fait même de leurs déterminations et de leurs diversités entretiennent naturellement des rapports d'hostilité que le christianisme ne peut changer en relations d'amitié. Le chrétien comme tout homme dans l'histoire est voué à la guerre : il s'interdira seulement cette forme de haine qui, portée à l'absolu, en voudrait au salut éternel de l'adversaire, et

ainsi le mystère de l'unité serait respectée dans la guerre comme dans la paix.

Le séparatisme de gauche est analogue au dualisme de droite. La consistance de l'histoire est toujours dans le conflit, mais ici c'est la lutte des classes plutôt que l'antagonisme des peuples qui donne sa structure au mouvement de l'histoire. La vision prématurée et intempestive de l'unité chrétienne fausserait la connaissance dialectique des rapports de force et contredirait le progrès humain. L'idée d'une collaboration des classes, qu'on voudrait déduire de principes chrétiens, joue d'après le progressisme marxisant le même rôle perturbateur que l'idée de paix perpétuelle dans le nationalisme maurrassien : elle brouille de métaphysique une pensée positive et elle détend les ressorts de l'action patriotique tout à l'heure, révolutionnaire maintenant. Il est normal que les catholiques se trouvent dispersés dans des camps différents de part et d'autre des frontières de classe ; de tels antagonismes sont historiquement, scientifiquement nécessaires, c'est-à-dire inévitables et indispensables. Ces inimitiés temporelles sont le plus visibles et elles n'interrompent pas l'amitié invisible, surnaturelle. De ce côté aussi, le mystère est sauf.

Ces deux dualismes peuvent être colorés différemment dans l'imagination politique ; ils expriment la même structure mentale et il n'est pas étonnant qu'ils soient transposables selon un décalque quasi littéral. Ils expriment une doctrine de la double vérité (dont la tradition lointaine remonte au Moyen-Age et à l'averroïsme latin) qui ferait le chrétien et l'homme incompréhensibles et finalement incompatibles l'un pour l'autre. Une médiation est indispensable entre le spirituel

et le temporel et une inspiration chrétienne est valable dans l'ordre des tâches humaines. La pureté que cherchent nos dualismes de droite et de gauche pourraient bien être pour le spirituel une pureté d'inefficacité et de mort, et pour le temporel d'inhumanité, l'homme seul et tout l'homme signifiant à l'heure des bilans négation et écrasement de l'homme. On sait bien en effet qu'une politique coupée de l'absolu devient elle-même un absolu, requiert le tout de l'homme et ne lui laisse autre alternative que celle d'exercer ou de subir la tyrannie.. La leçon du XXe siècle est sur ce point trop claire et on regrette qu'elle soit encore mal perceptible à trop de chrétiens...

Aucun penseur religieux n'a autant témoigné que le P. Maydieu contre les nœuds et les nids d'équivoque contenus dans ce qu'on appelle, sans toujours savoir ce que l'on dit, « la civilisation chrétienne ». C'est pourtant le P. Maydieu qui, méditant sur l'unité, a cette formule décisive : « ... la conquête de l'homme bâtisseur d'un monde afin d'y vivre humainement, c'est-à-dire librement, a eu son origine dans la prédication de l'Évangile dont le chrétien est le témoin. » On ne saurait dire plus fortement que l'Évangile est une source de civilisation et sans concession à la mentalité théocratique rejeter avec plus de vigueur tous les dualismes à la mode d'hier et d'aujourd'hui. L'unité des catholiques ne peut donc être uniquement spirituelle, elle a des corollaires ou des incidences ou des implications temporelles, mais qui ne sont pas inscrites d'avance dans le message évangélique et qu'il faut inventer jour après jour ou plutôt siècle après siècle car le monde se fait tous les jours, dans la confusion et la douleur.

La solution de notre problème n'a guère avancé, car devant la difficulté d'une inspiration de cette sorte, il est aisé de tomber dans quelque logique « théocratique » ou « séparatiste » pour rester fidèle à notre médiocre langage ; bien plus, qui veut agir en chrétien dans le monde est fatalement contaminé par l'un ou l'autre de ces deux systèmes, ce que nous faisons et ce que nous disons n'étant jamais en exacte harmonie. Même lorsque nous récusons l'inspiration chrétienne au nom d'une prétendue doctrine exigeant la distinction du spirituel et du temporel, nous agissons toujours en chrétiens et nous engageons et compromettons le christianisme dans des différends que nous disons d'ordre purement temporel. Trop modernes ou « séparatistes » dans nos propos, nous sommes « médiévaux » dans notre comportement, et ceci peut compenser cela.

... L'inventaire de tels dissentiments dépasse le cadre de ce rapport. On esquissera seulement un schéma préliminaire sur une division fondamentale, quitte à la durcir et à la styliser pour des commodités d'exposition. Le dogme lui-même ne sera pas mis en question mais plutôt le mode d'insertion du spirituel dans le temporel qui peut être compris et vécu de manière plus ou moins optimiste ou pessimiste.

Si nous reprenons le thème du P. Maydieu d'un mouvement donné à l'histoire dans le sens de la libération humaine par la chiquenaude initiale de l'Évangile, c'est sur la possibilité terrestre et temporelle de cette libération que les catholiques et plus généralement les chrétiens seront en désaccord. Les uns que nous nommons optimistes pour faire court et simple, veulent que l'Espérance surnaturelle se manifeste aussi par mode de surcroît ou d'analogie selon les plus vastes et les plus

larges espoirs humains; leur pente est de croire au succès terrestre d'une humanité rachetée. Les autres que nous disons pessimistes par un raccourci semblable, refuseraient non seulement identité et continuité mais même analogie entre la libération totale de l'homme dans l'au-delà et les entreprises de libération de l'homme dans le temps et dans l'histoire. La certitude de libération totale des élus ne peut alors jouer dans l'histoire qu'un rôle de référence prophétique pour convaincre d'hypocrisie ou de précarité les tentatives terrestres de libération humaine. La question se pose pareillement en terme d'unité. Pour l'optimisme chrétien, unité de l'humanité au terme de l'histoire et unité de l'humanité ou bien se correspondent ou à la limite tendent à se confondre. Pour le pessimisme chrétien non seulement toute assurance de cet ordre est exclue, mais encore l'unité humaine risque d'être la rivale dangereuse et peut-être diabolique de l'unité divine.

Parce que le christianisme ne saurait nous donner de certitude définitive touchant ce problème qui importe souverainement à l'homme, il y aura toujours deux races intellectuelles et spirituelles de chrétiens qui ne cesseront de s'affronter et aussi de se mal comprendre tout au long de l'histoire des hommes. Rien ne montre mieux la fatalité du conflit que l'antithèse des deux présentations que se font couramment les chrétiens de la fin des temps. La Parousie est pour les uns le feu de la colère divine manifestant clairement enfin la condamnation d'un monde depuis le Christ jugé et rejeté, et c'est l'image pessimiste, pour les autres cette même Parousie est la manifestation du feu de l'amour divin embrasant visiblement un monde déjà invisiblement racheté et dans lequel s'achève par une communion humaine totale

l'histoire de la Rédemption. Les deux représentations se contredisent et l'impuissance dans laquelle nous nous trouvons de choisir entre elles avec sécurité a une valeur religieuse dans la mesure où elle maintient dans le mystère la véritable figure des fins dernières de l'humanité.

Il faut donc au christianisme des optimistes et des pessimistes, des Pascal et des Bernanos comme des Marc Sangnier et des P. Teilhard, et l'unité dans la foi supporte et suscite bien des désaccords quand, comme l'exige la foi on passe de la foi à la pensée et à l'action. Le pire ici serait de céder à un irénisme de fadeur, de croire dans la tranquillité du cœur que nos désaccords sont providentiellement complémentaires, que l'univers des croyants fait une belle démocratie avec une droite et une gauche pour prendre tour à tour le gouvernail, et comme dans les heureuses républiques la droite faisant ainsi qu'il convient une politique de gauche et la gauche une politique de droite ce qui met le comble à l'harmonie. Il serait facile de faire ici l'apologie du pluralisme et de s'endormir en chantant un hymne à l'unité d'autant plus belle qu'elle est souple et qu'elle se manifeste par plus de diversités.

La vérité est que l'inévitable pluralisme des familles spirituelles à l'intérieur du christianisme — et d'abord le partage que nous disions des optimistes et des pessimistes — ne cesse à la fois de glorifier et d'humilier l'unité. Il est impossible de mettre à part des désaccords qui seraient un bien et des dissentiments qui seraient un mal. La diversité la plus légitime tourne dans l'expérience au déchirement scandaleux et du pluralisme il faut dire à la fois qu'il est nécessaire et insupportable. Les uns et les autres ne peuvent pas ne pas

se soupçonner d'affadir ou de trahir le christianisme et la guerre des chrétiens aura nécessairement lieu. Telle est et telle sera toujours vraisemblablement la passion de l'unité.

Que le pluralisme soit nécessaire, amer et difficile, cette idée n'est pas sans éclairer les difficultés des catholiques contemporains et particulièrement en France. Le sérieux avec lequel nous prenons notre christianisme, le refus qui nous est commun d'en faire un rite décoratif ou une mythologie ornementale, la volonté de le traduire et de l'incarner expliquent les divisions et les polémiques qui partagent les élites chrétiennes. L'idée même, singulièrement multiple, que nous nous faisons de l'unité nous oppose les uns aux autres et il se trouve que ceux qui se font de l'unité la conception la plus déterminée, la plus claire, la plus péremptoire sont ceux qui blessent le plus dangereusement l'unité. Un dogmatisme de l'unité, une philosophie raide de l'unité compromet l'unité.

En France ne manquent ni les suspicions réciproques, ni les initatives qui mêlent audace et témérité ; chacun dans son zèle veut être l'ultra du christianisme et du catholicisme. Les interventions de l'autorité s'en trouvent inévitables ; elles sont le signe d'une crise de l'unité et, n'ayant pas comme la lance du guerrier grec, le pouvoir de guérir les blessures qu'elles font, les plaies sont longtemps à vif et les cicatrisations lentes. L'autoritarisme, pour beaucoup de raisons dont l'autorité n'est pas seule responsable, crée un climat assez étouffant et aggrave la crise de l'unité. L'excès dans l'interventionnisme empêche le libre dialogue, le débat loyal entre les diverses tendances : comment, si on a le sens de l'honneur, discuter ce qui est discutable chez autrui

quand celui-ci est sous le coup de sanctions disciplinaires ?

N'imaginons surtout pas qu'il y ait chez les chrétiens engagés dans le train du monde, des hommes de la thèse, les intransigeants et les durs, maintenant l'absolu du vrai contre les fluctuations du siècle, et les hommes de l'hypothèse, les conciliants et les mous, préoccupés d'adaptation au temps et de compromis avec le monde. L'interprétation est courante, elle pourrait expliquer pourquoi les condamnations paraissent frapper toujours du même côté. Il n'en est pas pourtant de plus illusoire. Nous sommes tous et dans toutes nos politiques et dans toutes nos philosophies les hommes de l'hypothèse, et nous sommes tous pareillement condamnables du point de vue de l'Absolu. Une référence à l'éternel peut toujours prendre en faute quiconque pense et œuvre dans un univers de relativité et de contingence — si bien qu'il n'y a pas de condamnation qui ne porte largement au-delà de sa visée littérale et qui n'atteigne en quelque manière tous les catholiques. Et en ce sens l'unité se trouve rétablie et la justice sauve.

Nous voici au terme de ce cheminement dont on a avoué à chaque moment la lenteur et l'embarras. Rassemblons notre peu de certitudes : le christianisme ne peut être rejeté en dehors de ce monde. Il y a une inspiration chrétienne légitime, exigeante, dans l'ordre de la politique, de la pensée, de la culture. Parler d'inspiration c'est rejeter l'idée d'un système de principes chrétiens cohérents contenant virtuellement le bonheur et le salut de l'humanité tels qu'il suffirait d'un prince enfin chrétien pour les appliquer. L'inspiration chrétienne est

l'absolu d'une exigence. On triche avec des principes, on ne ruse pas avec une inspiration. L'inspiration chrétienne exige le dépassement des sociétés fermées, classes, nations ou empires; travailler à la construction de larges architectures politiques ouvertes est donc un devoir chrétien. L'inspiration chrétienne ne permet pas que soit supporté l'état actuel du monde qui réduit des masses humaines particulièrement en Afrique et en Asie à une condition prolétarienne, en deçà d'un minimum culturel et d'un minimum vital tandis qu'une minorité privilégiée a atteint au niveau bourgeois de l'existence, aux libertés culturelles et possède les valeurs chrétiennes par dessus le marché. L'inspiration chrétienne ne tolère ni les sociétés closes, ni l'injustice. Mais la manière dont cette inspiration est entendue ou rejetée, traduite ou travestie entraînera des divisions entre les chrétiens. Une inspiration est un appel à la liberté et au risque. Elle devrait rassembler, elle disperse et elle oppose.

Il faut donc confesser à la fin un échec, avouer une carence, mais une carence utile et un échec fécond. Dans notre suite de réflexions, la philosophie ne pouvait avoir la meilleure part, car l'unité n'est jamais vraiment un objet déterminé, essence claire, et évidence distincte pour la pensée qui la cherche. En son fond elle reste, et il faut redire les mots du commencement, exigence d'une part et mystère d'autre part. L'unité des catholiques a toujours quelque chose d'ambigu, elle est à la fois temporelle et spirituelle, elle oscille entre le trop et le trop peu; elle nourrit en elle des désaccords bienfaisants, des dissentiments inévitables, des dissensions de malheur et de péché. L'unité des catholiques, vue de côté du monde, ne peut être que médiocre et que

boiteuse. Et cependant cette unité est une valeur qu'il faut servir et qu'il faut vivre. Si l'unité se dérobe à l'intelligence qui a de la peine à percevoir sa figure brouillée, qu'elle soit sensible au cœur. Elle relèvera d'une finesse humaine et d'un sens religieux qui sauront comprendre et aimer dans l'ambiguïté et l'équivoque. Une unité qui peut être vécue par le cœur est une unité réelle ; le miracle du cœur humain c'est qu'il est capable de saisir dans l'amour ce que la connaissance ne sait pas retenir. Et aimer n'est-ce pas assumer ce destin de précarité, de malentendu et d'approximation douloureuse qui est l'ordinaire vérité des rapports humains et en faire une passion vulnérable et invincible ? Telle est l'unité des catholiques, toujours blessée et elle ne cassera pas.

Cependant me souvenant du Vendredi-Saint, je voudrais incliner ce peu de pensées devant la mémoire du calvaire et de la croix et abolir ce tumulte de paroles dans le silence de la méditation. Ce jour où est mort un homme qui était Dieu a vu véritablement la passion de l'unité. Pour triompher des déchirements humains, le Christ n'a pas préféré l'harmonie et l'équilibre, il n'a pas choisi une voie modérée, il n'a pas édifié une sagesse moyenne ennemie des extrêmes. Il a voulu contrarier et contredire, être un prophète juif, s'incarner parmi le peuple dont la destinée sublime avait été le plus mal comprise des nations, peuple méprisé et haï, signe de contradiction. Et à l'intérieur de l'univers juif, le Christ a été pareillement un signe de contradiction ; se disant Dieu, lui qui était homme, il paraissait commettre un attentat sacrilège contre l'insondable et rigoureuse unité divine que la vocation du judaïsme était de maintenir. Le Christ fait éclater le judaïsme en même temps

qu'il l'accomplit. Il était plus juif que les Juifs et les Juifs ne l'ont pas reconnu. Il était plus universel que les Romains, et le procurateur représentant le peuple impérial, le peuple à prétention universelle ne l'a pas reconnu. Tous ont été complices pour le condamner et le rejeter. Le destin de celui qui, faiseur d'unité, est contre chacun et avec tous, nous le connaissons plus particulièrement aujourd'hui, il s'appelle la croix.

Aussi les faiseurs d'unité je les imagine imitateurs du Christ, paradoxes vivants comme lui, choisissant un parti, allant jusqu'au bout des options les plus déterminées, mais contrariant du dedans les partialités et les préjugés liés à ces partis et à ces options. L'homme d'unité contredit les siens et pâtit par les siens, sa fidélité aux siens est pourtant inaltérable — il est par conséquent incompris des autres et il pâtit par les autres.

Notre horizon est barré par la figure de la croix. On plante des croix à la croisée des chemins, sur une tombe, aux lieux où il faut subir la séparation et nous disons par ce moyen notre espérance de réunion dans l'unité. La croix n'est pas symbole d'unité, elle est l'unité même. Plantée à la jointure de deux mondes, elle étend ses bras, disait J. Maritain, sur l'Orient comme sur l'Occident, elle réconcilie l'homme avec Dieu et l'homme avec l'homme. En cet anniversaire de la passion, reconnaissons dans le tremblement et l'humilité, que ceux qui reçoivent vocation d'être les ouvriers de l'unité en sont le plus ordinairement les martyrs [1].

ÉTIENNE BORNE.

1. Ce texte est l'essentiel du rapport présenté par Etienne Borne aux Journées Universitaires de Paris le vendredi saint dernier.

LA NOUVELLE ÉGLISE DE L'ANNONCIATION A NAZARETH

On s'est beaucoup occupé ces derniers temps du sanctuaire de l'Annonciation à Nazareth. Des articles de journaux ou de revues ont saisi l'opinion publique du projet de reconstruction envisagé par les Pères Franciscains de la Custodie de Terre Sainte et présenté dans une brochure par son auteur, l'architecte Antoine Barluzzi[1]. Des discussions en ont résulté, qui s'expliquent assez par l'intérêt du monde chrétien pour un des lieux les plus sacrés de l'Évangile. Il semble toutefois que ces discussions n'ont pas toujours été menées avec la sérénité voulue et que les divers aspects de la question n'ont pas été examinés avec un soin égal. La dépense engagée et la valeur esthétique du projet ont leur importance, qu'on a justement soulignée; mais l'adaptation de ce projet au mystère évangélique, à son cadre local et aux vestiges de sa vénération dans le passé chrétien commande des considérations dont l'intérêt n'est pas moindre. L'éloignement de plusieurs de ceux qui ont

1. *A Nazareth : résurrection du sanctuaire de l'Annonciation. Présentation du projet de l'architecte A. Barluzzi* (traduit de l'italien par le R. P. Paulin Lemaire, O.F.M.), Jérusalem, Année mariale 1954; in-4° de 24 pp.

pris la parole explique assez que ce dernier aspect des choses n'ait pas reçu toute l'attention qu'il mérite ; ce peut être un motif suffisant pour quelqu'un qui vit depuis longtemps en Palestine de proposer à son tour quelques réflexions sur ce sujet. Ayant eu le privilège de visiter souvent la sainte cité de Nazareth, et devant la bienveillance des Pères Franciscains la faveur d'avoir examiné tout récemment les résultats des fouilles actuellement en cours sur le lieu où doit s'élever la future basilique, j'insisterai d'abord sur les vestiges du passé qui nous racontent l'histoire du sanctuaire et ne peuvent être négligés dans la conception du nouvel édifice. Ces observations fondées sur les faits nous conduiront ensuite tout naturellement aux réflexions qui concernent l'adaptation du monument futur au mystère qu'il veut honorer et à son paysage galiléen.

L'histoire nous parle des diverses églises qui se sont succédées sur le lieu traditionnel de l'Annonciation [2]. Une première fut élevée à l'époque byzantine, sinon par sainte Hélène comme le voudrait la légende, du moins avant la fin du VIe siècle puisque l'Anonyme de Plaisance, en 570, atteste clairement son existence : *Domus sanctae Mariae basilica est*. Aussi bien cette date relativement tardive s'explique-t-elle aisément par l'hostilité des Juifs, qui restèrent les maîtres à Nazareth jusqu'à leur expulsion par Héraclius (629-630) et y entra-

2. Les témoignages historiques se trouvent commodément groupés dans l'*Enchiridion Locorum Sanctorum* du P. Donatus Baldi, O.F.M., Jérusalem, 2e édition, 1955, pp. 1-43. Voir aussi G. Le Hardy, *Histoire de Nazareth et de ses sanctuaires*, Paris, Lecoffre, 1905; Cl. Kopp, *Beiträge zur Geschichte Nazareths*, dans *The Journal of the Palestine Oriental Society*, Jérusalem, XVIII (1938), pp. 187-228; XIX (1939-1941), pp. 82-119, 355-285; XX (1946), pp. 29-42; Id., *Nazareth und seine Heiligtümer*, Palästinahefte Nr. 40-42, Band V, 1950, pp. 63-95.

vèrent de leur mieux l'établissement et le culte des chrétiens[3]. Cette église, dont parlent encore les pèlerins des VIIe et VIIIe siècles[4], eut sans doute, comme tant d'autres, à souffrir des invasions perse et musulmane[5]. Le fait est, en tout cas, que, dès leur arrivée en Terre Sainte, les Croisés élevèrent sur le lieu de l'Annonciation « une grande et haute église à trois autels », où l'on voyait « à gauche, devant un petit autel, une grotte petite, mais profonde, qui a deux petites portes », correspondant à la chambre de la Vierge (l'higoumène Daniel, 1106-1107). Cette église devait disparaître à son tour sous les coups du sultan Bibars (1263) et les pèlerins ultérieurs se lamentent sur ses ruines où seule demeure à peu près intacte la grotte sainte. Mais, en 1620, les Franciscains réussirent à reprendre possesion du lieu et, après avoir restauré la grotte, ils construisirent au-dessus d'elle, en 1730, une nouvelle église, qui fut encore agrandie par eux en 1887. Cet édifice assez modeste avait subsisté jusqu'à nos jours et c'est lui qui vient d'être démoli pour permettre l'édification d'un monument plus grandiose.

Or les vestiges archéologiques confirment et complètent éloquemment les données de l'histoire. Les restes

3. Cette raison permet de douter que le comte Joseph de Tibériade, juif converti du IVe siècle, ait pu réaliser à Nazareth cette construction d'une église dont il avait obtenu de Constantin l'autorisation de principe.

4. Nous n'avons pas à nous occuper ici d'une autre église attestée par Arculfe (670), que l'on a voulu retrouver tantôt dans l'église franciscaine de Saint-Joseph, tantôt dans l'établissement des Dames de Nazareth, et qui se situe plus probablement auprès de la source du village, là où les Grecs possèdent actuellement l'église de Saint-Gabriel.

5. Willibald (724-726) rapporte mélancoliquement que les chrétiens devaient souvent racheter l'église aux musulmans qui menaçaient de la détruire.

de l'église croisée étaient déjà bien connus depuis des fouilles menées par le Fr. Benoît Vlaminck et le P. Prosper Viaud, O.F.M.[6]; ceux de l'église byzantine viennent d'être recouvrés par les fouilles du P. Bellarmino Bagatti, O.F.M., incomplets mais suffisants pour permettre de reconstituer le plan du monument primitif[7]. Outre un fragment d'abside et des mosaïques déjà trouvés par le P. Viaud[8], ce sol bouleversé par les constructions des XIIe et XVIIIe-XIXe siècles, a livré encore un stylobate, des colonnes et d'autres fragments de mosaïques qui suggèrent un édifice dont la nef centrale avec abside orientée était accostée de deux bas côtés sans absides, celui du sud se trouvant séparé d'un monastère par quelques chambres, et celui du nord venant s'accoler à la sainte grotte, qu'il laissait en dehors de l'édifice, en contrebas. De l'église à la grotte contiguë on descendait par un escalier (ou deux ?), déjà retrouvé lors des fouilles de 1895. La qualité des mosaïques permet de songer aux V-VIe siècles, encore que leurs différents niveaux suggèrent deux, ou même trois, états successifs de l'édifice. L'ensemble est très modeste : bien que la façade n'ait pas encore été retrouvée avec certitude, on peut conjecturer pour la nef centrale une

6. B. Vlaminck, *A Report on the Recent Excavations and Explorations conducted at the Sanctuary of Nazareth*, Washington, 1900; P. Viaud, *Nazareth et ses deux églises de l'Annonciation et de Saint-Joseph d'après les fouilles récentes*, Paris, Picard, 1910.

7. Le R. Père publiera en son temps le compte rendu complet et scientifique de ses fouilles. Les observations que je rapporte ici demeurent à dessein très générales. Je remercie le P. Bagatti de m'avoir autorisé à en faire usage.

8. Celui-ci a repéré en effet le fragment d'abside (cf. son plan, fig. 36, lettre *r*), mais il n'a pas su l'interpréter (p. 129). D'une manière générale d'ailleurs, il s'est mépris sur le compte de l'église byzantine (pp. 122 s..) en lui donnant à peu près les proportions et le plan de l'église médiévale, et aussi en la datant du IVe siècle.

longueur d'environ quatorze mètres sur une largeur d'environ six mètres cinquante. La situation difficile des chrétiens dans la Nazareth juive explique en partie cette apparence plutôt mesquine ; la déclivité assez rapide du rocher peut aussi rendre compte de la petitesse du monument. Quoi qu'il en soit de ces circonstances concrètes, il est intéressant de relever que la première vénération chrétienne de ce lieu saint s'est contentée longtemps d'un édifice très humble.

Les Croisés, il est vrai, devaient compenser cette pauvreté des origines par un monument de grande envergure. Leur basilique à trois nefs ne mesurait pas moins de soixante-quinze mètres de long sur plus de trente mètres de large ; ses voûtes devaient s'élever en conséquence. Implantée au même endroit que l'église byzantine et orientée comme elle, elle la débordait cependant de toutes parts, notamment du côté du nord où elle mordait assez sur la colline rocheuse pour englober la sainte grotte, qu'elle plaçait sous sa nef septentrionale et la moitié gauche de sa nef centrale. Les éléments retrouvés de cette basilique attestent sa puissante et élégante simplicité : murs de bel appareil, larges piliers à redents, chapiteaux historiés extrêmement pittoresques. Ce devait être, sur une grande échelle, un de ces monuments robustes et d'un goût discret dont l'époque médiévale nous a laissé, en Syrie et en Palestine, de si beaux exemples.

L'église des XVIIIe-XIXe siècles avait moins d'intérêt que les précédentes et l'on ne regrettera pas sa destruction, qui a permis précisément de mieux connaître l'histoire des édifices. En revanche on appréciera que la fouille actuelle ait repris et étendu davantage celle du P. Viaud dans la région rocheuse qui s'étend

juste au nord de l'église médiévale. Car cette région est perforée de silos et de citernes dont la poterie romano-byzantine commençant au Ier siècle avant Jésus-Christ atteste une occupation du site qui répond bien à la Nazareth évangélique[9]. C'est là comme la préhistoire de la vénération chrétienne, et dont l'importance capitale pour l'authenticité de la tradition n'a pas besoin d'être soulignée.

Mais ce précieux acquis des recherches archéologiques ne doit pas servir qu'à assouvir la curiosité des savants; il mérite de jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration de l'édifice futur. Et cela d'une double manière : les vestiges du passé doivent être conservés à tout prix, comme témoins des origines et de l'évolution du sanctuaire; le plan et la figure des églises byzantine et croisée peuvent comporter d'utiles leçons pour inspirer le monument moderne. Or sur ces deux points le projet de M. Barluzzi ne donne guère satisfaction.

L'architecte dit bien que les vestiges archéologiques « seront jalousement conservés *in situ* » (p. 13), mais, en ajoutant aussitôt « si possible », il introduit une réserve dont son écrit renferme d'autres échos inquiétants. Ainsi « les considérations d'ordre archéo-

9. Cette région ne renferme pas de tombes ainsi qu'on l'a dit parfois. Celle qui se trouve dans la partie occidentale de la grotte, et que les pèlerins attribuent à saint Joseph, peut être le résultat de la vénération chrétienne du lieu plutôt que sa cause. Quant aux autres tombeaux signalés par le P. Viaud à l'occident de la grotte, ils ne paraissent pas confirmés jusqu'à présent par les nouvelles fouilles. Les tombes ne manquent certes pas aux environs, et elles sont bien de l'époque du Nouveau Testament, mais précisément elles se trouvent à la périphérie de l'espace très restreint qu'occupait la Nazareth évangélique, à savoir le mamelon rocheux qui s'étend de l'église de l'Annonciation à la source du village.

logique, si valables qu'elles soient du point de vue historique, scientifique ou sentimental, doivent céder le pas aux exigences architecturales de l'édifice nouveau qui est une chose vivante et devra à travers les siècles inspirer et alimenter la piété des fidèles du monde entier » (*ibid.*). Il nous laisse espérer « qu'une partie des murs antiques, surtout les fondements des absides médiévales, pourront rester visibles et en leur position, en une espèce de crypte voûtée qui s'ouvrira dans les fondations du nouvel édifice » (*ibid.*), mais il précise plus loin que cela se fera « là où les nouvelles fondations le permettront » (p. 17). Or une expérience récente autorise malheureusement quelque crainte. Des fouilles parfaitement menées par le « Studium Biblicum » des Pères Franciscains avaient dégagé l'ancienne église de Béthanie, reconnaissant ses deux phases byzantines et sa phase médiévale ; l'église nouvelle élevée en ce lieu par Ml. Barluzzi a oblitéré d'une façon à peu près totale ces témoignages éloquents et très considérables du passé. Il se peut que, dans ce cas concret, l'impossibilité momentanée d'acquérir le terrain adjacent indispensable au dégagement total de la première église ait amené à ne faire qu'une construction provisoire, en attendant les jours meilleurs où un édifice nouveau et durable pourra mettre en valeur tous les restes retrouvés. Mais à Nazareth une telle excuse ne saurait valoir. Les Pères Franciscains possèdent heureusement tout le terrain qui recèle l'histoire du sanctuaire, et ce précieux dépôt entraîne la grave responsabilité d'en transmettre fidèlement toutes les richesses aux générations futures. S'il est possible de transférer les objets détachés dans un « musée annexé au sanctuaire, comme objets de vénération et d'étude » (p. 13), la chose est irréalisable

pour les fondations mêmes des anciens édifices. Celles-ci doivent demeurer intactes et visibles, non pas seulement pour la satisfaction de quelques érudits, mais pour l'instruction des masses : ce sont les archives de pierre de la basilique, les titres de noblesse de sa tradition, qu'il suffit d'un léger commentaire pour faire parler aux foules, et dont la disparition serait une perte irréparable et fatale à l'authenticité même du souvenir. Les « nouvelles fondations » *doivent* permettre cette conservation du passé ; il suffit pour cela que le projet nouveau ne soit pas dressé *a priori* comme pour remplir un espace vierge autour de la sainte grotte, mais qu'il tienne un compte scrupuleux de tous les résultats des fouilles.

Plusieurs réalisations antérieures de la Custodie de Terre Sainte auraient pu nous donner de l'espoir. Les Pères Franciscains, vaillants gardiens de la tradition, qui ont tant mérité des Lieux Saints par leur opiniâtre courage, ont su à Qubeibeh, au Thabor, à Gethsémani, respecter dans leurs nouvelles églises les vestiges du passé. Il est vrai qu'il s'agissait alors de reconstruire sur le plan ancien. Mais cela ne pourrait-il être aussi le cas à Nazareth ? Le P. Viaud le croyait (*op. cit.*, p. IX) et, si je ne me trompe, la Custodie de Terre Sainte a longtemps nourri cette pensée. Or voici que M. Barluzzi l'écarte d'un revers de main : une « simple reconstruction » lui paraît « inadmissible de par la sincérité architectonique et inopportune vu la modicité extrême des ruines récupérables » (p. 24). Ces deux raisons semblent également inefficaces. La deuxième est réfutée par l'importance considérable des vestiges de l'époque croisée[10].

10. Il ne saurait être question évidemment de reprendre le plan de l'édifice byzantin, trop modeste et trop peu conservé.

Trois absides très nettes, avec leur puissante maçonnerie extérieure ; celle du nord s'élevant encore jusqu'au-dessus de sa fenêtre, et, à côté d'elle, un bel escalier tournant ; tout le mur nord conservé, avec ses contreforts intérieurs et extérieurs, sur une hauteur de deux mètres cinquante et plus ; les fondations du mur sud ; la façade avec l'entrée principale ; les bases de plusieurs piliers ; voilà ce qu'on pouvait contempler depuis les fouilles du P. Viaud, et qui se trouve mieux dégagé encore par les dernières fouilles. Ce n'est pas d'une « modicité extrême » ; c'est autant et plus qu'on n'avait dans les sanctuaires précités. Reste alors l'autre raison, de « sincérité architectonique » ; mais elle se ramène en fait aux préférences de M. Barluzzi pour un édifice sur plan central, et j'y reviendrai dans un instant. Au vrai, la seule difficulté sérieuse qui puisse s'opposer à la reconstruction de l'église croisée est l'insuffisante solidité de ses fondations. Je me suis laissé dire que les bases qui restent de ses murs ont trop souffert du temps pour pouvoir supporter à nouveau une grande construction voûtée. C'est évidemment là un inconvénient d'importance majeure, et seule une reconsolidation de ces bases médiévales, possible sans doute avec les moyens techniques modernes, pourrait porter remède à cette grave situation.

Mais, si l'on doit renoncer à repartir des bases anciennes, faut-il pour autant renoncer au plan basilical pour lui préférer un plan central ? C'est le parti que prend M. Barluzzi et dont il résume ainsi les raisons : « Je crois... que la solution projetée d'un édifice sur plan central qui donne le maximum de relief à la Sainte Grotte, qui tourne sa façade vers l'accès le plus naturel de Nazareth et qui satisfait aux multiples exigences

cultuelles et liturgiques du sanctuaire, de la Communauté religieuse et de la Paroisse, doit prévaloir sur les conceptions diverses, suivies dans les siècles antérieurs » (p. 24). Ces raisons ont leur valeur, mais elles sont loin de s'imposer. En ce qui concerne « les exigences cultuelles et liturgiques », nous apprenons ailleurs que, des trois bras de la croix (le quatrième étant occupé par le vestibule), l'un servira aux offices de la Paroisse, l'autre au chœur des Religieux, le troisième à l'adoration du Très Saint-Sacrement. Cette distribution assez factice peut résulter à la rigueur du choix d'un plan central; elle ne saurait commander ce choix[11]. Aussi bien M. Barluzzi a-t-il un motif plus important, celui de donner à la grotte le maximum de relief en la plaçant au centre de l'édifice. Il faut reconnaître que cette intention est valable et rejoint celle de deux églises du IVe siècle en Palestine : la rotonde du Saint-Sépulcre et le sanctuaire de l'Ascension[12]. On ne peut donc refuser la légitimité et la valeur traditionnelle de ce parti, même si l'on regrette le plan basilical, beaucoup plus classique en Palestine, qu'avaient adopté ici en fait les Byzantins et les Croisés[13].

Mais autre chose est l'adoption de principe d'un plan

11. Les Croisés avaient résolu autrement le problème des besoins paroissiaux : en construisant l'église dite aujourd'hui « atelier de Saint-Joseph », distincte de l'église de l'Annonciation qui servait de cathédrale. Cette solution pourrait être adoptée aujourd'hui.

12. Peut-être aussi l'église du Tombeau de la Vierge dans le Cédron (Ve siècle) selon le plan que laisse conjecturer la crypte seule restante; cf. Vincent-Abel, *Jérusalem Nouvelle*, p. 827.

13. Au Thabor M. Barluzzi a édifié une très belle église de type basilical qui suscite légitimement l'admiration de tous les visiteurs. Il y a respecté et laissé visibles les restes de l'antiquité et, en prenant pour modèle l'église de Tourmanin, de la Syrie du Nord, il a réalisé un admirable monument qui est bien dans le style traditionnel de l'ancien Orient chrétien.

central, admissible à la rigueur, autre chose la réalisation concrète qui en est proposée. Et c'est ici que la critique doit reprendre tous ses droits. Les proportions envisagées sont en effet considérables [14]. Le sommet de la lanterne qui couronne la coupole doit être à soixante-huit mètres au-dessus du sol! La statue de la Vierge surmontant la pyramide du ciborium central doit se dresser à quarante mètres du pavement! Ces hauteurs suffisent à suggérer les autres dimensions de l'édifice [15]. Or beaucoup se demandent avec inquiétude si une telle masse est harmonieusement accordée au paysage environnant, et surtout au mystère évangélique.

La Basse Galilée est d'un relief plutôt doux, et la ville de Nazareth se blottit dans une « conque ondulée » (p. 11), dont le sommet des collines ne dépasse que de cent cinquante mètres environ le fond de la vallée, où se trouve le lieu de l'Annonciation. Il est à craindre que le monument projeté écrase de sa masse la petite cité et défigure le paysage.

L'adaptation au mystère évangélique n'est pas moins importante, elle l'est même davantage. On nous dit que ce mystère est grand; oui, mais c'est un mystère d'humilité et d'abaissement : le Fils de Dieu se faisant homme et vivant comme un homme parmi tant d'autres dans un des plus modestes villages de Galilée. Nazareth, c'est l'Incarnation vue du côté de l'humanité que le

14. La Custodie de Terre sainte a parlé tout récemment de réduire ces proportions de 30 %, mais je n'ai pas sur ce point d'informations assez objectives pour pouvoir en tenir compte. On se demande d'ailleurs jusqu'à quel point un projet architectural peut garder sa validité après avoir subi un telle réduction.

15. Ses bras s'étendent largement tout autour de la grotte. Il faudrait au moins souhaiter qu'ils recouvrent sans les détruire les précieux restes de la Nazareth évangélique dont il a été question plus haut.

Verbe vient rejoindre en quittant richesse (II Cor., VIII, 9) et gloire (Phil., II, 6 s.); et ce sont les longues années qui ont suivi, le mystère de la vie cachée durant trente ans. On s'est demandé naguère s'il était opportun d'honorer l'humble Sainte de la « petite voie » par une basilique grandiose et éclatante. La même question doit se poser ici avec plus de gravité encore : convient-il d'honorer l'enfance de Jésus et son pauvre village par un monument de proportions splendides ? L'église byzantine était très modeste, trop modeste, par nécessité sans doute ; et les Croisés ont eu raison de faire plus grand. Cependant leur église, longue de soixante-quinze mètres, ne devait guère dépasser en hauteur le tiers de l'édifice projeté. Elle restait accordée au mystère. Et quand le dominicain Fra Ricoldo de Monte Croce (1294) constate avec peine sa ruine où ne subsiste que la grotte, il fait preuve d'un juste sentiment chrétien en ajoutant que Dieu a permis cela « ad memoriam humilitatis et paupertatis ». Humilité et Pauvreté sont deux aspects essentiels du mystère à vénérer ici. M. Barluzzi, dont l'ardente piété a médité ce mystère pour lui consacrer son monument, semble avoir été frappé davantage par la splendeur de la gloire divine d'où vient le Verbe que par l'abjection de la condition humaine où il descend[16]. Et pourtant ce deuxième aspect est bien le plus saillant, le plus spécifique, surtout quand on l'évoque sur le lieu même dont la douce modestie rend si sen-

16. On croit aussi discerner dans sa conception la tendance de la piété moderne à mettre toujours plus en relief le personnage de Marie. L'exaltation de la statue de la Vierge au sommet du ciborium vers la colombe de l'Esprit-Saint qui plane au milieu de la coupole céleste a une saveur d'apothéose qui conviendrait autant et mieux au mystère de l'Assomption. Celui de l'Annonciation est avant tout le mystère du Fils de Dieu prenant chair dans le sein d'une humble vierge de Palestine.

sibles les humbles dimensions où Dieu a daigné s'enfermer pour être près de nous.

Au fait, en toute discussion sur ce sujet, on finit par en arriver à une considération qui peut paraître secondaire, mais qui n'en est pas moins déterminante, et qu'il faut loyalement faire connaître aux lecteurs non palestiniens. Un nouveau couvent franciscain a été érigé assez récemment auprès du sanctuaire, du côté du nord, et ses dimensions considérables (plus de cent mètres de long sur au moins vingt-cinq mètres de haut, me semble-t-il), jointes à sa situation en surplomb, risquent de faire apparaître la nouvelle église bien mesquine si elle n'est pas elle-même très grande. C'est sans doute cet état concret des choses qui a fait renoncer au dessein de reconstruire l'église médiévale et commandé le projet actuel. Mais si cette conséquence est logique, elle n'en est pas moins regrettable. Une erreur ne se corrige pas par une autre erreur. On déplorait déjà la silhouette trop massive du couvent dans le site de Nazareth; l'addition d'une basilique non moins massive ne fera qu'aggraver la situation. Celle-ci à vrai dire est difficile et il est plus aisé de critiquer la solution envisagée que d'en proposer une autre. Le mieux serait sans doute de réduire les proportions du couvent, au moins aux abords de la basilique; le projet Barluzzi lui-même ne prévoit-il pas, dit-on, la destruction de son extrémité proche du sanctuaire? Peut-être aussi vaudrait-il mieux de pas vouloir à tout prix que la basilique dominât de haut le couvent. Elle est en contrebas, sur la pente de la colline rocheuse qui descend rapidement. Ce peut être une raison suffisante pour excuser son apparente infériorité et ne pas forcer ses proportions.

Telles sont les considérations qu'il m'a paru utile de mettre en un meilleur relief. Il en est d'autres sur lesquelles je n'avais pas à revenir, parce qu'elles ont été déjà suffisamment évoquées ailleurs ou parce qu'elles requièrent une compétence que je ne possède pas. La valeur esthétique du projet a été sévèrement critiquée; et je dois avouer qu'il n'est pas de mon goût, ni de celui de beaucoup d'autres, résidents de Terre Sainte ou pèlerins, que j'ai entendus en parler. La lourdeur des lignes, l'abondance des coupoles, l'inélégance de la lanterne et des quatre campaniles, la surcharge de la décoration, notamment du ciborium central si démesuré, enfin et surtout l'abus d'un symbolisme abstrait qui tend à faire de l'édifice un message chiffré, tout cela mérite un sérieux examen; mais je ne m'en reconnais pas capable et je préfère en laisser le soin aux spécialistes de l'art. Quand à l'autre objection que l'on a parfois avancée, celle de la dépense considérable qu'exigera l'entreprise, je dois dire qu'elle me frappe beaucoup moins. La vénération d'un mystère si central de la foi chrétienne mérite certes que l'on se mette en frais, pourvu qu'on reste bien entendu dans les limites imposées par le goût artistique et l'esprit du mystère. Le saint Curé d'Ars ne disait-il pas que rien n'est trop beau pour Dieu et ne mettait-il pas son seul luxe dans l'achat de ses ornements d'église? D'autre part, il est certain que l'argent sera utilement employé : il aidera à vivre des ouvriers de Nazareth auxquels la situation politique actuelle n'est pas particulièrement favorable. Les Pères Franciscains ont pensé à cela en entreprenant cette construction, et on ne peut que les approuver; comme aussi on doit louer la confiance avec laquelle ils se lancent dans une entreprise difficile, en n'attendant que de

Dieu et de Marie les secours financiers dont ils auront besoin.

Ils n'ont pas tort de les attendre : le monde chrétien tout entier se fera un devoir et une joie de contribuer à la réalisation d'un projet qui doit être cher au cœur de tous. Mais précisément, parce que le monde entier doit concourir à élever le nouveau sanctuaire, et parce que des pèlerins de toutes nations viendront durant des siècles y nourrir leur foi et leur piété, qu'il soit permis en terminant de souhaiter une mise au point, voire une révision totale, du projet qui mérite de recueillir l'approbation mondiale. Les artistes de valeur ne manquent pas, dans tous les pays. On pourrait imaginer une vaste consultation de leurs talents, voire un concours qui affronte leurs conceptions. L'enjeu en vaut la peine. En tout cas il est souverainement désirable qu'on ne décide pas à la hâte et sur l'avis de quelques-uns l'exécution d'un projet qui semble bien n'avoir suscité jusqu'à présent chez le grand nombre qu'inquiétude et déception.

Jérusalem.

PIERRE BENOÎT, O. P.,
professeur à l'École Biblique
et Archéologique Française.

ALBERT EINSTEIN

Il n'y a pas tout à fait cinquante ans, puisque le mémoire est daté de septembre 1905, un jeune physicien de vingt-six ans, Albert Einstein, publiait un texte relativement peu étendu, aux formules remarquablement simples : *Sur l'électrodynamique des corps en mouvement*. Albert Einstein vient de mourir il y a un peu plus d'un mois, après avoir vu, en un demi-siècle, la pensée scientifique se transfigurer littéralement sous l'influence des idées dont le germe, bien noué et fécond, s'était formé dans son esprit. La Relativité, qu'il inaugurait ainsi, a pris possession de la physique, posant le sceau d'une grandiose unification entre les branches maîtresses de cette science telles qu'elles se différenciaient à l'âge classique : la mécanique et la théorie des phénomènes électro-magnétiques. A partir de 1915, en intégrant en elle l'idée d'une nouvelle doctrine de la gravitation, derechef conçue par Einstein, la Relativité, et ceci pour la première fois dans l'histoire de la science moderne, donne à l'esprit quelques éléments authentiquement scientifiques permettant d'ébaucher une vision globale de cet univers dans lequel nous nous situons. L'espérance d'une science du cosmos s'est ainsi trouvée réintroduite dans nos perspectives, d'une façon neuve et inattendue. L'astronomie en a tiré un parti grandiose : découvrant le monde comme un immense essaim de nébuleuses spirales s'écartant les unes des autres avec

des vitesses relatives d'autant plus considérables qu'elles sont plus éloignées l'une de l'autre, elle a pu tirer de la théorie d'Einstein un premier schéma de la constitution et de l'évolution de ce monde : ce que nous appelons aujourd'hui le schéma de l'*Univers en expansion*. Ce schéma est parfois discuté. Mais ceux-là même qui le récusent ne sauraient traiter de l'Univers sans employer à cet effet les ressources notionnelles et mathématiques de la pensée einsteinienne. Tout ce que nous disons aujourd'hui s'en trouve marqué.

Cette même année 1905, Albert Einstein publie deux autres mémoires : l'un sur l'effet photo-électrique, dans lequel il introduit les quanta de lumière ou photons, et qui lui vaudra, en 1922, le prix Nobel ; l'autre sur le mouvement brownien et la détermination des dimensions moléculaires, dont les conclusions théoriques devaient être bientôt confirmées par les expériences de J. Perrin. Ici encore, Einstein touche à des faits essentiels qui vont profondément retentir sur tout l'avenir de la physique. Mais ce n'est plus, comme avec la Relativité, la physique du tout, des milieux universels, et de leur synthèse en cosmos unifié. C'est la physique du grain, de l'individualité, de ce qui, durant ce demi-siècle écoulé et jusqu'à maintenant, a profondément résisté à l'absorption au sein de ce que la Relativité a voulu synthétiser. La mécanique quantique n'est pas encore à l'horizon lorsque ces mémoires paraissent. Mais un peu plus tard, dans le chemin qu'Einstein a commencé de frayer, N. Bohr ira de l'avant. Et, au lendemain de la première guerre mondiale, alors que les hommes de science les plus avancés commencent de défricher le champ désormais ouvert avec les idées qui président à la Relativité générale, les fondations de cette mécanique quantique seront posées, avec Louis de Broglie, Schrödinger, Heisenberg. Voilà trente ans maintenant que les bases essentielles sont acquises. Or nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation qui ne laisse pas que

d'être étrange, singulièrement étrange du point de vue de l'Einstein de 1905.

La puissance de la mécanique quantique est une évidence de chaque instant. Elle nous a conduit jusqu'à la maîtrise des phénomènes atomiques et nucléaires qui est nôtre aujourd'hui. Par ailleurs, elle n'est point sans liens avec la Relativité. En tous ses développements, elle donne en effet corps à cette équation prophétique que la Relativité la plus élémentaire s'est montrée en mesure d'expliciter, et qui affirme le fait d'une équivalence entre masse et énergie. De plus, ainsi que Louis de Broglie l'a compris à l'origine même de ses recherches théoriques, la mécanique quantique permet d'assimiler le comportement de la matière et celui de la lumière justement en tenant compte des conditions mises au mouvement par la cinématique relativiste. Et cependant il y a dans cette mécanique une résistance profonde, insurmontée jusqu'à présent, à toute tentative de l'esprit pour en synthétiser complètement la pensée avec celle de la Relativité einsteinienne. De belles réussites partielles nous sont proposées : ainsi la théorie de Dirac, ainsi les théories plus récentes de l'électrodynamique quantique de Tomonaga, Schwinger et Feynmann, qui prolongent Dirac. Mais l'amalgame conceptuel de fond n'est point encore fait, et tout nous laisse soupçonner que seuls des principes très neufs seront en mesure de ménager une vue pleinement synthétique.

Einstein cependant, dans toute cette affaire, n'en est point resté à l'espèce d'ambivalence intellectuelle dont témoignent les mémoires de 1905. Avec les années, il est devenu avant tout homme de la Relativité, des théories de champ qui ignorent les spécifications quantiques, des synthèses globales proposant une figure de l'univers dans lequel l'individualité particulaire est comme dissoute au profit des continuités qualitatives du réel. L'harmonie de la synthèse einsteinienne exigeait sans doute, non pas l'entière méconnaissance de ce que la

mécanique quantique avait à proposer, mais à tout le moins une assez grande défiance intellectuelle devant l'interprétation que la mécanique quantique de ces trente dernières années a donné d'elle-même. Einstein n'aimait point que l'on sacrifiât aussi allégrement qu'on l'a fait depuis 1930 le déterminisme de la science classique. Il n'aimait point non plus que l'on parlât le langage d'une physique se contentant de parier sur les résultats de l'observation humaine : « Le bon Dieu ne joue point aux dés », grommelait-il. Il était attaché à la vision d'un univers physique de phénomènes bien liés, s'intégrant dans une étoffe totalement cohérente, telle précisément celle que propose l'Univers vu selon la Relativité générale. Vision encore incomplète, Einstein le savait autant que quiconque, mais vision qu'il espérait devoir s'enrichir et se compléter, non se briser conceptuellement par l'effet du progrès à venir au sein de la science.

Par là, Einstein était resté parmi nous, au scandale parfois d'un certain nombre de physiciens plus jeunes, une expression suprêmement classique du génie scientifique. Égal, supérieur peut-être aux plus grands de nos derniers siècles, il est venu couronner leur œuvre et en résumer en lui tout l'esprit, dans le temps même que par lui, comme par la force même de son développement autonome, la science était introduite à un autre univers, où vraisemblablement d'autres concepts et un esprit sensiblement différent de ceux qui furent les concepts et l'esprit de la science classique devront se formuler et permettre une nouvelle attitude de la pensée scientifique.

Physicien selon le cœur de Spinoza, dont il semble au reste avoir compris et faites siennes les intentions intellectuelles lorsqu'il faisait du Dieu de ce philosophe le Dieu qu'il consentait à admettre, Albert Einstein a réalisé la physico-mathématique de ce demi-siècle qu'il a vécu, de 1905 à ce printemps de 1955, sous une forme peut-être encore inachevée dans sa synthèse, mais néanmoins suprêmement puissante et belle dans l'intelligi-

bilité qu'il a conquise. Il aura laissé à l'humanité pensante le monument de l'une des plus merveilleuses et des plus concluantes aventures scientifiques qui se puisse rêver : la suppression glorieuse et glorifiante du moment de la science classique tel que l'humanité occidentale le vivait depuis trois siècles.

Après cela, on pourrait se demander s'il y a encore beaucoup d'intérêt à parler de l'homme Albert Einstein — s'il ne vaudrait pas mieux laisser s'effacer, comme justement Spinoza voulait qu'on fît pour lui, l'individu devant la sphère de sa pensée, devant cette onde qui ne cessera de parcourir l'esprit humain, à l'instar de l'onde archimédienne, ou de la cartésienne, ou de la newtonienne. Quelque chose d'humain cependant proteste en nous contre ce refus d'intérêt. Avec les hommes tout au moins, avec leurs visages personnels, avec les spontanéités de leur cœur, le bon Dieu sans doute ne laisse pas que de jouer aux dés et il accepte de tenter le hasard des réussites et des échecs.

Ainsi vu, Albert Einstein laisse le souvenir d'un homme à la fois très bon et presque ombrageusement libre. Solitaire en tout cas dans sa liberté, qui lui valut une destinée non sans ruptures, comme dans sa bonté, que tant de réalités sombres sont venues navrer et contredire. Solitaire : mais les témoins ne se remarqueraient point s'ils n'étaient de quelque manière isolés. L'homme sut à tout instant donner une expression digne et courageuse à son souci de la liberté. Il sut de même aller plus avant que beaucoup dans la réalisation généreuse de cette bonté dont il portait en lui l'inspiration et le goût.

Il a parlé de Dieu et on l'a fait parler de Dieu, semble-t-il, à la fin de son existence davantage qu'il ne consentait à le faire plus jeune. Ce n'était pas le Dieu d'une confession religieuse déterminée et il faut se refuser ici de tirer à soi la position d'Einstein en une telle matière. Mais l'homme qu'était Albert Einstein

avait profond en lui le sens du mystère de cet univers dont il avait reconnu, au nom de l'humanité entière, des traits harmonieux indéchiffrés jusqu'à lui. Il sentait aussi que ce mystère était un mystère bienveillant à l'homme de bonne volonté. « Dieu est très raffiné, mais il n'est pas méchant », lui est-il arrivé de dire. Il ne nous appartient pas de juger des destinées. Mais, si Dieu aventure les êtres qu'il éveille par ses chemins à lui au mystère qui est le sien, il est permis de penser, et plus encore d'espérer qu'avec Albert Einstein, l'aventure n'a point mal tourné.

D. Dubarle, O. P.

MÉTAMORPHOSE BRITANNIQUE

Les Anglais ont la réputation d'envisager les problèmes essentiels d'une manière très positive. Idéalistes par nature, ils ne sont jamais aussi malheureux que lorsqu'ils sont amenés à discuter d'idées abstraites. Traditionalistes invétérés, ils prennent rarement conscience des souvenirs qu'ils ont en commun. Bien inculte serait le Français qui resterait indifférent aux dates du « 16 mai » et du « 4 septembre ». Mais je doute fort qu'un Anglais sur cent mille puisse indiquer le jour où fut passé le mémorable *Reform Act*. Il est donc quelque peu paradoxal que parmi les puissants motifs qui ont amené les électeurs à voter d'un côté plutôt que de l'autre, le 26 mai, se trouve une idée abstraite — leur concept d'égalité sociale — et un souvenir — l'image qu'ils gardent de la crise désastreuse des années 1930.

La faute la plus grave que puisse faire un étranger qui veut comprendre la politique britannique est de chercher à traduire les étiquettes des partis britanniques par les termes équivalents de son propre pays. On a pu voir combien il y avait peu de points communs entre le conservatisme et le socialisme français quand M. Léon Blum siégeait aux côtés de M. Paul Reynaud dans le ministère éphémère de M. André Marie, l'été 1948.

Pourtant les vues économiques des experts financiers des deux grands partis britanniques, M. Butler, conservateur, et M. Gaitskell, travailliste, ont été si semblables ces toutes dernières années que l'hebdomadaire *The Economist* — l'un des commentateurs les plus brillants et les plus sûrs de la scène politique anglaise — a forgé, pour exprimer leurs vues communes, le mot *Butskellisme* qui a été depuis, largement emprunté. Et ce dont se plaignirent le plus souvent les électeurs sans parti au cours de cette récente campagne électorale fut qu'il y eût si peu à choisir entre les programmes politiques des deux partis.

Un manifeste électoral devrait permettre à un parti de proclamer sa doctrine de façon claire et nette, il fallait pourtant un examen très approfondi des manifestes conservateur et travailliste pour découvrir de véritables différences entre les deux. Les deux programmes révélaient que les partis rivaux étaient bien près d'être d'accord sur la politique à tenir aux Affaires Étrangères, à la Défense et à l'Intérieur : ceux d'entre nous qui connaissent la Russie et qui redoutent la possibilité de se livrer à l'Union Soviétique avaient tout autant à craindre de voir au ministère des Affaires Étrangères un conservateur ou un travailliste. Même pour la politique intérieure, ils n'offraient pas de différences marquantes. Les conservateurs témoignaient autant d'attachement à la Santé Publique, et si le Parti Travailliste propose d'abolir pour les assurés sociaux les frais d'ordonnances et de certains autres services, il s'agissait de frais qu'il avait lui-même fixés. Les deux partis reconnaissaient la nécessité de garder une économie mixte, comprenant un secteur public et un secteur privé : les travaillistes auraient pu proposer d'élargir le secteur

public, mais ils n'insistèrent pas particulièrement dans leur propagande sur cette proposition qui ne suscitait aucun enthousiasme, et le mot *socialisme* n'apparut pas une seule fois dans leur manifeste.

Ce parallélisme doit être quelque peu troublant pour qui se souvient que le Parti Travailliste a un long passé de fraternité avec la S.F.I.O. remontant à la Deuxième Internationale. Mais, historiquement parlant, le Parti Travailliste n'a jamais été un organe marxiste, pas plus que le Parti Conservateur ne s'est fait le défenseur farouche d'un patrimoine purement réactionnaire. Au long du XIXe siècle ce furent les Conservateurs qui — réagissant contre la doctrine du « laisser-faire » du Libéralisme, qui représentait alors *la* Gauche en Grande-Bretagne — firent accepter les premiers une législation destinée à protéger les travailleurs contre les abus monstrueux du capitalisme triomphant et donnèrent aux syndicats britanniques leur première charte. Et quand le Parti Travailliste naquit avec le XXe siècle, sous forme de Comité de Représentation du Travail, il vit le jour non comme porte-parole des idéologies continentales, mais comme groupe d'intérêts financé par les syndicats et inspiré par une poignée de socialistes bien anglais, qui avaient pour but principal d'arracher des concessions aux partis politiques capitalistes. Jusqu'en 1918, son programme ne comportait pas la moindre référence à la nationalisation : jusqu'à cette année-là, ses statuts déclaraient avoir pour unique objet « d'organiser et de maintenir au Parlement et dans le pays un parti politique travailliste ».

Si la fin de la première guerre mondiale vit le parti adopter un programme socialiste, les hommes qui l'inspirèrent et les hommes qui l'acceptèrent, récusèrent

énergiquement, pour la plupart, toute inspiration de philosophie matérialiste. Il est rare que dans un ensemble d'articles conservateurs mention ne soit faite de la fidélité du conservatisme à l'Église aussi bien qu'à la Couronne, mais les racines du Travaillisme creusent aussi profondément dans les variétés non conformistes du christianisme. Dans un article datant d'il y a deux ans, M. Gaitskell écrit avec beaucoup de justesse des membres de son parti : « Le Marxisme, nous le considérions comme une intéressante théorie sociologique comportant comme la plupart des théories semblables une certaine quantité de demi-vérités que leurs partisans veulent à tout prix élever au rang de vérités universelles. De plus, ces notes virulentes, toutes chargées de haine, n'étaient pas pour attirer des hommes et des femmes nourris des traditions du christianisme, telles qu'on les expose dans les chapelles non conformistes. »

Ces affinités sous-jacentes entre les deux partis furent complètement étouffées pendant l'âpre période de 1930. Tandis que le chiffre des chômeurs atteignait deux millions à l'intérieur du pays et que la marée du désastre montait chaque jour plus haut à l'étranger, le triomphe des conservateurs amena une majorité entièrement inefficace et une minorité de travaillistes irrités, mais d'une inefficacité presque égale. Protectionnisme et concessions constituaient les deux armes principales dont les Conservateurs se servaient pour pallier leurs difficultés — armes défensives, toutes deux, toutes deux tentatives pour sauver ce qui restait du passé plutôt que pour élaborer un futur plus vaste. La classe dirigeante anglaise semblait avoir échoué dans sa tâche presque aussi lamentablement que ses vis-à-vis de l'autre côté de la Manche. Un exemple typique de ses réactions

anormales fut l'expérience d'un Australien ami qui visitait l'Angleterre à la fin des années 1930 et qui exprima le désir de voir le plus grand leader conservateur, alors écarté du gouvernement. « Ne restez pas trop longtemps avec Churchill — l'avertirent ses amis conservateurs — c'est un excentrique, et il est dangereux. » Le souvenir de ces années de famine et d'humiliation rendit inévitable l'écrasante victoire que les Travaillistes devaient remporter aux premières élections qui suivirent la paix.

On a beaucoup écrit sur la grande révolution pacifique des institutions britanniques que les Travaillistes ont réalisée pendant la durée du Parlement qui s'ouvrit l'été 1945. On ne s'est pas toujours très bien rendu compte que l'une des institutions le plus totalement bouleversées fut le Parti Conservateur lui-même. S'il ne s'était jamais fait le défenseur d'une réaction sordide, sa frange de propriétaires terriens, de propriétaires des mines de Bourbon et de femmes fonctionnaires, contribua souvent à donner bruyamment l'impression contraire. Aucun Anglais approchant la cinquantaine en 1945 ne pouvait oublier les cris de colère et d'indignation par lesquels, avant la guerre de 1914, cette frange accueillit Lloyd George quand il introduisit en Angleterre la première mesure d'assurances sociales. Pas un seul Anglais ne pourrait oublier l'émission radiophonique où pendant les élections de cette même année, M. Churchill, non sans être provoqué, il est vrai, prophétisa que les Travaillistes s'ils revenaient au pouvoir institueraient un système de gouvernement par la Gestapo. Le parti se fût-il résigné à un esprit de dénigrement impuissant du présent et de vains regrets du passé, que son sort eût été décidé. Avec la répartition des postes

dans le pays garantissant une prédominance permanente de la classe ouvrière des villes, il n'y avait, pour les Travaillistes, aucune raison de ne pas rechercher une stabilité des emplois aussi sûre que celle que les Sociaux-Démocrates semblaient avoir obtenue en Suède.

Les Anglais sont peut-être réfractaires aux idées nouvelles. Mais ils se sont rarement refusés à regarder les faits en face. Or il est un fait trop évident pour être discuté, que le pays, par une majorité écrasante, accueillit avec enthousiasme les réformes sociales que, tambour battant, le gouvernement travailliste amoncelait. En 1946 la conférence du Parti Conservateur — la première depuis les élections désastreuses — vit la révolte des jeunes conservateurs, héritiers de l'idéal de la *Démocratie Tory* de Disraëli. Ils exigèrent que le Parti définît son attitude envers la révolution pacifique que ses adversaires avaient déclenchée et ils se trouvèrent soutenus par la génération de leurs aînés aussi bien que par la leur. (Il ne faut pas oublier que M. Churchill fut un collègue enthousiaste pour Lloyd George, lors de la première loi sur les assurances sociales.) A leur instigation, l'année suivante vit la publication de la *Charte Industrielle* où le Parti acceptait dans une large mesure la transformation sociale amorcée en 1945. Cette charte fut vendue au moins à deux millions et demi d'exemplaires.

Une fois que M. Butler eut été chargé du Centre de Recherche du Parti, responsable de l'élaboration de la politique, on put être assuré qu'on ne retomberait plus dans la nostalgie du passé. Mais le triomphe des Travaillistes n'obligea pas seulement les Conservateurs à refondre totalement leur système idéologique, ils les força aussi à bouleverser leur propre organisation. Lord

Woolton, l'homme d'affaires que M. Churchill ava nommé comme président du Parti, comprit aussitôt qu le Parti n'avait aucune chance de revenir au pouvoir moins d'être sûr de l'appui des masses, d'arriver à n plus dépendre financièrement d'un petit groupe de riche et d'instituer cet échange d'idées entre les membre pensants du Parti et les leaders sans lequel un parti n peut jamais espérer remporter la victoire dans une ba taille qui a pour enjeu l'esprit des hommes. Le premie point il l'obtint en lançant une vaste campagne de recru tement qui utilisa tous les moyens de propagande pos sibles et qui éleva le nombre des adhérents du Parti Union Nationale des Conservateurs et Associations Syndicalistes, à près de 3.000.000, chiffre vraiment re marquable. Il réalisa le second en imposant aux nou veaux membres venus de la masse une responsabilité plus grande dans la levée des fonds politiques et en prenant des mesures pour que les conservateurs qui en avaient les moyens ne fussent tentés d'acheter un siège qu'ils pourraient ensuite occuper confortablement; pa le passé on attendait du candidat conservateur qu'il apportât au groupe local du Parti une contribution qu pouvait s'élever jusqu'à 1.000 livres par an, et même les dépasser. Une telle somme interdisait tout espoir de candidature à tous ceux qui n'avaient pas une grosse fortune. Le nouveau système ne permet pas à un candidat conservateur de verser plus de 25 livres par an dans les caisses du Parti, ni à un M. P. (membre du Parlement) de dépasser 50 livres. Enfin le troisième objectif fut atteint par la création d'un centre politique conservateur qui se chargea du nouveau mouvement d'éducation politique à l'intérieur du Parti. On a calculé que dans les quatre années qui suivirent l'établissement

de ce centre, les groupes d'étude et de discussion qu'il organisa toutes les semaines ou tous les quinze jours aux quatre coins du pays eurent plus de 100.000 participants. Ainsi, en suggérant à ces groupes des sujets de discussions et en leur demandant des rapports sur les conclusions qu'ils en avaient tirées, le C.P.C. a trouvé un moyen précieux de sonder l'opinion de l'homme de tous les jours et d'apporter des matériaux utiles à l'élaboration de la politique.

Si l'étonnant succès de l'administration de M. Attlee a forcé le Parti Conservateur à se régénérer, ses effets sur le Parti Travailliste furent beaucoup moins stimulants. M. R. H. Crossman, M. P., l'un des plus brillants du groupe bévaniste, l'a reconnu franchement dans les *New Fabian Essays* parus il y a trois ans. « Même avant les élections de 1950, écrivait-il, l'élan qui avait porté au pouvoir le gouvernement travailliste commençait à faiblir. Après à peine quatre années d'exercice le gouvernement avait rempli sa mission historique. La nationalisation d'une demi-douzaine des principales industries, l'élaboration d'un système complet de sécurité sociale avec gratuité des examens et des soins médicaux, et un essai de planification de l'économie nationale — la réalisation de ces réformes semblait avoir épuisé le contenu du socialisme britannique. » Après les élections de 1950, « l'aile droite préconisait ouvertement la consolidation de ces mesures, l'aile gauche en réclamait d'autres », mais ne pouvait suggérer que des mesures insignifiantes à réaliser. « Le programme de réarmements, la défaite aux élections, vinrent délivrer de l'indécision au lieu d'être un obstacle à l'action. »

« Les bornes familières de la route du socialisme ont été dépassées », commentait M. Crossman. « Le Parti

Travailliste a perdu son chemin, non seulement parce qu'il lui manque une carte du pays inconnu qu'il traverse, mais bien plus parce qu'il juge de telles cartes inutiles pour des voyageurs avertis. »

On ne peut pas dire que la recherche d'une carte, dans les années qui ont suivi, ait été particulièrement couronnée de succès. Certaines routes étaient manifestement des impasses. Puisque la saisie par le fisc de tous les revenus supérieurs à 2.000 livres par an ne donnait que 50.000.000 pour un budget quatre-vingts fois supérieur, la redistribution des revenus par l'impôt direct avait nettement atteint ses limites. Étendre davantage l'assistance sociale gratuite reviendrait simplement pour le citoyen moyen à faire passer l'argent de sa poche gauche à sa poche droite. D'autres routes promettaient peu au voyageur étonné. Pour des raisons techniques il eût été désirable que l'État prît à charge de nouveaux secteurs de l'industrie, mais l'idée de nationalisation n'était plus le beau rêve incroyable et pourtant accessible qu'il avait été trente ans auparavant. A la Conférence des Femmes Travaillistes, qui eut lieu à la fin d'avril, l'un des discours les plus applaudis fut une mordante attaque contre l'inefficace nationalisation des mines de charbon.

Des pionniers qui prospectaient d'autres pistes avaient rapporté des nouvelles de directions qui, proclamaient-ils, renfermaient quelque promesse de sortir du désert. Le Parti pourrait exiger une redistribution de la richesse: les impôts avaient impitoyablement réduit les trop grandes différences dans les revenus, mais en vivant sur leur capital les riches pouvaient encore jouir d'un standard de vie bien supérieur à celui des Travailleurs. Il pourrait demander une démocratisation réelle de l'éducation en faisant table rase de ces établissements privés,

presque entièrement consacrés aux classes dirigeantes, et que la langue anglaise nomme ironiquement *public schools*. Il pourrait enfin chercher les moyens d'introduire la démocratie dans les ateliers d'une industrie où des directeurs olympiens étaient aussi incontestablement maîtres dans le secteur public qu'actionnaires sans fonction dans le privé. Toutes ces indications avaient ceci de commun que bien qu'elles pussent fournir aux intellectuels du Parti Travailliste de passionnants sujets de conversation à l'heure du café, elles ne donnaient pas une nouvelle philosophie aux leaders du Parti, et bien moins encore un nouveau cri de guerre pour leur plate-forme électorale.

Sur quoi portait l'élection et que décidait-elle ? Rien peut-être ne révèle mieux ce qui était en cause que le slogan choisi par Sir Anthony Eden pour le genre de société, qu'avec ses partisans, il souhaitait voir : *l'Opportunity State*. Dans une Angleterre où la misère avait été virtuellement abolie, où les salaires étaient plus hauts qu'ils n'avaient jamais été, il y avait des tâches plus pressantes, affirmaient les Conservateurs, que de continuer à chercher une égalité sociale abstraite. Accablé de charges sociales auxquelles il ne pourrait songer à renoncer et d'une loi sur le réarmement qu'il lui faut appliquer s'il veut conserver sa liberté, le pays doit encore gagner sa vie dans un monde où la concurrence est extrêmement poussée. Son économie doit se réadapter aux besoins du jour, la structure économique était encore beaucoup trop rigide : la concurrence était presque morte, le malthusianisme économique très développé et la mobilité de la main-d'œuvre presque existante. Le remède se trouvait dans une restauration progressive du mécanisme des prix, dans le découragement

des industries superflues et par-dessus tout dans l'encouragement apporté à l'entreprise. Que tout entrepreneur privé sentît dans sa giberne un bâton de maréchal — alors seulement le pays pourrait finalement équilibrer son budget et gagner non seulement un répit sur des menaces d'insolvabilité, mais peu à peu une prospérité permanente. C'était presque les perspectives d'un Mendès-France anglais.

Dans un pays où les Midlands Industriels voyaient des apprentis gagner 10 livres par semaine et où les employeurs se disputaient à prix d'or les ouvriers spécialisés, de telles idées étaient particulièrement attirantes. La classe ouvrière anglaise manifestait par plus d'un signe que sa conscience de classe perdait peu à peu de sa vigueur. Il y a trois ans — le pays était alors moins prospère qu'il ne l'est aujourd'hui — on fit un sondage gallup sur une partie de la population. « Si vous deviez dire à quelle classe sociale vous appartenez, laquelle serait-ce ? » Pas moins de 49 % des gens interrogés se réclamèrent de la « classe moyenne », contre 46 % qui se classèrent dans la « classe ouvrière ». Les différences de classes s'effaçaient également sur le plan matériel. En 1920, au début de la radiodiffusion, c'était chez la classe moyenne qu'on pouvait s'attendre à trouver les postes de T.S.F. Aujourd'hui, il suffit d'un rapide voyage à travers le pays pour se rendre compte que c'est sur les toits des quartiers ouvriers que les antennes de télévision sont les plus serrées.

Quels étaient donc les arguments des Travaillistes pour parer l'offre des Conservateurs de tranches plus larges, bien que variables, coupées dans un gâteau national plus copieux ? Il y avait naturellement ce vieux sentiment tenace que les différences de niveau dans une

société ne forment pas en elle un élément de variété, mais un élément de division et de subordination. Sur ce point il n'est aucunement certain que le Parti eût entraîné tous ses adhérents à sa suite : il est très révélateur que la grève des chemins de fer qui menaçait juste avant la dissolution du Parlement eût été une grève menée par les ouvriers les plus spécialisés en faveur de salaires inégaux. Plus puissant était le souvenir des sombres journées des années 1930 — ces journées de fermeture des usines dans des secteurs en détresse, des files interminables devant les bureaux de placement, l'humiliation de l'enquête sur ses ressources que, la rage au cœur le chômeur devait subir pour obtenir de nouveaux secours quand il avait épuisé l'indemnité de chômage à laquelle lui donnaient droit ses cotisations. Juste avant le jour du scrutin, un ouvrier-imprimeur d'une quarantaine d'années, appartenant à une branche bien rétribuée qui limite le nombre de ses débutants, m'expliquait pourquoi il voterait toujours travailliste. « Aucun de ceux d'entre nous qui se souviennent des années 1930, n'oubliera jamais les enquêtes sur les ressources, me dit-il. J'avais un oncle qui était sans travail; il avait épuisé la somme accordée par le chômage et demanda un secours. L'inspecteur vient chez lui, examine sa maison et aperçoit le piano. — Qu'est-ce que ça fait là ? dit-il. Vous vendrez d'abord ça avant d'obtenir un secours. » « Vous pouvez dire ce que vous voulez, mais les patrons ça ne change pas. » Appartenant moi-même à la classe moyenne, je n'ai pas de semblable souvenir, pourtant je n'ai pas oublié la conversation, qu'un week-end du printemps 1939, j'ai eue à la campagne avec un banquier influent, directeur à la Banque d'Angleterre. Je lui demandais s'il ne redoutait pas la guerre cette

année-là et il me répondit, plaisantant à demi, il faut lui rendre cette justice : « Non, ce n'est pas la guerre qui m'effraie, jeune homme, c'est plutôt la possibilité d'une déclaration de paix. Si la course actuelle aux armements s'effondre nous serons plongés pendant des années dans une crise et un chômage comme on n'en a jamais encore vus. » La ténacité de tels souvenirs était peut-être le plus grand danger que les Conservateurs devaient affronter aux élections. Leur force reposait sur la probabilité que la plupart des électeurs âgés de moins de trente-cinq ans chasseraient ces souvenirs comme histoires de vieilles bonnes femmes, qu'ils auraient déjà appris à considérer comme définitivement acquis les avantages sociaux que les Travaillistes avaient obtenus au prix d'une lutte acharnée et qu'ils se laisseraient prendre aux promesses alléchantes de l'*Opportunity State* dont nulle expérience ne leur a encore montré la dépendance par rapport à des facteurs externes.

RONALD MATTHEWS.

LA FRANCE ET LES ARMEMENTS NUCLÉAIRES

Le 13 avril dernier, après des hésitations dont on pourrait trouver la trace dans certaines déclarations antérieures, M. Edgar Faure a nettement défini la position que la France décidait de prendre en ce qui concerne les développements de l'énergie nucléaire. Voici les points essentiels de la déclaration du président du Conseil :

1. Il est nécessaire que la France devienne une puissance atomique...

2. Dans le même temps où la France prend la résolution de progresser dans la voie de la puissance atomique, nous avons décider d'éliminer les recherches consacrées aux utilisations de caractère spécifiquement militaire. Nous nous limiterons donc à des utilisations civiles... En conséquence nous n'entendons pas consacrer d'études à la création d'une bombe H ou d'une autre bombe. C'est après une longue réflexion que nous avons pris la décision de nous orienter dans ce sens et je pense que ce choix n'interdira pas à la France de maintenir sa place en tant que grande puissance.

3. La France, en s'attachant très rapidement à la réalisation de son plan, maintiendra son appel à certaines formes de coopération européenne pour l'énergie atomique[1].

1. *Le Monde*, 15 avril 1955.

La publication de cette décision s'est faite au moment où se nouait en France une manière de controverse opposant ceux qui pensaient nécessaire d'engager sans tarder le pays dans un programme de fabrications militaires et de rendre publique une telle décision, et ceux qui, au contraire, se refusaient à voir la nation s'engager ainsi. Comme il en va souvent, cette controverse n'était point faite seulement d'une discussion d'arguments, mais d'un conflit de sentiments et d'options. Pour chacun, en effet, se résoudre à préconiser ou à combattre les fabrications d'armements atomiques est une détermination connexe à tout un complexe d'habitudes éthiques et politiques où bien des facteurs peuvent intervenir, depuis l'inspiration chrétienne la plus pure (dont on ne saurait faire *a priori* le privilège d'un seul camp) jusqu'aux inconsciences et aux passions les plus regrettables (dont on ne saurait non plus faire le lot d'un seul groupe). Quant à son issue pratique immédiate, la controverse est — provisoirement tout au moins — dénouée par la déclaration du gouvernement et par la mise en chantier du programme qui s'ensuit. Cependant tout n'est point ainsi réglé. Aussi voudrait-on présenter ici quelques réflexions en vue d'aider au cheminement de la conscience nationale et humaine des Français en ce qui concerne les questions relatives à l'énergie nucléaire. Ceci d'ailleurs pour une période de temps point forcément très longue, disons de quelques années au plus : de pareilles questions, en effet, doivent être pensées dans le temps, et l'on peut remarquer à ce propos que beaucoup trop de discussions qui y ont trait se trouvent faussées dans le principe, faute d'observer cette condition.

Nous pensons, pour notre part, la décision prise par M. Edgar Faure parfaitement justifiée et la seule sensée que la France puisse prendre pour le moment. Car, en 1955, on ne saurait décider de fabriquer des

bombes atomiques et proclamer que l'on prend cette décision alors que l'on ne saurait réaliser avant plus de deux ans même une seule explosion expérimentale [2]. Nous ne sommes plus en 1942, époque où la course pour la possession d'une bombe atomique, la première créée par l'homme, était d'une suprême importance, ni en 1945, où l'usage de deux bombes A a été l'événement mondial décisif que l'on sait. En 1955, les U.S.A. possèdent un stock de bombes certainement supérieur au millier [3], et peuvent réaliser un bon nombre

2. Rappelons sommairement quelques données de fait maintenant assez connues pour n'avoir plus besoin d'une exposition détaillée.

En 1955 nous ne possédons que quelques grammes de Plutonium fournis par la pile P_2 de Saclay. Nous installons la pile G_1 de Marcoules et préparons l'installation de G_2 au même endroit. Vers la fin de 1957, si tout va bien, on aura pu extraire de G_1 une quinzaine de kilogrammes de Plutonium et la fourniture annuelle de G_1 sera par la suite de cet ordre de grandeur. G_2 fournira une trentaine de kilogrammes de Plutonium vers la fin de 1958 et ensuite la même quantité chaque année. Donc nous n'aurons pas vingt kilogrammes de Plutonium avant 1958 et pas soixante avant 1959.

Dès lors, on pourrait absolument parlant, faire une explosion expérimentale (et peut-être plus d'une) au cours des douze mois allant de juillet 1957 à juillet 1958, et fabriquer quelques bombes en 1959 avec les matières fissiles que nous pouvons raisonnablement espérer devoir être produites alors par les installations en cours de réalisation. Il faudrait pour cela, bien entendu, affecter à des destinations militaires les toutes premières quantités importantes de Plutonium produites par la France, ce qui ne manquerait pas de porter préjudice à l'expansion continue des efforts relatifs aux applications d'ordre industriel.

On peut éventuellement décider la construction d'autres réacteurs plutonigènes que G_1 et G_2. Ces réacteurs ne donneront cependant point de Plutonium avant 1958-1959.

Il est donc impossible d'imaginer pour avant cette date la réalisation effective d'une production française de Plutonium utilisable militairement sans préjudice pour les autres développements de l'énergie nucléaire.

3. On trouve, sous la plume d'un journaliste, M. Pierre Dubard, les lignes suivantes : « Des experts militaires ont cru pouvoir

d'engins thermonucléaires. La Russie possède un stock qui doit être d'au moins plusieurs centaines de bombes A et elle est en mesure de fabriquer des bombes à hydrogène. L'Angleterre possède aussi plusieurs dizaines au moins de bombes A et entreprend la réalisation de bombes H. On estime assez couramment que ces trois puissances productrices d'armement nucléaire peuvent accroître le stock d'ensemble au rythme d'environ un millier de bombes par an. Dans ces conditions, il est très évident que la France, si elle prétend au rang de puissance atomique sur le plan militaire, ne peut se contenter de produire seulement quelques bombes. Au moment où elle publierait son intention de fabriquer des bombes atomiques, il lui faudrait, semble-t-il, être en mesure de fabriquer au moins une ou quelques dizaines de bombes par an. Il lui faudrait également accroître assez rapidement cette cadence de production, au moins pendant quelques années, pour que son potentiel militaire puisse apparaître de quelque signification en ce domaine. Or, en 1955, nous sommes très loin d'être en mesure de réaliser quelque chose de cet ordre de grandeur [4].

évaluer le stock américain de bombes atomiques à plus de dix mille et la production annuelle de ces bombes à deux mille cinq cents environ » (Enquête sur la stratégie atomique de l'Europe, III, *Le Figaro*, 28 avril 1955). Ces chiffres paraissent un peu forts. Pourtant, ils ne sont pas absolument inadmissibles.

4. Tout le temps que la France se trouverait être en situation de compétitrice déclarée sur le plan d'une guerre atomique possible, mais de compétitrice en état de faiblesse vu la médiocrité de son armement, elle serait aussi en état de danger accru : cible tentante pour une attaque atomique, et d'autant plus tentante que sa puissance de représailles serait connue faible ou nulle. Face à trois nations qui, à elles trois, disposent peut-être déjà de plusieurs milliers de bombes atomiques, la possession de trente bombes atomiques semble déjà un chiffre bien faible pour assurer à la France un minimum de garantie sur le plan où l'on pense que la possession d'un armement atomique peut constituer quelque garantie.

Il faudrait donc que, pour sa première année de fabrication, la

Dès lors, comme il vaut mieux ne faire que ce que l'on peut et ne déclarer ses décisions qu'au moment où il est possible de leur donner quelque réalité concrète, il nous semble que c'est la simple sagesse politique qui dictait à M. Edgar Faure le parti qu'il a pris dans l'immédiat. Au delà de toute question de sentiment ou d'option relative aux destinées souhaitées en principe pour notre pays, il y a, *dans le temps,* un système de données de fait et un état de choses techniques dont il faut bien tenir compte sous peine de déraison.

***

Ceci cependant, on le disait tout à l'heure, ne règle pas encore toutes les questions. Durant les proches années qui viennent, on veut l'espérer, la France aura la sagesse de suivre la route qu'elle vient de se tracer au cours des dernières semaines. La décision de M. Edgar Faure signifie tout d'abord qu'on ne modifie pas les issues du plan quinquennal — le plan Gaillard — actuellement en cours d'exécution : le plutonium produit par G_1 et G_2 ne sera pas affecté à des destinations militaires, mais servira à la poursuite des études et des réalisations d'ordre industriel. Mais elle signifie aussi qu'un effort immédiat va être entrepris pour donner plus d'ampleur aux réalisations prévues. L'exécution

France puisse fabriquer au moins trente bombes et qu'elle puisse continuer au minimum à cette cadence dans les années qui suivent, de façon à atteindre au plus vite la possession d'une quantité de bombes équivalentes à au moins un vingtième de l'armement atomique mondial. Or, la fabrication annuelle de trente bombes environ suppose la production d'une quantité de Plutonium que, pour fixer les idées, nous dirons d'environ deux cents kilogrammes par an. Un tel chiffre suppose la mise en fonctionnement, non seulement de G_2, mais de quatre autres piles de puissance égale à celle de G_2. Tel serait, à notre avis, le minimum de conditions préalables à satisfaire avant de faire déclaration d'intentions relatives à la constitution d'une puissance militaire atomique.

au plus bref délai de projets militaires étant mise à l'écart, la nation se propose cependant un effort supplémentaire en vue d'un développement accru des réalisations de base. Des crédits nouveaux vont être affectés à l'énergie atomique — cent milliards de 1955 à 1957 — l'énumération des principaux postes d'affectation de ces crédits est fort intéressante :

— 15 milliards iront à la prospection minière, à la production et aux industries de concentration des minerais,

— 15 milliards à la production des matières de base des réacteurs et spécialement de l'eau lourde,

— 30 milliards à l'extension du Centre de Marcoules et à la création d'une nouvelle centrale électrique,

— 20 milliards à l'étude et à la réalisation d'un moteur marin dont l'énergie sera d'origine nucléaire,

— 20 milliards à la recherche pure et à l'expérimentation [5].

De ces chiffres même on peut inférer un ordre de grandeur des réalisations désormais prévues. Un effort assez important devra être fait sur le plan minier [6]. Il faut en outre préparer de plus en plus les réalisations qui feront appel à l'énergie dégagée par les fissions nucléaires que provoquent les neutrons rapides, car c'est

5. Déclaration du Président du Conseil le 8 mai 1955, *Le Monde*, 10 mai 1955, p. 7.

6. La France possède des ressources minières intéressantes : gisements exploités ou reconnus sur le territoire national; thorianites du sud de Madagascar, minerais associés à faible teneur (une centaine de grammes à la tonne) aux phosphates africains. Dans l'état actuel des choses ces ressources ne signifient pas du tout encore la possibilité d'une production accrue à volonté de l'Uranium. Un gros effort doit être fait tant de prospection des gisements les plus rentables, que d'installation d'usines capables de concentrer les minerais à faible teneur pour nous libérer des restrictions concernant la production d'Uranium métal nécessaire à un accroissement important des réalisations actuellement en cours d'exécution — disons une multiplication par cinq ou dix de ce que nous pouvons actuellement.

dans ce domaine que se tiennent vraisemblablement les meilleures possibilités d'avenir : tel est finalement le sens des crédits importants affectés à la production de l'eau lourde [7]. Les trente milliards qui iront à l'extension des installations faites à Marcoules laissent deviner que, vu les ressources dont la France dispose et l'effort qu'elle se prépare à faire, on juge actuellement possible la réalisation de trois ou quatre piles plutonigènes et produisant une chaleur industriellement utilisable, en ayant chacune une puissance de l'ordre de grandeur de G_2. Le génie maritime bénéficiera, sous une forme ou sous une autre, des études qui vont être faites sur-le-champ dans le domaine des moteurs atomiques pour navires ou sous-marins. Enfin les milliards qui sont affectés à la recherche et à l'expérimentation signifient également, sans doute, un sérieux effort en vue d'accroître le personnel qualifié et bien formé. Accroissement dont il est grand besoin, étant donné les extensions prévues, et qui requiert, lui aussi, un certain laps de temps pour se réaliser de façon satisfaisante. En bref, tout ceci permet d'espérer que, de 1958 à 1960, les réalisations de base de la France — à savoir G_1, G_2, 20.000 kw. d'énergie électrique installée et une cinquantaine de kilogrammes de plutonium produits annuellement — prévues pour 1958, pourront être multipliées par un facteur de l'ordre de 3 à 5, non sans se voir

7. Une pile à uranium-eau lourde requiert une quantité d'eau lourde commençant à cinq ou six tonnes et croissant suivant la puissance de la pile. L'eau lourde est actuellement fournie à la France par la Norvège (Société Norvégienne de l'Azote, Norsk-Husko) pour un prix de l'ordre de cent millions de francs la tonne. En France, l'Office National des Industries de l'Azote et la Société de l'Air Liquide viennent de fonder la Société Française de l'Eau lourde. La Société des Phosphates tunisiens est en train de monter à Soulom (Tunisie) une usine de concentration de l'eau lourde. Quinze milliards de francs représentent les investissements de base nécessaires pour s'assurer une production encore relativement modeste de cette matière première essentielle de l'énergie nucléaire.

adjoindre un certain nombre de réalisations annexes de la plus grande importance pour l'avenir.

Il faut donc que la France de 1955 prenne rendez-vous avec elle-même pour les environs de 1960. A ce moment le pays aura en main des éléments de décision tout autres que ceux qu'il possède aujourd'hui : non plus seulement des espérances en bonne voie et à échéance relativement prochaine, mais des réalisations tangibles et sensiblement accrues par rapport au programme de nos actuelles espérances. Une production annuelle, disons de quelques deux cents kilogrammes de plutonium peut être envisagée pour cette époque. Elle sera couplée à l'existence d'installations productrices d'énergie électrique ; à un réseau d'équipements miniers, métallurgiques, industriels plus consistant ; à des sources de personnel qualifié sensiblement plus fournies. Il n'est point impossible qu'à cette date le problème de la fabrication des armements prenne une signification et un sérieux qu'il n'avait aucunement au cours de ces derniers mois.

Maintenant, en effet, et pour quelques années encore, de simples considérations relatives aux problèmes de fabrication de l'armement nucléaire suffisent à convaincre du caractère déraisonnable et impolitique que revêtirait la décision d'orienter l'effort français vers cette fabrication. Mais, précisément, l'effort des années qui viennent va tendre à changer, en ce domaine du moins, la situation. Le changement sera relativement lent et progressif. Il sera encore assez mesuré quantitativement. Mais enfin il sera. Il est vain de penser que la scission soit très profonde entre les perspectives des applications pacifiques et industrielles de l'énergie atomique et les perspectives de ses applications militaires [8]. Il est beau-

8. L'argument consistant à dire que ce qui est fait en vue de réalisations de nature militaire est fatalement enlevé aux perspectives de réalisations pacifiques est exact et justifié dans une situa-

coup plus conforme à la vérité de reconnaître qu'une puissance notable sur le plan industriel mettra à l'avenir les pays qui en auront fait la conquête en situation fort prochaine de pouvoir passer à une puissance proportionnée sur le plan militaire. Les installations industrielles prévues permettront dans le principe de récupérer du plutonium ou d'autres explosifs nucléaires par quantités. Or, de la possession des explosifs à la réalisation brute des armes, il n'y a pas très loin, si l'on ne veut tenir compte que des études ou des travaux techniques demandés par cette réalisation.

Nous venons de dire que, dans cinq ans peut-être, la France sera en mesure de produire annuellement environ 200 kilos de plutonium. Au moment où cette production sera un fait acquis, ce sera assez vraisemblablement un problème important de savoir qu'en faire au juste. Les perspectives d'utilisation industrielle du plu-

tion comme celle dans laquelle la France se trouve pour le moment. Si, en 1957, on voulait utiliser le Plutonium produit par la France à des fins militaires (une explosion expérimentale pour commencer), on devrait retirer ce Plutonium du circuit des études et réalisations à fins pacifiques, dont le programme a été établi en comptant sur cette production. Si, en 1955, on voulait tout de suite mettre en place des équipes se consacrant aux recherches et réalisations préliminaires à des fabrications militaires sérieusement conçues, on risquerait de disperser fâcheusement l'effort que poursuit actuellement notre personnel qualifié. Et ainsi de suite. Seulement ceci tient à un ensemble de circonstances qui ne sont pas forcément permanentes et dont ces progressions ou des efforts appropriés peuvent lever l'obstacle. Une fois ces obstacles levés, qui sont ceux rencontrés par une nation qui en est à ses débuts et ne dispose que de moyens assez restreints c'est un fait qu'un volume déjà raisonnable de réalisations, même strictement maintenues sur le plan industriel et « pacifique », pourra fournir, sans qu'il soit du tout nécessaire de reprendre les choses à l'origine, des possibilités militaires fort prochaines et fort substantielles. On voit ainsi combien il peut être fallacieux de proposer dans l'abstrait des arguments partant de l'aide ou de la gêne que fabrications militaires et perspectives industrielles peuvent s'apporter mutuellement sur le plan technique des développements de l'énergie nucléaire.

tonium métal ne s'avèrent point, pour l'instant du moins, des plus aisées à exploiter. D'autre part, les centrales électriques utilisant l'énergie nucléaire devront, pour commencer tout au moins, accepter un prix de revient du kilowatt-heure sensiblement supérieur à celui que permettent les installations thermiques ou hydro-électriques modernes. On peut alors faire le calcul consistant à équilibrer le coût de ces premières installations nucléaires en utilisant le plutonium à des fabrications militaires : c'est précisément le calcul que l'on devine derrière les projets d'installations dont vient de faire part au monde le Livre Blanc anglais consacré aux développements pacifiques de l'énergie nucléaire. On voit ainsi comment, à partir d'un certain point, une situation de compétition entre perspectives d'utilisation pacifique et réalisations militaires, situation qui a été la nôtre jusqu'à présent, peut se renverser en situation de coopération et de soutien mutuel. Si les choses restent ce qu'elles sont techniquement dans le présent, il n'est pas dit que notre pays n'atteigne pas dans assez peu de temps ce point où les situations se renversent. Ce qui, entre parenthèses, montre que, dans le monde présent, une des principales chances qu'il y aurait de voir une limitation du volume des armements nucléaires se produire serait un ensemble important de progrès relatifs à l'utilisation pacifique du plutonium.

Ainsi dans cinq ans, dans dix ans au plus, le problème ne sera plus pour la France un problème technique de production des armements atomiques. La production sera matériellement possible, de plus en plus réellement et sérieusement possible à mesure que les années couleront. A partir de ce moment, l'essentiel du problème tiendra dans les raisons d'être que peuvent avoir de telles fabrications : à savoir les conditions dans lesquelles se trouve placé un pays qui détient un armement atomique, l'usage que la nation pourrait bien en faire, les avantages que l'on se donnerait, les risques

que l'on prendrait dans l'hypothèse où l'on entrerait dans la voie de ces fabrications. Or il semble que quelques années ne soient vraiment point de trop à notre pays pour penser un peu plus solidement qu'il ne l'a fait jusqu'à présent cette partie capitale du problème, et qui sera de plus en plus décisive à mesure que le temps marchera de l'avant.

Notre propos n'est point, pour le moment, de détailler bien avant l'analyse. Disons simplement que ce serait une naïveté extrême que de penser la fabrication d'un armement atomique en la désolidarisant des questions concernant la réorganisation générale de l'armée que la possession de cet armement impose ou permet, des questions de stratégie telles qu'elles peuvent avoir à se poser concrètement pour le pays dans les diverses éventualités de conflit, des questions d'organisation de la défense civile de ce pays à partir du moment où il se trouve avoir qualité de puissance militaire atomique, enfin des questions d'interdépendance politique et militaire telles qu'elles se présentent en fait pour la nation. Il ne faut pas se dissimuler que, par rapport au cas des trois puissances comptant actuellement comme « puissance atomiques », le cas de la France est très nouveau, ne serait-ce que par le fait de posséder un territoire métropolitain peu étendu, très multiplement connexe aux autres territoires du continent européen, et de plus très vulnérable en cas d'attaque atomique réussie [9]. Tout ceci appelle de très sérieuses méditations.

9. Ce n'est point trop s'avancer que de dire qu'une vingtaine de bombes à hydrogène suffiraient vraisemblablement à rayer la France de la carte des nations capables de survivre dans l'indépendance politique et que quatre bombes à hydrogène bien placées acculeraient le pays à la capitulation devant tout adversaire ayant encore la force de conduire des opérations militaires coordonnées. On ne veut pas dire par là que la guerre atomique doive nécessairement s'ouvrir pour la France par des bombardements ou des menaces de bombardements de cette sorte, mais simplement donner

Précisément, sur tel ou tel de ces points, ainsi la réorganisation des forces armées et les perspectives stratégiques, l'on commence de voir apparaître des études qui préparent la voie de ces réflexions [10]. Néanmoins, ces études paraissent encore bien loin d'être suffisantes. Car, si elles proposent certains éléments à prendre en considération, elles ne font pour l'instant guère plus, sans réussir à convaincre qu'elles les rassemblent tous, même du point de vue où elles se placent. De cette insuffisance, donnons un ou deux exemples plus précis.

On nous propose des analyses assez détaillées à partir d'une hypothèse supposant que les nations amenées à s'opposer dans un conflit atomique réserveront l'emploi de l'armement nucléaire à ce qu'on appelle aujourd'hui, plus ou moins conventionnellement, son « usage tactique », c'est-à-dire son usage comme moyen d'attaque ou de défense vis-à-vis des armées mises en campagne par les combattants. A l'échelle tout au moins de la bombe A, l'arme atomique, nous dit-on, peut être « contrôlée et dirigée ». On peut donc lui assigner un rôle précis dans les combats entre effectifs militaires, et c'est ce rôle dont on expose de façon plus ou moins détaillée les divers aspects. On suppose alors, plus ou moins explicitement, que les adversaires en présence se garderont d'employer les armes à effet massivement destructeur sur les arrières civils des armées en campagne, en particulier sur les villes ou les grands centres industriels.

Que l'on veuille bien nous pardonner notre sentiment :

une figuration concrète de cette vulnérabilité de la nation que la France constitue. Si la France entre de son propre chef dans un conflit atomique et que son ou ses adversaires veuillent aller aux extrêmes ou y soient acculés, que risque-t-il de se passer ?

10. Citons, par exemple, l'*Enquête sur la Défense Nationale* parue dans les numéros d'avril et de mai 1955 de la revue *Hommes et Mondes*, et l'enquête sur la *Stratégie atomique de l'Europe* de M. Pierre Dubard, publiée dans *Le Figaro* à partir du 26 avril 1955.

à lire de pareilles études, nous avons l'impression d'un système d'hypothèses formulées pour les besoins de la cause. Les états-majors, en effet, ne sauraient guère concevoir que moyennant de telles hypothèses une suite enchaînée d'opérations militaires comportant l'emploi de l'armement nucléaire. Ce que prévoient ces hypothèses peut d'ailleurs fort bien se produire. Il n'y a donc point lieu d'en écarter la considération. Mais enfin d'autres éventualités doivent être aussi envisagées, passablement moins rassurantes, et que l'on ne saurait décréter *a priori* improbables. A supposer que le conflit atomique commence comme l'on vient de dire, une logique inexorable ne conduirait-elle pas les nations en lutte à passer de l'action contre les armées adverses aux actions contre les arrières ? Croit-on que l'on emploiera deux cents raids de bombardiers à détruire tel ou tel centre essentiel à la défense de la nation adverse quand une seule bombe atomique y suffirait ? La même logique ne risque-t-elle pas d'amener la puissance qui se laisse aller aux calculs de la guerre préventive à passer de l'emploi de la bombe atomique destinée en premier lieu aux armées ennemies à l'emploi de la bombe atomique permettant l'immédiat effondrement de la nation adverse ? Certes, le pire n'est pas toujours le plus certain. Mais il appartient aux prévisions bien faites de tout prévoir, même le pire, et de ne pas balayer avec dédain des hypothèses peut-être moins probables, mais surtout gênantes pour la thèse que l'on veut soutenir. La France va avoir à faire très attention dans le courant des prochaines années au risque des examens seulement partiels en de tels domaines, d'autant que c'est peut-être un défaut sans cesse aggravé de l'intelligence française que de savoir admirablement développer un système cohérent de déductions en se donnant telle ou telle base de départ, mais en étant impuissante à penser le réseau complexe de toutes les bases de départ possibles.

Autre exemple. On étudie la possibilité pour la France d'entrer dans la voie des « stratégies atomiques ». Mais on glisse sur la question, fort complexe et difficile à la vérité, de préciser les conditions militaires internationales commandant la façon dont cette entrée a chance de se faire pour notre pays. Un conflit donnant lieu à l'usage d'armement nucléaire serait beaucoup plus probablement, du moins en ce qui concerne la France, un conflit de coalitions, dans lequel notre pays aurait sa partie à jouer, comme permet de le concevoir la participation française au système militaire organisé par l'O.T.A.N. Un conflit de nation isolée à nation isolée, dans lequel la France serait laissée à elle-même, maîtresse de ses initiatives comme elle le fut encore au début de la guerre de 1914-1918, et dans lequel l'usage de l'armement nucléaire serait à envisager, semble, pour l'instant du moins, une éventualité plus lointaine. Que résulte-t-il de cette dissociation des perspectives lorsqu'il faut examiner l'éventuel intérêt que la France aurait à fabriquer pour son propre compte des armements nucléaires ? On avoue ne pas le voir encore bien clairement. Il serait fort souhaitable que tout ceci fût étudié de beaucoup plus près et tout à loisir au cours des années à venir.

Quoi qu'il en soit, ce sur quoi l'on voudrait insister, c'est sur le devoir de poursuivre très sérieusement ces années-ci un ensemble *complet* d'études relatives à l'usage que la France pourrait bien faire d'un armement nucléaire, en envisageant les tenants et aboutissants d'un pareil usage selon toutes les éventualités raisonnablement concevables dans le cas particulier de notre pays. Ces études, à notre avis, doivent être faites, et il faut avoir la sagesse d'y affecter les hommes et les crédits nécessaires. Car elles sont une condition essentielle de l'à-propos et de la liberté des décisions futures au moment où il sera temps de les prendre.

Mais il faut en même temps se garder de laisser se

transformer un programme suivi d'études préliminaires en une option tacite et déguisée dans un sens donné. Il y a parmi nous des partisans de l'accession de la France à la condition de puissance atomique sur le plan militaire. Leur confier le monopole des études relatives à l'éventuel usage de l'armement nucléaire par notre pays ne serait pas sagesse. Il serait souhaitable, au contraire, que les divergences profondes d'option trouvent le moyen de se rencontrer, de s'affronter et de converser sérieusement, chacun rassemblant, dans des examens aussi solides et honnêtes qu'il se puisse, les éléments capables de valoir dans un sens ou dans un autre. La position de certains milieux militaires n'est pas un mystère. Celle, toute contraire, de nombre de scientifiques travaillant sous l'égide du Centre de l'énergie atomique ne l'est pas non plus. Si, des uns aux autres, un dialogue plus étoffé pouvait se nouer, si des confrontations d'études poursuivies en parallèle bien qu'avec des optiques fort différentes pouvaient se faire, la nation en retirerait probablement avantage. Ce ne sont peut-être point d'ailleurs les seules parties qu'il conviendrait de rassembler pour cet entretien commun et pour ces études en compétition que l'on se permet de souhaiter ici.

Pour clore ces considérations on voudrait faire quelques remarques sur ce qui met plus particulièrement en cause, non plus les aspects techniques et concrets de l'affaire, mais les tendances de la conscience et les déterminations agissantes du sentiment. Parmi les arguments mis en avant et débattus pour ou contre une fabrication de bombes atomiques en France, les considérants relatifs d'un côté à la grandeur et au prestige de la France, de l'autre aux exigences morales et spirituelles, n'ont pas manqué. D'un côté comme de l'autre, des choses valables ont passé à travers ces considérants. Mais il semble qu'un effort doive être fait pour

bien situer la façon dont de tels considérants peuvent intervenir dans les discussions et finalement dans la motivation des décisions. Je prendrai, si on le veut bien, les choses sous l'angle qui m'est le plus familier et qui, je pense, compte aussi le plus pour les lecteurs de cette revue.

Un indiscutable sentiment chrétien s'exprime très souvent dans l'opposition à l'idée de voir la France entrer dans la voie des utilisations militaires de l'énergie nucléaire. Pareil sentiment fait au besoin alliance avec des déterminations humaines dont la parenté avec l'inspiration chrétienne est plus ou moins profonde : ainsi l'universalisme pacifiste spontanément présent chez beaucoup de nos contemporains, ainsi encore l'aspiration de la conscience scientifique à un épanouissement plus humain de la science. En la matière présente, un chrétien peut-il cependant se confier uniquement aux sentiments que lui inspire sa foi et en tirer à suffisance les règles de sa conduite ? Il ne le semble pas. Le rôle des convictions religieuses en des affaires de cette sorte est moins simple qu'on ne l'imagine tout d'abord.

On est, en effet, souvent tenté de concevoir l'attitude vraiment et purement chrétienne comme s'exprimant dans une sorte de syllogisme des bons sentiments. Ainsi : « La guerre est une chose horrible qu'il faut éviter, et en particulier la guerre atomique. Il faut donc tout faire pour l'empêcher et en particulier lutter contre la fabrication des armements qui permettent cette guerre atomique. Donc, à nouveau, la France, si elle veut conformer ses décisions à l'idéal chrétien, doit s'abstenir de fabriquer des bombes atomiques, etc. » Raisonner ainsi, cependant, c'est mal raisonner. C'est, du même coup, risquer de compromettre l'équilibre de l'inspiration chrétienne elle-même, trop rapidement solidarisée avec une prise de position concrète dont le bien-fondé dépend d'autres éléments encore que d'une simple conviction religieuse, puisqu'il s'agit avec eux de tout

un ensemble de données très positivement humaines.

C'est pourquoi, face aux éventualités de la guerre et aux tendances à tourner vers la destruction les applications du progrès scientifique, la conscience chrétienne se sent obligée de développer comme une double fonction : celle, bien entendu, d'un appel spirituel qui fixe l'orientation générale des initiatives humaines, mais celle aussi d'une théologie qui, avant de se prononcer sur la spécificité des conduites, commence par examiner de plus ou moins près les circonstances de la vie des nations et de leurs éventuels rapports. Dans les discours du pape qui touchent à ces questions de la guerre atomique et des applications, soit pacifiques, soit militaires, de l'énergie nucléaire, on trouve bien marquées l'une et l'autre de ces deux fonctions [11]. Insistons tout d'abord sur ce que l'on y trouve précisé du point de vue théologique.

Malgré l'horreur très forte que la conscience chrétienne doit avoir à l'égard de la guerre atomique, le Souverain Pontife se refuse à déclarer illégitime de

11. Les principaux textes pontificaux susceptibles d'éclairer cette question sont les suivants :

1° Message de Noël 1951 (*Documentation catholique* du 13 janvier 1952, col. 8-9) : Contre le sentimentalisme et le matérialisme de certaines campagnes de terreur ou de désarmement concernant l'armement atomique.

2° Allocution aux membres de la XVIe Session de l'Office International de Documentation militaire, le 19 octobre 1953 (*Documentation catholique* du 15 novembre 1953, col. 1413) et Discours aux membres de la VIIIe Assemblée de l'Association médicale mondiale, le 29 septembre 1954 (*Documentation catholique* du 17 octobre 1954, col. 1283-1284). Ces deux textes donnent les précisions théologiques essentielles relatives aux conditions de légitimité d'une guerre atomique.

3° Message de Pâques 1954 (*Documentation catholique* du 2 mai 1954, col. 513-516) et Message de Pâques 1955.

Sur le vœu chrétien de voir l'effort humain se tourner vers les applications pacifiques et bienfaisantes de l'énergie nucléaire en mettant fin à l'aggravation constante des menaces de guerre.

façon absolue et en toutes circonstances une guerre faisant usage de l'armement nucléaire. Seulement, il précise avec plus de rigueur que cela n'avait jamais été fait les conditions de légitimité de la guerre elle-même comme celle de l'emploi qui s'y ferait de l'armement nucléaire [12]. C'est dire qu'il peut y avoir des situations concrètes, certes, à examiner attentivement, dans lesquelles un raisonnement qui irait inconditionnellement de l'horreur chrétienne de la guerre atomique à son refus effectif ne serait point forcément valable. Des éventualités de guerre atomique légitime peuvent subsister dans ce monde humain tel qu'il est. Il ne faut pas

12. « Nous avons exprimé le désir que l'on punisse sur le plan international toute guerre qui n'est pas exigée par la nécessité absolue de se défendre contre une injustice très grave atteignant la communauté, lorsqu'on ne peut le faire par d'autres moyens et qu'il faut le faire cependant, sous peine d'accorder libre champ dans les relations internationales à la violence brutale et au manque de conscience. Il ne suffit donc pas d'avoir à se défendre contre n'importe quelle injustice pour utiliser la méthode violente de la guerre. Lorsque les dommages entraînés par celle-ci ne sont pas comparables à ceux de « l'injustice tolérée » on peut avoir l'obligation de « subir l'injustice ».

« Ce que nous venons de développer vaut tout d'abord pour la guerre A.B.C. atomique, chimique et bactériologique » (Discours du 15 novembre 1953).

« Déclencher celle-ci (la guerre moderne) sans juste motif (c'est-à-dire sans qu'elle soit imposée par une injustice évidente et extrêmement grave, autrement inévitable) constitue un « délit » digne des sanctions nationales et internationales les plus sévères. L'on ne peut même pas, en principe, poser la question de licéité de la guerre atomique, chimique et bactériologique, sinon dans le cas où elle doit être jugée indispensable pour se défendre dans les conditions indiquées... Quand toutefois la mise en œuvre de ces moyens (atomiques, chimiques et bactériologiques) entraîne une extension telle du mal qu'il échappe entièrement au contrôle de l'homme, son utilisation doit être rejetée comme immorale. Ici il ne s'agirait plus de « défense » contre l'injustice et de la sauvegarde nécessaire de possessions légitimes, mais de l'annihilation pure et simple de toute vie humaine à l'intérieur du rayon d'action. Cela n'est permis à aucun titre » (Discours du 29 septembre 1954).

trop vite les passer sous silence dans une déduction rapide qui irait du sentiment aux déterminations de la conduite.

Ceci, par une implication directe, vaut aussi pour les questions de fabrication d'armement nucléaire. Il peut y avoir des situations concrètes dans lesquelles de telles fabrications devront être reconnues légitimes. On ne peut donc *a priori* dire que tel ou tel pays, la France par exemple, ne saurait être fidèle à l'idéal chrétien qu'à la condition de ne point entreprendre de telles fabrications. On peut simplement inférer, de l'extrême gravité des conditions formulées par le Souverain Pontife quant à la reconnaissance d'une possible légitimité aux actes de la guerre atomique, la nécessité de l'extrême sérieux avec lequel doit être posée l'éventuelle décision de fabriquer les armements qui permettront une telle guerre. Avec l'intervention possible de l'énergie nucléaire au sein de la guerre, il y a quelque chose de nouveau qui apparaît dans le monde humain, dont on ne peut juger par simple analogie avec les actions militaires ou les armements du passé. A ceux qui auront des décisions à prendre, la théologie chrétienne demande de tenir compte de cet élément nouveau d'aggravation de la guerre, sous peine de rupture grave avec les conditions de moralité des décisions.

Bien entendu, la théologie ne saurait, pour finir, entrer à l'avance dans le détail achevé de toutes les situations humaines. Les éventualités qu'elle envisage font intervenir des circonstances dont le caractère concret demeure souvent passablement schématisé. Mais la leçon qui nous est donnée par cet effort de théologie compte au moins autant que la conclusion matérielle que le théologien parvient alors à formuler. Car ce qui est ainsi enseigné à la conscience chrétienne, c'est précisément l'intervention de ces données immédiatement et concrètement humaines qui viennent s'adjoindre aux déterminations du sentiment pour conditionner en fait

la légitimité des décisions et la moralité des conduites.

Si l'on applique ceci au problème présent, il apparaît tout de suite que, si fortement que des convictions chrétiennes puissent incliner à proscrire la guerre atomique et à souhaiter en particulier que la France ne s'engage aucunement dans la voie de la fabrication d'armements nucléaires, la prise de position finale ne saurait se passer d'une étude très attentive de ces éléments essentiels de la question que sont les problèmes de notre puissance et de notre défense militaire, les données de nos possibilités réelles en matière d'énergie nucléaire. Les orientations du sentiment chrétien ne sauraient aucunement remplacer tout ce qui doit venir de l'examen sérieux, techniquement qualifié, du système humain de circonstances ayant quelque import sur la décision à prendre effectivement. C'est la raison pour laquelle l'on s'est donné ci-dessus la peine d'évoquer, avec ses perspectives techniques, le système des circonstances françaises appelé à entrer en ligne de compte, soit pour l'immédiat, soit dans un futur prochain.

Est-ce à dire que, du coup, l'analyse technique se substitue purement et simplement au jeu du sentiment et des convictions pour imposer froidement, comme en dehors de celui-ci, des conclusions dont il faudra bien, bon gré mal gré, que l'on s'accommode ? Au lieu du « syllogisme des bons sentiments », nous aurions alors affaire à la contrainte par l'argument technique. Mais c'est là une illusion, à la fascination de laquelle notre monde n'est, il est vrai, que trop porté à consentir. L'analyse sérieuse, technique, de tous les éléments de la situation ne conclut pas forcément à un impératif unique. Mais normalement à une variété de partis recevables du point de vue où cette analyse technique se place, cependant d'autres décisions abstraitement concevables se montrent devoir être écartées comme déraisonnables. En fait, il est rare que la convergence de l'analyse sur un impératif unique ne soit pas, en des

matières comme celle dont on débat pour l'instant, la trace d'options d'un autre ordre, se servant de l'analyse (valablement peut-être) pour construire la décision vers laquelle on est déjà secrètement orienté. Si donc l'analyse laisse place à quelque variété dans le possible techniquement raisonnable et praticable, alors en effet il appartient aux options que guident sentiments et convictions de construire sur de telles bases ce qui doit être décidé.

Mais en l'occurrence il semble préférable que cet appel à un principe supérieur de décision se fasse de façon aussi lucide et franche qu'il est humainement possible. Si, en même temps qu'il lutte pour que ce que l'homme choisit soit humainement sensé, le chrétien choisit au nom de ses convictions entre divers partis humainement sensés, il doit alors dire qu'il choisit de la sorte. Elaboration complexe des principes de son action, qu'il n'a pas le droit de simplifier, puisqu'il ne saurait renoncer à ce que sa foi lui inspire, mais qu'en même temps il n'est en rien dispensé par son idéal de tout le travail que l'humainement sensé requiert de l'esprit humain.

A supposer qu'il ait satisfait déjà à tout ceci, le chrétien devra cependant entreprendre encore une autre tâche : celle qui consiste à agir, au nom de l'idéal et des convictions qu'il porte en lui, sur la généralité des réalités humaines dont le complexe conditionne à son tour les possibilités offertes aux hommes de se définir leurs conduites sensées. Il est bien certain que si les efforts des hommes peuvent réussir à donner plus de prix encore aux applications pacifiques de l'énergie nucléaire, que s'ils aboutissent à détendre le complexe des oppositions internationales, l'importance de tout ce qui peut venir donner quelque légitimité à la guerre atomique et aux fabrications d'armes nucléaires diminuera à proportion. Ce sont à des efforts de cette sorte que le Souverain Pontife lui-même ne cesse de faire appel dans

ses exhortations au monde [13]. C'est à leur propos que devrait entrer en scène le souci d'une spiritualité chrétienne efficace dans son aspiration à la paix entre les nations, dans son souci de voir les conquêtes humaines tourner au vrai bien de l'homme. De sorte que si la fonction théologique de la conscience chrétienne est appelée à arbitrer de certaines conduites spécifiques, la fonction spirituelle qui doit sans cesse lui être associée est appelée à inspirer, comme de façon générale, les

13. « Nous demandons : jusqu'à quand les hommes voudront-ils se soustraire à la lumière salutaire de la Résurrection, attendant en revanche la sécurité des lueurs meurtrières des nouveaux engins de guerre ? Jusqu'à quand opposeront-ils leurs desseins de haine et de mort aux préceptes de l'amour et aux promesses de vie apportés par le divin Sauveur ? Quand donc les dirigeants des nations s'apercevront-ils que la paix ne peut consister en un exaspérant et dispendieux rapport de terreurs mutuelles mais dans la maxime chrétienne de la charité universelle et, en particulier, la justice volontairement réalisée plutôt qu'extorquée, et dans la confiance qu'on inspire plutôt que dans celle qu'on exige ? Quand verra-t-on les sages de ce monde tourner les admirables découvertes des forces profondes de la matière exclusivement à des fins de paix, en vue de donner à l'activité humaine une énergie à peu de frais — qui suppléerait à la déficience des sources de richesse et de travail, on en corrigerait l'inégale distribution géographique — comme aussi pour offrir à la médecine et à l'agriculture de nouvelles armes, et ouvrir aux peuples de nouvelles sources de prospérité et de bien-être » (Message de Pâques 1954).

« Cependant, nous exhortons les hommes de science et de bonne volonté à persévérer avec audace et confiance dans l'étude théorique et expérimentale des préparations et des matériaux productifs, de manière à atteindre une production notable d'énergie facilement accessible, qui serve là où il faut et contribue à diminuer la pression du besoin et de la misère...

Avec une même confiance et une même attente, nous suivons les multiples recherches destinées à étudier les effets que les nombreux types de radiations actuellement utilisables ont sur les végétaux, leur développement, leurs fruits et leurs possibilités de conservation. Elles peuvent, en effet, contribuer à résoudre les problèmes de l'alimentation, si importants dans la vie de l'humanité. Pour elles aussi nous implorons de Dieu l'assistance providentielle dans laquelle les efforts humains demeurent stériles » (Message de Pâques 1955).

tendances de l'effort humain. Il y a là une complémentarité des interventions dans l'agir que nul ne devrait oublier, et le spécialiste des arbitrages théologiques moins que personne. C'est pourquoi également il faut aussi que les décisions prises respectent le jeu de cette fonction spirituelle, lui laissent toujours quelque possibilité de s'épanouir. Un état, par exemple, qui tiendrait pour rien le sentiment de ses nationaux ou de ses équipes de scientifiques se dressant contre l'inhumaine et excessive application du progrès scientifique aux choses de la guerre, méconnaîtrait à coup sûr un des facteurs de la politique qu'il lui faut suivre, facteur point unique ni forcément prépondérant, mais à prendre en considération du mieux qu'il se peut.

A travers tout ceci, et comme sur un exemple particulier, c'est une fois de plus l'esquisse des rapports entre la foi du chrétien et le système des affaires humaines qui se fait. Des seules convictions chrétiennes l'on ne saurait au fond rien déduire de substantiel concernant la poursuite et l'exécution des affaires humaines. Mais moyennant ce que les affaires humaines, sérieusement étudiées, nous apprennent de positif, ces convictions sont appelées à être un ressort essentiel des décisions prises par les hommes, loin de rester à l'état de sentiment inactif et comme mis hors de cause par un système d'impératifs de pure technique. Trouver l'équilibre entre l'impossible prétention à déduire de son propre fond les structures du monde humain et un inadmissible retranchement, la mettant à l'écart de tout ce qui concourt à engendrer ces structures, telle est, au fond, la tâche de la foi chrétienne dans notre monde d'aujourd'hui. L'affrontement de problèmes comme celui que l'énergie nucléaire pose à la France peut, quant à nous, nous aider à la meilleure compréhension de cette tâche.

D. Dubarle, O.P.

Les Signes du temps

Le Congrès radical

Bien rares furent les commentateurs qui, à la veille du congrès radical, gardèrent assez de sang-froid pour prévoir objectivement ce qui allait se passer. Les uns, sur la droite de l'ancien président du Conseil, pensaient que la machine administrative montée par M. Martinaud-Déplat tiendrait le coup et que le parti resterait fidèle à ce balancement que décrit son titre officiel de « républicain radical et radical-socialiste ». Les autres, plus à gauche et pour des raisons inverses, ne souhaitaient pas le succès de M. Mendès-France et restèrent aussi aveugles, puisque cette nouvelle gauche-là risquait, à leurs yeux, de compromettre l'autre. Personne n'annonce, fût-ce parmi les mendèssistes, cette bataille terrible, ces sifflets à roulette, cette caisse du parti chez l'huissier et sous scellés, cette retraite de M. Martinaud-Déplat avec toute la documentation, cette crise profonde; et aujourd'hui c'est sur la nature de cette crise que, peut-être, on se trompe.

A vrai dire, l'argumentation des mendèssistes sur la régularité du vote semble solide. Un congrès extraordinaire est libre de son règlement intérieur et du choix de son mode de scrutin. Si le vote par mandats a été écarté, M. Martinaud-Déplat s'est rallié au vote « carte à la main » et l'a authentifié en l'acceptant pour une

certaine motion de transaction dont il fut un moment question à la Mutualité. A la conférence des présidents, dans une atmosphère calme qui permit un dépouillement scrupuleux, le clan Mendès-France l'a emporté par quatre-vingt-dix-sept pouvoirs contre quatre-vingt-sept. Enfin, il avait été confirmé, le 13 avril précédent, qu'on n'userait pas des mandats sans vérification préalable; or celle-ci n'avait pas eu lieu. De plus, cette motion régulièrement votée est parfaitement claire. Elle décide, sans équivoque, de « remplacer la présidence administrative du parti par une commission d'action » dont elle donne la composition et qu'elle charge d' « orienter la propagande du parti pour préparer l'action en vue des élections, de développer l'effort des fédérations départementales, d'agir énergiquement pour accroître le recrutement, surtout parmi les jeunes, d'adopter un projet de révision des statuts, de soumettre au prochain congrès un programme démocratique, clair et vigoureux... qui constituera la base de l'action politique du parti ».

La commission nouvelle assure la gestion administrative et politique du parti, et l'évidence de son bon droit s'impose petit à petit. On apprend que la Commission Exécutive (de majorité Martinaud-Déplat) qui se réunissait une fois par mois et son bureau, dont les séances étaient hebdomadaires, demandent à coopérer avec la Commission d'action, qu'elle reconnaissent donc officiellement. D'ailleurs, ce que l'on sait du truquage des mandats, qui est la fable du parti (génération spontanée d'une section à Port-de-Bouc, gonflage démesuré de la Seine-Maritime) achève de convertir les hésitants et d'installer la nouvelle organisation. Voilà pourquoi il est à peu près certain que ce n'est pas là que se produit le plus grave de la crise. M. Mendès-France est président de la Commission d'action et le restera, comme M. Martinaud-Déplat restera seulement membre du groupe parlementaire et président de fédération de la

deuxième circonscription électorale des Bouches-du-Rhône. Au congrès ordinaire d'octobre, on votera par mandats, ces mandats seront contrôlés et il y a bien des chances pour que ressorte alors une large majorité en faveur de M. Mendès-France.

La vraie crise, celle qui pourrait un jour faire éclater le parti, se situe sur le plan gouvernemental et parlementaire; elle met en cause les relations de M. Edgar Faure avec M. Mendès-France. C'est elle qui explique les retraits successifs de MM. Queuille, Daladier et, enfin de M. Herriot. Cette dernière démission, à la fois de la présidence du parti et de la commission d'action, malgré toutes les précautions prises par M. Herriot, affaiblit certainement M. Mendès-France. Elle est exploitée contre lui par la fédération de la Seine, particulièrement, et M. Édouard Daladier reconnaît qu'ainsi décapitée, la Commission devient « contraire à l'esprit du Congrès ». Il est aujourd'hui question de l'arbitrage des quatre présidents (MM. Gaston Monnerville, président du Conseil de la République, Albert Sarraut, président de l'Assemblée de l'Union Française, Émile Roche, président du Conseil Économique et Edgar Faure) et somme toute les ennuis de M. Mendès-France, comme les difficultés les plus aiguës du parti radical, surgissent quand on passe des militants aux personnalités. Sur soixante-dix-sept parlementaires, trente sans aucun doute, cinq probablement, sont contre l'ancien président du Conseil et le manifestent plus vivement que jamais. Voilà pourquoi on a pu dire que de ce congrès M. Pierre Mendès-France est ressorti renforcé dans le pays (chez les militants) et affaibli dans son parti, puisque contesté par ses pairs.

D'autant que, lorsqu'il s'agit du gouvernement et des relations avec M. Edgar Faure, le jeu de M. Pierre Mendès-France ne peut que devenir extrêmement complexe. On voit l'homme du renouveau, du rapprochement avec le parti socialiste dans un cartel des gauches,

s'associer au vote unanime de tous les parlementaires pour approuver M. Edgar Faure et sa politique basée sur une toute autre majorité. En effet, si M. Edgar Faure est tiraillé entre l'attitude du parti, qui au congrès réclame une politique autrement orientée, et sa majorité où se retrouvent les parlementaires radicaux (les uns fidèles, les autres inquiets), la situation de M. Mendès-France n'est guère plus aisée. Il se doit de soutenir le gouvernement Faure, de l'encourager à rester au pouvoir alors qu'il le condamne ; il ne doit pas rompre avec Edgar Faure tout en le désapprouvant, et cela surtout pour éviter que celui-ci ne vienne dans l'opposition le rejoindre et, peut-être, à nouveau lui couper l'herbe sous les pieds. Car si M. Edgar Faure est facilement condamnable pour s'appuyer sur une coalition de centre droit, il faut reconnaître qu'il reprend, point par point, la politique de Mendès-France lui-même, ou plutôt sa caricature, mais assez satisfaisante pour inquiéter l'inventeur.

Ainsi s'explique, de surcroît, le vague dans lequel est resté M. Pierre Mendès-France, tout au long de ses discours pendant le congrès, allant jusqu'à prétendre « ne pas faire de politique », mais parler seulement de réorganisation. M. Martinaud-Déplat observait justement que son adversaire, non seulement se posait en novateur, mais « faisait de la politique » puisqu'il reconsidérait les problèmes des alliances électorales. Pourtant, là aussi on resta dans le vague, sans préciser si M. Mendès-France *était* la nouvelle gauche ou *allait* vers la nouvelle gauche, ce qui est bien différent. Il fut bien question des « cinq ou six points de programme », mais on se garda de les sortir les réservant pour le moment où M. Edgar Faure ne serait pas en position de les reprendre.

Tout ceci donne, avouons-le, un petit côté bonapartiste à la chanson de M. Pierre Mendès-France, dont les paroles seraient : « Faites-moi confiance et vous verrez

bien. » Le plus surprenant ne serait-il pas que du vieux parti radical surgisse un pouvoir démocratique mais présidentiel ? Bien des démocrates seraient prêts à s'y rallier, comme à une façon de sortir du « système », mais en attendant c'est la bataille pour la seule présidence du parti radical qui est ouverte. Elle met en ligne M. Édouard Herriot, président sortant, M. Émile Roche, M. Édouard Daladier et, peut-être, M. Pierre Mendès-France lui-même. De son issue, qu'on ne connaîtra qu'en octobre prochain, dépend l'aggravation de la crise radicale ou son atténuation, telle qu'elle se développe entre les personnalités du parti.

JACQUES NANTET.

Un homme et un Parti

M. Mendès-France vient de faire une éclatante rentrée politique en mettant la main sur l'appareil du parti radical au cours d'un congrès extraordinaire dont les épisodes colorés et tumultueux ont été la fortune des chroniqueurs politiques. Des malveillants ou des maladroits ont même parlé de retour de l'île d'Elbe comme si M. Mendès-France était Napoléon et comme s'il courait à quelque Waterloo. Tant de pessimisme, joint à une analogie historique très aventureuse, fait de la mauvaise épopée avec une réalité historique plus prosaïque, mais très significative : M. Mendès-France est foncièrement républicain et il vient de le prouver en réaffirmant sa foi dans son parti qui avant, pendant et après son passage au pouvoir ne cesse pas d'être le parti radical.

Que M. Mendès-France ait enlevé son congrès comme à la hussarde, que des règlements de compte ordinairement feutrés et perpétrés dans la coulisse se soient cette fois étalés au grand jour, de telles manières peuvent plaire ou déplaire ; mais à trop s'en régaler ou s'en indigner, on se cacherait la signification proprement politique de l'événement. Si M. Mendès-France confirme de manière si spectaculaire son attachement au radicalisme, on aurait tort de voir dans cette profession de foi renouvelée une fidélité seulement sentimentale : les démarches de M. Mendès-France empruntent toujours plus à la raison qu'à l'affectivité, et dans ses derniers actes d'homme public, il faut surtout lire un bon comportement « d'animal politique », comme diraient Aristote et le général de Gaulle.

Beaucoup parmi les mendésistes s'attendaient à ce que M. Mendès-France quittât un parti qui, après l'avoir si mollement soutenu, avait en dernier lieu précipité sa chute ; la nouvelle gauche, cette belle virtualité indécise, aurait eu ainsi un chef qui lui aurait apporté actualité, allant et mordant. M. Mendès-France s'est gardé de donner dans cette poétique imagination. C'est en effet un axiome élémentaire de politique démocratique qu'on ne saurait fonder un parti sur le prestige d'un homme. Une telle entreprise, même si elle provoque une flambée d'enthousiasme, est vite condamnée au dilemme ou de détruire la démocratie ou de se défaire. Le général de Gaulle en a fait l'expérience avec le Rassemblement qu'il a fallu porter en terre malgré le nom prestigieux qui lui servait d'étendard. La démocratie est en France si peu enracinée dans l'esprit public que nous voyons apparaître de temps à autre le parti contre les partis, qui se propose d'avoir enfin raison de nos oppositions et de rétablir l'unité nationale ; et il suffit à chaque fois que la République fasse la sourde et aille son train pour que ce grand parti de la rénovation rejoigne le royaume des ombres.

Mais les mythes ont la vie dure. A chaque génération, les Français nourrissent leurs bavardages pseudo-politiques en se disant entre eux le dégoût qu'ils ont de leurs partis, et il s'en trouve pour rêver au parti enfin pur, enfin propre, gentil chevalier qui vaincra les autres, les vieux reîtres depuis trop longtemps attablés et assoupis. Et ils ne font que des clubs ou des chapelles. Car c'est un autre axiome de politique démocratique, et la démarche actuelle de M. Mendès-France le vérifie, qu'on ne fonde pas un parti nouveau par un décret de quelques bonnes volontés ; il y faut une situation révolutionnaire, comme celle qui à la Libération a permis la création du M.R.P. et au surplus la génération n'était pas spontanée ; elle apportait confirmation, consécration, élargissement à une tradition assez lointaine. Que l'affaire ait été réussie ou manquée (encore que, posée ainsi, la question fasse un faux problème), il est exclu qu'on puisse la refaire en mieux ou en plus mal. M. Mendès-France n'a pas la tête encombrée d'utopies : il sait qu'un parti politique ne s'invente pas dans l'abstrait à force d'intelligence et d'idéalisme, riches denrées que les précieux spectateurs et les justes juges de l'action politique possèdent en surabondance. M. Mendès-France n'est ni un spectateur, ni un juge, il agit et par conséquent il estime sage de choisir un parti politique, de se mettre à son service, de se faire un personnage public à son image, et, s'il en est besoin, d'essayer de le changer par l'intérieur.

M. Mendès-France n'est donc pas de ces Purs et de ces Justes qui condamnent un parti parce qu'il n'est pas conforme à l'Idée platonicienne du parti-en-soi. Il reconnaît le parti comme un fait nécessaire, c'est-à-dire inévitable et indispensable, et qui a d'abord, à défaut d'autres qualités plus sublimes, le mérite de l'existence historique. Ce réalisme est de bon aloi et mérite l'applaudissement.

Qu'on me permette ici une parenthèse. Il m'est arrivé

d'écrire dans *La Vie Intellectuelle* que mon parti (il se trouve et je m'en excuse auprès des esprits avancés que ce n'est pas le parti radical) était pour moi comme une patrie. Aussitôt un lecteur soupçonneux a compris et imprimé gravement dans une revue grave que je faisais profession publique d'antipatriotisme, puisque si la démocratie chrétienne était devenue ma patrie, c'était bien la preuve, sans doute en vertu du principe d'identité, que la France avait cessé de l'être. Me lire une main sur la rapière n'est pas un bon moyen d'entendre les choses simples et communes que j'écris. Je ne faisais pas tant de métaphysique ; je voulais banalement expliquer par le moyen d'une comparaison commode ce qu'était un parti politique, réalité ambiguë, poussée dans l'équivoque et la confusion, déchirée de contradictions, comme tout ce qui est enraciné dans la vie et dans l'histoire, mais qui alors peut être aimé de passion, et devenir une source de vocation et de destin, bref une communauté qui vous choisit plus qu'on ne l'a choisie, à l'image par conséquent d'une patrie. Si j'ajoute, pour prendre un exemple assez parlant, que le radicalisme est « la patrie » de M. Mendès-France, je ne voudrais pas qu'on comprenne que j'accuse d'antipatriotisme un héros jacobin.

L'attitude de M. Mendès-France est donc politiquement exemplaire : la réhabilitation du parti politique est la condition nécessaire d'un renouveau du civisme, et il ne me déplaît pas que M. Mendès-France soit le grand homme d'un parti qui apparaissait couramment aux catholiques comme le plus usé, le plus compromettant et le plus compromis des partis politiques, car ces cicatrices et ces rides sont des marques de réalité et d'efficacité. Les catholiques qu'on appelle de gauche n'avaient pas à la Libération assez de sarcasmes pour ce parti qu'ils disaient routinier et sectaire, bourgeois et franc-maçon et qui avait été bâti, croyaient-ils, de ces humanités massives, M. Prudhomme ajouté à M. Homais :

Pélion sur Ossa. Taupinière sur taupinière. Esprit sans esprit. Le radicalisme ne devait évidemment pas survivre à notre volonté de rénovation. Et assurés d'être dans le sens de l'histoire nous interdisions à *La Dépêche de Toulouse* de reparaître. Quelle naïveté idéologique! Le radicalisme est une vieille constante française qui ne pouvait pas périr. Aujourd'hui tout est rentré dans l'ordre. Ceux qui ont animé la Résistance, tenté la belle, absurde et honorable aventure du tripartisme, fait les nationalisations sont convaincus d'être des cléricaux et des réactionnaires. Et *La Dépêche de Toulouse*, étant indéfectiblement laïque, se tient à l'avant-garde du progrès et définit sinon le programme, le mot est un peu relevé et abstrait, du moins la tactique de la nouvelle gauche. Je le dis sans un atome d'ironie, mais non sans une tendresse nostalgique pour nos folies d'antan, M. Mendès-France est bien raisonnable de parier pour les valeurs sûres et de croire à l'avenir du radicalisme. Et nous fûmes, nous, bien déraisonnables de nous faire du radicalisme cette image grossière pas tellement différente en somme de cette autre image, également méprisante et sommaire que d'autres esprits qui nous ressemblent comme des frères se font du M.R.P. : car tout ce qui existe est vulnérable et caricaturable. A un parti, il ne faut pas demander d'être sans reproche, mais seulement de prendre ses risques, d'assumer ses bonheurs et ses malheurs et de se battre dans la partialité et la passion.

Il resterait à se demander si M. Mendès-France a bien compris le radicalisme et s'il en a été bien compris. L'hypothèse est contestable, mais on ne veut pas la contester pour que l'action de M. Mendès-France soit exemplaire, comme il convient, et la morale de l'histoire reste claire et simple : il n'y a pas de politique démocratique sans les partis et contre les partis. Le premier article écrit depuis sa chute par M. Mendès-France engage les Français à entrer dans les partis et à y mili-

ter. Ce sont paroles d'or. On souhaite qu'elles soient prises au sérieux. Peut-être verrons-nous alors ces chrétiens de gauche qui jugent le M.R.P. ou le progressisme vraiment trop cléricaux ou le socialisme trop européen pour leurs convictions laïques et patriotiques, écoutant l'appel de M. Mendès-France, et quittant enfin les Champs-Élysées de la pensée pure, descendre sur la terre des hommes et entrer dans le parti radical. Nous défendrons leur droit de militer dans un parti laïque. Car l'opération sera payante pour tous, alors les affrontements seront réels, les jugements seront des actions, les opinions ne seront plus aériens jeux de prince, mais pèseront leur poids terreux d'engagements et la politique sera ramenée à l'échelle humaine.

ÉTIENNE BORNE.

L'État c'est quoi ?

Au conseil national de la Fédération Postale C.G.T. rassemblé à la Bourse du Travail, évoquant la controverse : *Progrès ou non-progrès en régime capitaliste*, M. Frischmann a dit notamment dans son rapport : « Pour nous, postiers, pousser à l'automatisation du téléphone, le développement de l'aviation de nuit, la motorisation de la distribution, ce serait pousser au chômage et à l'accroissement des profits de l'administration. »

(*France Soir*, 27 avril 1955.)

Le général « Dégel »

La rapidité de la dernière offensive diplomatique des Soviets rappelle le brusque dégel des printemps russes qui, en quelques heures, transforment un paysage.

Le vocabulaire de la diplomatie internationale fait un sort au mot « détente » et à la notion même de « neutralité » qui devient une catégorie essentielle des batailles diplomatiques de demain. C'est peut-être là une des plus grandes habiletés de la diplomatie soviétique qui utilise à merveille un certain besoin européen de *sortir de l'histoire*. Aussi voit-on dans la *Pravda* et dans les *Izvetzia* citer la Suisse comme le modèle à imiter.

En vérité, le fond du problème n'est pas là. Comme nous l'avons indiqué dans notre dernier article [1], l'Union Soviétique se voit obligée de faire face à la fois sur le front chinois et sur le front atlantique. C'est là une situation que les militaires russes n'apprécient pas beaucoup et comme, depuis la liquidation de Béria, ils ont leur mot à dire dans la politique générale du pays, ils viennent d'obliger Khrouchtchev le belliqueux à se transformer en Khrouchtchev le pacifique, et dans ce dernier rôle il dépasse de loin son prédécesseur Malenkov, dont la disparition nous avait valu les lamentations de nos neutralistes. L'armée soviétique désire se débarrasser de la pointe européenne du front atlantique. Elle voudrait également voir les Américains abandonner leurs bases étrangères. Il s'ensuit que la technique de la guerre froide, qui exigeait une diplomatie de pure propagande, a été abandonnée pour faire place à une attitude réaliste permettant une négociation d'ensemble et de longue haleine. En Europe, une pression assez forte de l'option neutraliste ou simplement pacifiste jouera un certain rôle. Il s'agit d'ob-

1. *Les deux fronts de la diplomatie soviétique* dans *La Vie Intellectuelle*, mai 1955, pp. 96-97.

tenir, après l'Autriche neutre, une Allemagne également neutre.

Chose digne de remarque, dans la première phase de cette offensive, tout se passe comme si Moscou voulait ressusciter la vieille Autriche-Hongrie que les derniers cabinets tsaristes avaient mis tant d'acharnement à détruire. Après la signature du traité d'État autrichien, signature qui a comporté pour les Soviétiques une série incroyable d'abandons dont les plus importants furent le renoncement à limiter les armements autrichiens et à récupérer les ex-sujets soviétiques, la visite au maréchal Tito conduira Khrouchtchev et Boulganine dans le pays même où a jailli l'étincelle qui a déclenché la guerre de 1914.

Cette visite à Belgrade signifie une incontestable victoire pour Tito. Elle le confirmera dans son espoir de créer un jour une confédération danubienne et de reprendre l'idée de base de l'archiduc François-Ferdinand qui fut assassiné parce qu'il nourrissait le dessein de transformer la Double Monarchie en une fédération où le point de gravité aurait été du côté des peuples slaves. A l'époque rien ne paraissait plus dangereux à Saint-Pétersbourg qui avait réagi avec une violence comparable à celle qui animait récemment Moscou contre la C.E.D. A vrai dire, on a presque l'impression que Moscou regrette à la fois un peu la Double Monarchie et la C.E.D., car l'une et l'autre offraient des possibilités à une *troisième force* européenne dont les chances paraissent aujourd'hui beaucoup moins certaines. A moins d'une vague d'isolationnisme aux États-Unis, on voit mal l'espace atlantique se désagréger et donner place à une Europe neutre même si certaines colonies comme la Hongrie, la Tchécoslovaquie ou la Pologne recouvrent leur liberté. Sans doute l'O.T.A.N. de l'Est, commandée par le maréchal Koniev, n'a été créée selon le modèle même de son double occidental que pour servir, le cas échéant, de troc contre une Europe neutre, mais il n'en reste pas moins que l'Union soviétique devra essayer de s'entendre avec le monde atlantique dans son ensemble pour se débarrasser de son front occidental afin de pouvoir peupler et industrialiser en toute tranquillité ses espaces non peuplés, ses espaces vides en Sibérie. A ce propos, il faut d'ailleurs signaler que le gouvernement soviétique fait des tentatives d'approche à Washington même et essaie

d'agir également d'une façon directe sur l'opinion publique américaine.

Du point de vue diplomatique, la phase nouvelle dans laquelle nous sommes entrés est sans doute la plus importante depuis 1945; pour la comprendre selon ses vraies dimensions, et non selon nos désirs, il faut relire les analyses que Karl Marx a consacrées à la fin du siècle dernier à la politique russe et qui sont, à mon sens, la partie la plus actuelle de son œuvre.

JEAN ROUNAULT.

La consécration atlantique de l'Allemagne

L'importance des conférences internationales diminue avec leur fréquence. En général, elles sont très vite oubliées et encore plus vite dépassées par de nouvelles conférences dont les résultats n'entrent pas toujours dans l'histoire. Celle qui eut lieu du 7 au 11 mai dernier à Paris semble néanmoins mériter plus d'intérêt, en raison tant de la multitude des problèmes dont elle s'occupa que des paradoxes internationaux qui la caractérisèrent.

A cette époque, quinze ministres des Affaires étrangères du monde occidental se rencontrèrent à Paris pour accueillir l'Allemagne comme le quinzième membre du Pacte atlantique. Sept parmi eux ont constitué l'Union de l'Europe Occidentale, cette nouvelle organisation qui a vu le jour pour permettre un certain contrôle du réarmement allemand et dont la première tâche fut un heureux arbitrage d'un conflit assez mineur entre la France et l'Allemagne sur la Sarre.

Quatre ministres parmi les quinze ont discuté dans un cercle plus fermé en marge du Conseil atlantique les possibilités de contact avec le bloc soviétique, tandis qu'un groupe encore plus limité de trois pays, soit la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne, se préoccupa des difficultés indochinoises.

Deux paradoxes sont à signaler parce qu'ils mettent en évidence la confusion de notre époque et l'absence de sincérité, de vérité même, dans les relations internationales. L'Allemagne a fait son entrée au N.A.T.O., a obtenu sa consécration officielle comme alliée des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et des autres pays ex-ennemis, le jour où ces mêmes pays, et surtout la France, ont solennellement fêté le dixième anniversaire de leur victoire. La rapidité des événements est moins étonnante qu'une certaine contradiction des sentiments, dont l'un n'efface cependant pas l'autre. Moins de sept ans après la première guerre mondiale, l'Allemagne fut en effet admise à la Société des Nations, moins de dix ans après, elle signa en pleine égalité le pacte de paix Briand-Kellogg, son intégration dans la communauté des nations démocratiques et pacifiques eut donc lieu plus rapidement qu'après la deuxième guerre mondiale. Ce qui choque actuellement c'est l'interpénétration des chapitres historiques. L'un n'est pas encore clos qu'un autre se trouve déjà en pleine évolution. On rencontre des phénomènes semblables dans d'autres domaines.

Le deuxième paradoxe concerne la reprise des contacts entre l'Ouest et l'Est dans l'espoir d'une sérieuse détente. Or cette discussion recommencera après la consolidation militaire des deux blocs, après le réarmement de l'Allemagne d'un côté, la constitution d'un N.A.T.O. oriental à Varsovie le 12 mai, de l'autre. Et ce fut de Varsovie que le ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique se rendit à Vienne pour y signer, comme première étape effective de la détente, le traité d'État autrichien. Pour l'observateur non averti de la diplomatie mondiale, il est bien difficile de comprendre cet étrange parallélisme entre les manifestations de force et les déclarations de bonne volonté. La solution de l'énigme se trouve dans une méfiance réciproque extrêmement profonde, doublée d'une faiblesse égale des deux parts et à peine moins sensible. Ni Moscou ni Washington ne peuvent à la longue supporter une course aux armements, ni Washington ni Moscou ne veulent courir le risque d'une guerre atomique.

Les discussions de Paris n'ont pas abouti à des décisions notables. Les observateurs se sont plaints de débats trop longs et d'un niveau diplomatique de plus en plus bas.

L'ignorance des vrais problèmes a parfois pris des proportions angoissantes. Le commentateur d'un journal américain s'est demandé de quel droit le ministre des Affaires étrangères de la Belgique a pu affirmer que les petites îles côtières à une distance de plus de deux cents kilomètres de Formose n'ont aucune importance pour la protection de la Chine nationaliste et pourquoi on ne lui a pas répondu que l'îlot du Berlin libre, en plein territoire communiste et presque aussi éloigné des confins occidentaux que les îles côtières le sont de Formose, ne mériterait pas non plus d'être défendu. Cette question ne manque pas de justification, ni de signification. Elle prouve que l'Américain moyen a aussi peu de compréhension réelle pour les problèmes européens que l'Européen moyen pour les problèmes asiatiques.

Au centre de la récente conférence de Paris se trouva incontestablement l'avenir de l'Allemagne. Il s'agit de savoir si ce vaste territoire du centre de l'Europe est destiné ou non à la neutralisation et à une soviétisation à terme. Les possibilités de manœuvre du monde occidental sont limitées, car une offre soviétique d'unité et de liberté selon le modèle autrichien trouverait en Allemagne occidentale, malgré les affirmations contraires du chancelier Adenauer, un tel écho, qu'aucun gouvernement allemand ne pourrait refuser à Moscou l'échange de la remilitarisation contre l'unification démocratique. Dans ces conditions, il est d'autant plus incompréhensible que les ministres des Affaires étrangères du monde occidental n'aient pas été capables de définir, lors de leurs nombreuses discussions parisiennes, une politique occidentale cohérente et tangible pour l'Allemagne. On aurait pu croire que l'Occident serait en mesure de proposer à Moscou, comme plat de résistance d'une conférence à Quatre, un plan d'unification de l'Allemagne et de sécurité européenne, qui éviterait les dangers d'une neutralisation allemande, tout en ayant au moins certaines chances d'obtenir, à plus ou moins longue échéance, le consentement de Moscou. Au lieu d'explorer sérieusement ce terrain difficile et d'amorcer au moins une solution quelconque, les trois ou les quatre « Grands » ont perdu leur temps dans des considérations de tactique subalterne, c'est-à-dire pour savoir s'il fallait consentir ou non au gouvernement conservateur de la Grande-Bretagne une conférence à Quatre à l'échelon le plus

élevé, susceptible d'influencer favorablement quelques électeurs d'outre-Manche en faveur du parti de Churchill et d'Eden.

Beaucoup de commentateurs affirment que les journées internationales de Paris du mois de mai ont renforcé la position et la solidarité occidentales. Nous ne voudrions pas le contester, mais nous croyons que nos responsables ont, une fois de plus, manqué à leur mission essentielle et que la diplomatie occidentale n'est pas sorti grandie de l'événement.

ALFRED FRISCH.

L'Autriche adulte

Ce qu'il a peut-être de plus remarquable dans la renaissance de la liberté autrichienne, c'est que les Autrichiens y sont pour beaucoup. On a oublié de le dire ces jours-ci. Chômeurs dans l'histoire mondiale en 1918, ces anciens sujets d'un grand empire ont eu beaucoup de mal à accepter leur situation. A vrai dire, cette situation leur paraissait proprement insupportable. Aussi n'eurent-ils rien de plus pressé à faire que de s'adresser à Prague et ensuite à Budapest pour implorer qu'on ne les laissât pas seuls. Mais Tchèques et Hongrois les repoussèrent de toute la hauteur de leurs nationalismes. Le gouvernement socialiste de Vienne décida, après ces échecs, de se joindre à l'Allemagne. Les Alliés s'y opposèrent, mais les timbres de l'époque attestent encore cette première volonté d'un *Anschluss* puisqu'ils portent l'inscription : *Deutsch-Oesterreich*. Puis, les Autrichiens passèrent vingt ans à s'entredéchirer : socialistes contre catholiques. Le pays connut la guerre civile en 1927 et 1934 : Vienne la rouge était la capitale d'une campagne catholique. Au moment de l'Anschluss nazi, le pays était affaibli, mais assez nombreux furent ceux pour qui cette occupation allemande mettait fin à une situation impossible, celle précisément qui faisait des Autrichiens des parents

pauvres, écrasés par le souvenir de leur ancienne grandeur. Hitler leur donnait cependant très vite le sentiment de leur propre existence et il les fit travailler outre mesure dans l'histoire de l'Europe et du monde. Cela leur suffit pour se découvrir enfants d'une autre tradition.

Quand en 1945 les Russes confièrent la présidence du Conseil au vieux Renner, qui fut déjà en 1918 à la tête du premier gouvernement de la République autrichienne, ils ne doutaient pas un instant que le pays leur obéirait, qu'il deviendrait communiste. Les premières élections furent une surprise amère pour les Soviétiques, car le parti communiste n'obtint dans leur propre zone que 5 % des voix. Jamais par la suite, ce pourcentage ne fut dépassé. Politiquement, l'occupation ne paya pas. Au contraire, les Autrichiens donnèrent du fil à retordre à leurs maîtres qu'ils traitaient avec l'indulgence que l'adulte manifeste à des enfants mal élevés et prétentieux.

Les Soviétiques échouèrent même avec la méthode douce; sans mot d'ordre, d'un mouvement spontané, les Autrichiens refusèrent d'entrer dans les magasins de l'occupant où les marchandises, le beurre, les cigarettes, l'alcool coûtaient cependant 20 à 30 % moins cher que chez l'épicier du coin. En revanche, Renner, président de la République comme Körner, ne craignaient pas d'affronter dans des discussions serrées les haut-commissaires soviétiques, à qui ils exprimèrent en russe et parfois de la manière la plus brutale leur manière de voir. Supportant la vodka aussi bien que les Russes et souvent mieux, ils ne craignaient pas le dialogue à la moscovite. Les Soviétiques ne leur en imposaient pas. Le coup de Vienne à la sauce pragoise échoua lamentablement et les Russes n'osèrent plus jamais recommencer, ayant découvert que l'ouvrier viennois savait quand même ce qu'il voulait et était prêt à payer de sa personne. Selon la maxime, *alli gerunt bella, tu felix Austria nube,* le gouvernement autrichien prépara sa libération. Sans doute, il fallait des circonstances favorables, mais surtout, il fallait être prêt à les exploiter, et les Autrichiens le furent, car dix-huit ans de malheur avaient fait d'eux des adultes.

Le flot de pétrole continuera à couler en direction de l'Est, les tributs économiques seront payés, mais pour avoir eu depuis dix ans un gouvernement où socialistes et catholiques

collaboraient, avec le même ministre de l'industrie, un socialiste, les Autrichiens ont pu moderniser leur pays, en faire un pays industriel qui ne craindra pas d'affronter l'air libre, car ses chances comme ses forces sont intactes. Le schilling autrichien sera une monnaie aussi solide que le franc suisse.

JEAN ROUNAULT.

Les succès électoraux d'une démocratie chrétienne partagée

Le dernier congrès démocrate-chrétien italien à Naples avait été marqué par un net succès des tendances progressives à l'intérieur du parti. L'accession de Fanfani au secrétariat politique avait confirmé la victoire d'*Iniziativa democratica,* autrement dit du courant centre gauche et, par là aussi, le triomphe des éléments jeunes. La vieille garde du parti, de Pella à Gronchi en passant par Gonella (ex-secrétaire) n'avait plus désormais la faveur des militants.

On attendait beaucoup du nouveau secrétaire général pour sortir d'un immobilisme gouvernemental dénoncé avec vigueur. On attend encore... car M. Fanfani a prononcé peu de paroles et essentiellement des paroles sibyllines au point qu'en hermétisme il a peut-être battu Nenni lui-même...

Fanfani a tenu parole dans la mesure où il a toujours déclaré qu'une de ses premières préoccupations de base serait l'organisation du parti. La Démocratie Chrétienne (D.C.) plus que par le passé est devenue vraiment un parti de masse, avec tout appareil que cette qualification suppose, mais avec cette nuance capitale, qui la fait différer profondément du Parti communiste italien, que ses propres courants s'alimentent en même temps.

Les derniers succès électoraux traduisent plus ou moins ce patient travail intérieur assez ignoré à l'étranger et d'autant plus méconnu que l'on n'a pas prêté aux dernières élections sociales italiennes tout l'intérêt qu'elles méritent.

Au sein même du parti, les cadres dirigeants régionaux et provinciaux ont été rajeunis dans la proportion de 70 % dit-on; partout, et principalement dans le Midi, les ex-dirigeants des turbulents groupes de jeunesse occupent désormais des postes de responsabilité. Phénomène important qui doit contribuer, peu à peu, à briser l'influence néfaste des clientèles méridionales et qui donnera sans doute des résultats payants le 5 juin prochain aux élections régionales siciliennes. A cette occasion, les démocrates chrétiens ont ouvert sept cent cinquante sections, même dans les centres les plus perdus de l'île, alors que les communistes auraient atteint seulement le chiffre de six cent quarante-deux. Le nouveau secrétaire régional sicilien a donc bien travaillé.

Cette fièvre d'organisation ne se limite pas au parti, elle se manifeste dans les groupes sociaux parallèles à la D.C., à savoir : la Confédération dite des cultivateurs « directs » dirigée par le député Bonomi et la Confédération syndicale ouvrière (C.I.S.L. — Confédération Italienne des Syndicats de Travailleurs) du député Pastore. Ces deux organismes, apolitiques en principe, contribuent beaucoup à orienter la D. C.

Le 13 mars dernier, plus d'un million de paysans indépendants ont été aux urnes en vue d'élire les premiers conseils de direction de leurs mutuelles, or la victoire de la Confédération Bonomi a été écrasante dans la plupart des communes; la position personnelle du député Bonomi s'en trouve singulièrement renforcée au sein du groupe parlementaire. Cette position axée vers la droite s'affirme très fréquemment en liaison avec celle des quelques représentants, avoués ou non, de la Confindustria (Confédération des Industriels); elle s'oppose ainsi à d'autres intérêts et, en particulier, à ceux de l'actif directeur de l'E.N.I. (Office National des Hydrocarbures) Enrico Mattei, une éminence grise du parti, favorable à une ouverture sociale plus déterminée.

La tendance gauche va profiter encore des succès remportés par la C.I.S.L. aux élections dans les « commissions intérieures » des usines de la Péninsule. La grande presse a mis en vedette le retournement spectaculaire qui vient de s'opérer parmi les ouvriers de la F.I.A.T. turinoise. La confédération ouvrière socialiste-communiste d'inspiration

(C.G.I.L. — Confédération Générale Italienne des Travailleurs) qui détenait 65 % environ des voix en 1954 n'en a obtenu que 35 % cette année. Or, le cas de la F.I.A.T. n'est pas un cas isolé. La presse anglo-saxonne (*Times, Daily Mail*) n'a pas caché que la politique patronale et, singulièrement, celle du professeur Valletta, directeur de la F.I.A.T. pouvait expliquer, en partie, un tel revirement. Ajoutons les erreurs de la C.G.I.L. liée à un effort sérieux d'encadrement.

La Confédération ouvrière de Pastore a tenu, fin avril, un retentissant congrès à Rome et a pu faire état de deux millions d'adhérents. Les députés syndicalistes vont donc pouvoir peser d'un poids plus lourd dans les délibérations du groupe parlementaire.

L'appareil de la D.C. se renforce et, dans la même mesure les contradictions grandissent; les oppositions ne s'atténuent point. La démarche du parti s'avère prudente, peut-être, hésitante et craintive surtout. Sur bien des points, le simple « retour aux origines » recommandé par Gronchi en 1952 serait d'abord une preuve de hardiesse.

Avec l'organisation, les succès électoraux sont possibles, c'est avec une ligne ferme que l'on gouverne. L'élection présidentielle a révélé au grand jour les difficultés internes du parti. Le secrétariat a fort mal joué, puisqu'une habile manœuvre de la vieille garde évincée à Naples a suffi pour aboutir à un résultat inattendu. Toutefois, ce serait rabaisser la victoire éclatante de Gronchi que de l'envisager, comme plusieurs, sous l'angle d'une manœuvre. Ce succès dépasse de beaucoup le cadre du parti du nouveau Président, il indique, par la satisfaction qu'il a provoquée bien au-delà des étroites sphères politiciennes, l'attente d'un peuple souvent déçu mais jamais découragé.

Le message du Président répond aux inquiétudes. Gronchi ne saurait plus représenter désormais une tendance parmi d'autres; les grandes lignes de son message expriment pourtant la fidélité aux convictions profondes de toute une vie. Le parti va-t-il faire l'effort de pensée et de volonté pour mettre en pratique l'ambitieux plan Vanoni qui représente un espoir ?

Les journaux cependant abreuvent chaque jour un public indifférent de phrases byzantines. La chronique politique ne

se lasse pas d'évoquer la « clarification » nécessaire, « l'ouverture » possible à droite ou à gauche, la crise « formelle » ou la crise « substantielle »... Que peuvent bien signifier de tels propos creux pour « les travailleurs et les classes moyennes que le suffrage universel a conduits jusqu'au seuil de l'édifice de l'État sans les introduire effectivement là où s'exerce la direction politique de celui-ci »? (Message présidentiel du 11 mai.)

RENÉ NOUAT.

Les incertitudes de Bandoung

La conférence « A-A » (c'est ainsi qu'on l'appelait sur les panneaux et banderoles) ne pouvait, dans ses conclusions, qu'apporter une sorte de tableau des forces qui se sont opposées, en montrant le seul point sur lequel elles ont vraiment coïncidé : la condamnation du colonialisme européen.

Ce dernier est vraiment, surtout pour le Français et le Hollandais, « l'âne malade » de la fable sur lequel on peut s'acharner avec la plus grande aisance. Raison de plus pour que notre pays, par un tournant hardi, fasse lui aussi son « Commonwealth » comme les Anglais qui ont été relativement protégés par leurs amis du groupe de Colombo et de la Gold Coast, malgré leur colonialisme évident en Malaisie et au Kenya.

On sait que les revendications de l'Indonésie contre la Hollande, dans le conflit de la Nouvelle-Guinée, ainsi que les aspirations des mouvements nationalistes d'Afrique du Nord, ont reçu l'appui de la conférence. Cependant, il convient de noter que les positions les plus extrémistes ont été repoussées. Le délégué de l'Irak qui n'a rien dit contre le colonialisme anglais et qui représente un des régimes les plus rétrogrades du

monde, a lancé une violente attaque contre la France à laquelle le délégué du Pakistan a cru devoir se joindre au sein de la Commission. Mais Nehru a fait remarquer que la violence des mots témoignait de quelque faiblesse interne et le délégué de l'Égypte, le colonel Nasser, a présenté une résolution qui tranche nettement la question de principe, sans se livrer à d'inutiles agressions verbales. Le tandem Nehru-Nasser a bien fonctionné, sauf peut-être sur la question de la Palestine où Nehru a proposé vainement le dialogue avec Israël.

Mais c'est un fait que, si nous estimons que le colonialisme français doit être aboli et si la lutte que nous menons contre lui depuis des années porte témoignage de cette constante conviction, en revanche, nous n'avons pu qu'être surpris, voire indignés, que certains délégués qui se réclament tout spécialement de l'alliance avec l'Amérique aient fait de l'agitation contre la France comme une sorte de diversion. On a pu remarquer que, non sans habileté, la République démocratique du Vietnam ne s'était livrée à aucune attaque directe dans son message et que la Chine populaire avait fait de même. C'est sans doute que, pour des raisons stratégiques, ces délégations, tout en étant anti-colonialistes, ne veulent pas que la France soit remplacée, en Afrique du Nord, par un pays qu'ils estiment plus dangereux pour eux.

A la suite du discours du délégué de Ceylan, *Sir John,* que l'on dit tantôt être un très proche ami d'Eden, tantôt avoir été mû par des raisons personnelles, c'est le « colonialisme russe » qui a été mis sur la sellette. Il est curieux que Chou en Laï ait répondu sur un ton fort modéré et se soit borné à soulever l'exception d'incompétence : La question du colonialisme russe, a-t-il dit, concerne l'Europe, or l'Europe n'est pas représentée à la conférence.

Mais on lui a fait remarquer que le colonialisme russe se manifestait également en Asie (Turkestan, etc.) et

l'attaque s'est poursuivie sur ce point avec l'appui des observateurs nationalistes du Turkestan et du Caucase, qui avaient remis des mémoires et fait des conférences de presse dans lesquelles ils avaient expliqué qu'ils avaient droit à l'indépendance vis-à-vis des grands Russiens. Chou s'est défendu sans trop d'agressivité et cela s'explique quand on constate la ferveur de l'anti-colonialisme dans les pays d'Asie. Un communiste officiel indonésien, avec qui nous discutons de la question, m'a dit le plus naturellement du monde : « Mais nous sommes aussi contre le colonialisme russe. » Les chefs ne doivent certes pas approuver une confusion aussi sacrilège, mais ils doivent en tenir compte.

C'est ce qui explique que l'unanimité, sur la suggestion de l'Égypte et de l'Inde, se retrouve finalement dans des condamnations générales et abstraites de tous les colonialismes territoriaux, culturels, économiques, le conseil d'agir ainsi avait été donné par le secrétaire général de la Ligue arabe.

La nouvelle de l'accord partiel sur la Tunisie est parvenue après les discussions sur l'Afrique du Nord et l'adoption de la courte résolution proposée par l'Égypte à la Commission n° 4 chargée de ces questions. En ce qui concerne la Tunisie, l'affirmation d'une position de principe concernant son droit à l'indépendance n'est pas en contradiction avec les accords parisiens qui peuvent être considérés comme un pas dans le sens du vœu général exprimé par la Conférence. C'est d'ailleurs ce qu'ont reconnu les délégués de l'Égypte, de l'Inde, de l'Indonésie.

Le problème de l'Algérie est considéré, on le sait, comme différent du point de vue officiel français. Mais, là aussi, la position de la Conférence peut être exprimée comme l'espoir d'une solution allant dans le sens du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Si l'Algérie librement consultée sans répression et sans élections truquées proclamait sa volonté de demeurer fran-

çaise, soit sous forme d'une association fédérative, soit dans l'unité démocratique, il est probable que la majorité de la conférence s'inclinerait. Tel est le sens de la résolution, du moins tel qu'il m'est apparu au cours d'une conversation avec M. Nehru. On remarquera que, pour la première fois, la Turquie s'est jointe au groupe africo-asiatique, et que, par ailleurs, des pays amis de l'Amérique ont été particulièrement agressifs. L'anti-colonialisme est un levier populaire et ceci doit nous inciter à résoudre notre problème colonial le plus rapidement possible.

Outre l'anti-colonialisme, qui ne peut que croître en force et en efficacité, il n'y a pas lieu de noter des résultats très positifs, pour l'immédiat du moins. On doit apprécier la signification de Bandoung à longue portée. Mais, ainsi que cela a été souvent souligné, cette conférence a été pour la Chine populaire une sorte de consécration solennelle avant la reconnaissance officielle et l'entrée à l'O.N.U. Les efforts de l'Inde n'ont pas abouti à la reconnaissance immédiate par le bloc neutre arabe (Égypte, etc.); la nouvelle a été prématurée mais elle est vraie à terme. Il est possible que les Américains aient laissé entendre qu'il valait mieux attendre le résultat de leur tentative de compromis sur Formose et, en cas de succès, tout le monde alors reconnaîtrait la Chine.

On sait que Romulo, le délégué des Philippines, est chargé d'une mission officieuse et a des contacts avec Chou et Nehru. Le voyage des généraux américains à Formose a eu également ce sens. Mais le discours de *Sir John* de Ceylan a été peut-être imprudent, il a démasqué prématurément des batteries. Dans le principe, on ne considère nullement comme impossible un accord qui aboutirait d'une part à la neutralisation de Formose, d'autre part à la cessation du blocus et à la reconnaissance de la Chine.

M. Nehru, qui prépare le compromis, avec le con-

cours de M. K. Menon a été rendu assez mécontent par la confusion qui résulte de tout ce « grenouillage » diplomatique et s'est lancé dans de grandes proclamations en Commission sur la nécessité d'étendre au monde la méthode pacifique de l'exemple indien, dont nous avons vu apprécier au cours d'un séjour à Delhi le caractère constructif dans le sens d'une sorte de socialisme communautaire. Chou a marqué des points dans le monde arabe en prenant position sur la question de la Palestine avec rigueur.

Les Cinq attendaient beaucoup de la Conférence au point de vue économique et culturel. Le Japon s'est consacré à ces tâches et a fait impression par son plan d'aide technique et économique. La Chine a voulu rassurer l'Indonésie, particulièrement travaillée de l'intérieur par un parti communiste actif, en signant le traité sur la double nationalité, qui tend à apaiser les craintes des Indonésiens concernant l'action de la puissante colonie chinoise.

La prise de conscience de la nouvelle Asie, la ferveur de l'anti-colonialisme n'ont pu dissimuler la difficulté d'aboutir à des accords concrets et positifs. A la division des blocs, s'ajoute la faiblesse des régimes de la plupart de ces pays. Tant qu'une force politique ne se lèvera pas, capable de créer des régimes politiquement et économiquement supérieurs aux régimes du bloc russo-chinois, nous aurons bien souvent des colosses aux pieds d'argile occupés à maintenir une fragile coexistence et un misérable niveau de vie. L'Occident s'il persiste à vouloir sauver l'impossible colonialisme politique et l'injuste colonialisme économique, enterrera la démocratie et se liquidera lui-même. Faire oublier le colonialisme et apporter à l'Asie et à l'Afrique une aide désintéressée dans tous les domaines, tel est le véritable intérêt de l'Occident.

JEAN ROUS.

Interrogations sur le Sud-Vietnam

Bien avant les premiers troubles du 29 mars à Saïgon, on parlait déjà beaucoup d'une rencontre franco-américaine à propos de l'Indochine. On en parlait surtout à Washington ; on était moins pressé à Paris. Lorsque MM. Edgar Faure et Foster Dulles se sont finalement rencontrés dans une période fertile en événements diplomatiques, ils ont paru fort gênés d'aborder le sujet. L'évolution de la situation au Sud-Vietnam les dépassait, semble-t-il, l'un comme l'autre. Dans l'impossibilité de rapprocher des vues trop divergentes, ils ont finalement résolu de se dire d'accord sur une politique commune sans en avoir défini les conditions ni les modalités.

Bao Daï est assurément le grand vaincu : venu de Cannes à Paris avec un plan, d'ailleurs fort intelligent, de règlement de la crise saïgonnaise, il a été purement et simplement oublié, n'ayant reçu de M. Laforest qu'une « visite de courtoisie ». Et c'est M. Ngo Dinh Diem qui apparaît dans cette crise comme le grand triomphateur. Le président du Sud-Vietnam se voit en effet assuré du soutien total, non plus seulement des États-Unis, mais aussi de la France. Avec l'armée nationale qui lui a été *grosso modo* fidèle, il a bouté les forces Binh-Xuyen hors de l'agglomération de Saïgon-Cholon. Le comité révolutionnaire, né durant les journées de combats urbains, le fait acclamer, tandis que l'on conspue Bao-Daï et les colonialistes français. Abandonné dans les semaines antérieures par au moins treize de ses ministres, il a réussi à former un nouveau gouvernement. Le bilan paraît positif et la balance penche en faveur de l'homme d'État catholique. Tout semble

ainsi contredire les pronostics des augures français. Derrière les apparences, il y a cependant une réalité assez différente qu'il convient d'apprécier en reprenant chacun des points formulés.

Soutien franco-américain?

Il devient banal de répéter que M. Diem, hissé au pouvoir par la volonté américaine au moment de la conférence de Genève, ne s'y est maintenu que grâce à l'appui et aux dollars des États-Unis. Il n'y a d'ailleurs lieu ni de s'en étonner ni de s'en offusquer. Aucun autre candidat à la succession du président ne saurait envisager, dans l'état actuel des choses, de gouverner sans les dollars d'outre...-Pacifique.

Il y a un an, les responsables et les experts américains voyaient en M. Ngo Dinh Diem l'homme nationaliste et intègre entre tous, anticommuniste parmi les anticommunistes, d'un anticolonialisme assez antifrançais pour faire l'unité du Sud, affronter le Nord, et, s'il fallait voir loin, remporter sur le Vietminh une victoire — politique ou guerrière suivant le sens de l'évolution. Les Américains sont beaucoup moins sûrs aujourd'hui que M. Diem soit bien l'homme qu'ils avaient, pourrait-on dire, conçu. C'est lorsque sa faiblesse apparut assez évidente, dans le désarroi de cette constatation, qu'ils souhaitèrent une rencontre avec le gouvernement français : un peu plus d'empressement de la part de ce dernier — c'était au mois de mars — aurait peut-être permis d'infléchir les événements dans un sens moins tragique. Mais les milieux responsables français ont alors accrédité l'idée, à Washington même, qu'il n'y avait guère de solution de rechange. Aussi bien le gouvernement des États-Unis est-il convaincu maintenant des limites de M. Ngo Dinh-Diem qui lui apparaît cependant encore comme le seul homme à qui, au Sud-Viet-

nam, on puisse sans imprudence excessive remettre les chèques de l'aide américaine avec des chances raisonnables qu'ils soient sainement employés. Contrairement à ce que l'on dit trop souvent, si cette vue est sommaire et simpliste, elle n'est pas dépourvue de tout fondement. Il est en tout cas certain, eu égard au climat régnant au congrès, que si M. Diem devait abandonner son poste, l'aide américaine serait aussitôt réduite, sinon supprimée. C'est pourquoi, en termes américains, abandonner M. Diem signifierait abandonner le Sud-Vietnam.

Or, le Sud-Vietnam ne pourrait rien sans l'aide américaine. Les compatriotes de M. Diem le savent si bien qu'il faut voir là le secret, direct ou indirect suivant les cas, de bien des « ralliements ». On le sait bien à Paris également, et c'est, entre autres raisons, pourquoi, faute de pouvoir amener Washington à une autre perspective, M. Edgar Faure a fini par se « rallier » lui aussi à la politique de M. Dulles. Encore cette adhésion n'est-elle pas donnée sans réserves. MM. Faure et Dulles se sont mis d'accord pour affirmer qu'ils adoptaient une ligne commune de soutien à M. Diem ; c'est tout. On a dit de source autorisée française que ce soutien était inconditionnellement valable jusqu'au mois de juillet, époque à laquelle auraient lieu des élections dans le Sud. Il semble bien, et c'est ainsi que les Américains présentent quant à eux « l'accord », que rien de tel n'a été positivement exprimé au cours du dialogue Faure-Dulles. Si le soutien accordé à M. Diem représente une manière de « sursis », c'est là une idée toute française ; elle n'est aucunement partagée. Une seule chose positive a été décidée ; c'est, en vue d'assainir les relations franco-américaines à Saïgon, le rappel d'un nombre égal de fonctionnaires de l'ambassade et du commissariat général.

Victoire sur les sectes ?

On sait en effet que si les représentants des États-Unis à Saïgon — à l'exclusion d'ailleurs du général Lawton Collins qui a été le premier rappelé — ont encouragé M. Ngo Dinh-Diem à se lancer dans une épreuve de force, les fonctionnaires et le commandement français ont été accusés d'épauler activement les Binh-Xuyen dans leur combat contre les forces gouvernementales. La vérité est assez difficile à établir. Un tel reproche ne saurait être adressé aux généraux Ely et Gambiez, mais cela ne suffit pas à prouver le contraire. En revanche, les services de l'armée estiment généralement avoir une dette de reconnaissance envers les sectes qui depuis leur ralliement ont permis de maintenir un certain « ordre » — nullement moral il est vrai — dans le Sud, tandis que nos forces combattaient au Tonkin ou au Laos. Il est vrai, d'autre part, que nos compatriotes de Cochinchine en sont venus à manifester à l'égard de M. Diem une hostilité aussi passionnée que l'attachement de nombre d'Américains. En fait, malgré des provocations multiples, le commandement français s'est efforcé le plus longtemps possible de s'entremettre entre les deux antagonistes afin d'éviter une explosion qui est néanmoins survenue le 28 avril.

Le succès remporté par l'armée nationale sur les Binh-Xuyen a surpris. Cependant, les différentes positions de la secte tant à Cholon qu'à Saïgon étaient tenues par un petit nombre d'hommes bien entraînés et bien armés qui ont toujours pu « décrocher » chaque fois qu'ils étaient sur le point d'être submergés. Baï Vien, le chef de la secte, avait depuis longtemps prévu ce repli et avait transporté son P. C. dans les rizières du Sud. Aussi les Binh-Xuyen demeurent-ils une menace contre le gouvernement. Avec les Hoa Hao, ils peuvent couper les ponts qui mènent à la capitale et gêner le ravitaille-

ment. L'armée nationale, comme naguère le corps expéditionnaire, ne peut guère songer qu'à tenir ouvertes les routes : elle peut, en revanche, très difficilement engager le combat dans les rizières ou la campagne. Enfin les Binh-Xuyen, bien formés à l'action clandestine, pourraient avoir laissé dans la capitale des groupes terroristes. On peut admettre cependant que la population, qui a trop souffert des exactions des hommes de Baï Vien, ne les couvrirait pas.

Même si, au début, il n'a été engagé dans les combats que quelques bataillons amenés du Centre-Vietnam et dont la fidélité était certaine, le succès le plus notable du chef du gouvernement a été d'établir son contrôle sur l'armée. L'appréciation de son comportement à l'égard du général Nguyen Van Vy, qui eût lui-même tenté un coup de force contre le président, relèverait d'un jugement moral et non point politique.

Le comité révolutionnaire et les caodaïstes.

Si à Saïgon même M. Ngo Dinh-Diem peut revendiquer une victoire sur les Binh-Xuyen, si les Hoa-Hao demeurent assez loin de la capitale, il est loin d'avoir réglé le problème des sectes. Les caodaïstes, qui ne sont pas les moins puissants ni les moins nombreux, sont demeurés en dehors de la bataille, quelle que fût la solidarité de principe qui ait uni au sein du « Front unifié des forces nationalistes » les états-majors des trois sectes. Le « pape » caodaïste n'était-il pas le président de ce mouvement dirigé contre le chef du gouvernement et théoriquement favorable à Bao Daï ?

Cependant, pour répondre à l'initiative de ce dernier qui, depuis Cannes, à la suite du déclenchement des combats, avait lancé une convocation à une quarantaine de notabilités, éliminant implicitement M. Diem du gouvernement et lui retirant explicitement tous pouvoirs

militaires, le président rechercha un soutien que ses ministres, réduits à trois ou quatre, ne pouvaient guère lui apporter. C'est à deux caodaïstes que M. Diem s'adressa, deux généraux de la secte qui s'étaient ralliés à son gouvernement, au mépris de la condamnation du « Front unifié », mais sans doute avec la bénédiction du « Saint-Siège » caodaïste dont la duplicité est un principe d'action. Les généraux Trinh Minh The et Nguyen Thanh Phuong rameutèrent alors un certain nombre de leurs partisans ou de chefs de groupes jaillis on ne sait trop d'où. C'est le comité révolutionnaire ainsi créé qui prononça la déchéance de Bao Daï. M. Diem en attendait-il autant ? C'est probable. Mais ce qu'il n'attendait sans doute pas, c'est que les membres du comité en vinssent à affirmer : « Le pouvoir, c'est nous qui l'avons, et Diem ne l'exercera que pour autant que nous le lui laisserons. »

Les tentatives faites ensuite par le chef du gouvernement pour donner une base populaire à son action n'ont guère été plus probantes. Aux états généraux qu'il évoqua concurremment au congrès national réuni par le comité, avec des délégués non moins préfabriqués, les choses ne tournèrent pas mieux : dépassé par ses propres amis du Nord et du Centre, M. Diem vit ses pouvoirs discutés par les représentants de Cochinchine.

A travers tant de confusion, M. Ngo Dinh-Diem a néanmoins réussi à former un nouveau cabinet beaucoup moins représentatif encore que les précédents. Le Sud n'y est pas plus représenté et l'on discute de savoir si deux des ministres peuvent être considérés comme caodaïstes. En fait, le président du Conseil a voulu se tenir à l'écart des tendances dont la représentation au sein du cabinet n'eût pas tardé à le faire éclater. Il ne s'en trouve pas moins en face des mêmes appétits, des mêmes intérêts.

L'énergie dont a fait preuve M. Ngo Dinh-Diem contre les sectes, sa volonté de se tenir en dehors des que-

relles de groupes qui postulent sa succession, pourraient le grandir aux yeux du petit peuple. Mais si un semblant de sécurité est rétabli dans la capitale même, nul n'est assuré que ce calme durera alors que la guerre civile se poursuit dans les campagnes toutes proches. Mais surtout la politique de M. Ngo Dinh-Diem demeure éloignée des aspirations du peuple qui, alors qu'intellectuels et bourgeois discutent d'institutions ou d'élections illusoires dans l'actuel chaos, ne souhaite que la paix, une paix qu'il finira par n'attendre que du Nord. N'est-ce pas d'ailleurs pour maintenir cet espoir intact, voire pour le faire grandir, que le Vietminh, qui n'en est pas moins présent, demeure sur une prudente expectative ?

PIERRE-ALBIN MARTEL.

Le Parti populaire syrien et la violence dans le Proche-Orient

Un officier syrien de plus, le colonel Adnan Melki, vient de tomber victime des luttes politiques. Le sacrifice de la victime illustre la ténacité d'un patriotisme syrien, obstinément opposé aux plans annexionistes du « Croissant fertile », et la vigueur d'une fierté damascène à laquelle serait insupportable la primauté de Bagdad. Mais le geste et la personnalité de l'agresseur appelleront utilement l'attention sur l'extraordinaire vitalité agressive de cette formation vieille aujourd'hui de vingt ans, le *Parti Populaire Syrien* ou *P.P.S.* Il y a là, en effet, un aspect de l'Orient moderne que l'opinion occidentale ignore, mais qui est caractéristique de certaines tendances obscures de l'arabisme.

Le chef du *Parti Populaire Syrien,* Georges Abdel Messih, député au Parlement de Damas, est aujourd'hui en fuite.

Il s'agit d'un chrétien, comme c'est le cas également pour cet officier *P.P.S.* impliqué aussi dans l'affaire, M. Ghassan Jdid. Le prénom de Ghassan, très en vogue parmi ceux des Grecs-orthodoxes du Levant qui sont férus d'arabisme, évoque le souvenir de la phylarquie des Ghassanides, marche méridionale de Byzance au Ve siècle; car une complaisante légende politique, fondée sur les approximations périmées de Caussin de Perceval, fait aujourd'hui de ces Ghassanides dont le passage au monophysisme contribua fortement à ébranler l'Empire grec et à faciliter l'expansion de l'Islam, les précurseurs et les symboles d'une idéale unité arabe islamo-chrétienne.

Mais le *P.P.S.* s'est alimenté aussi de mythes plus neufs. Son fondateur, un Libanais, Antoun Saadé, était lui aussi un chrétien; on sait que quelques chrétiens du Levant, plus précocement ouverts aux incitations occidentales et accessibles aux idées nouvelles que les Musulmans traditionalistes, ont figuré parmi les protagonistes extrêmes du nationalisme oriental. Emigré, de retour du Brésil, Antoun Saadé en rapportait à Beyrouth, en 1934, un programme à la fois laïcisant, moderniste et fasciste; on tenait à l'époque ce personnage pour inspiré, sinon stipendié, par les Puissances totalitaires, soucieuses de provoquer indirectement le désordre en Orient. A la fondation du *Parti Populaire Syrien*, négateur, jusque dans son titre, de l'idée nationale libanaise qu'il sacrifiait à la thèse de la Grande Syrie, répondit aussitôt le mouvement des *Phalanges libanaises*, ou *Kataeb*, fondées et dirigées aujourd'hui encore par un irréprochable patriote libanais, M. Pierre Gemayel.

Dissous en 1937 comme « formation paramilitaire », privé de son chef en fuite, mais reconstitué clandestinement, poursuivi à diverses reprises, camouflé en 1944 sous le nom de *Parti Populaire Social* et prétendument rallié alors à l'indépendance libanaise, le *Parti Populaire Syrien* reprend en 1947, avec le retour d'Antoun Saadé au Liban, ses tendances ouvertement panarabes, tout en gardant son goût de l'action directe et secrète. En 1949, au moment où la police met la main sur les preuves d'un complot *P.P.S.*, les membres du mouvement donnent l'assaut aux postes de gendarmerie et Antoun Saadé lance un appel à la rébellion; traqué, réfugié en Syrie, mais livré dans des conditions obscures par le gou-

vernement Husni Zaïm, qui reconnaît en lui un adversaire de l'indépendance nationale syrienne, il est condamné à mort au Liban, pour haute trahison, et rapidement exécuté.

Cependant, tandis que les formations politiques, en Orient, sont classiquement liées au destin d'une personne, le *P.P.S.*, non seulement survit clandestinement à son fondateur, mais le venge avec éclat : dès 1951 il abat, à Amman, l'ancien président du Conseil libanais, Riadh ben Solh, responsable non seulement de l'exécution de Saadé, mais surtout de la réussite de l'État libanais islamo-chrétien et de la consolidation de l'indépendance libanaise. Toujours hors la loi, le mouvement inspire un journal à Beyrouth; il participe aux luttes électorales et il envoie à la Chambre libanaise, en 1953, un député qui se réclame ouvertement de lui. Il essaime enfin en Syrie où, mettant à profit le libéralisme des autorités et la sincérité des élections de 1954, il réussit également à se faire représenter au Parlement. Honni et toléré, adversaire des États syrien et libanais mais habile utilisateur de leurs institutions, le *P.P.S.* conjugue obscurément la propagande ouverte de quelques publicistes et tribuns de talent avec l'action secrète d'hommes de main qui savent aller, une nouvelle preuve vient d'en être donnée, jusqu'au crime.

Ces précédents politiques complexes, sinon confus, sembleront moins inutiles à connaître, lorsqu'on les rapprochera des récentes informations d'origine syrienne selon lesquelles des agents étrangers auraient armé l'assassin d'Adnan Melki, en vue de réduire la résistance opposée par la Syrie à l'extension du pacte turco-iraquien. Sans doute, précisent aussitôt les commentaires de même source, n'est-il nullement question d'une collusion entre les États-Unis et le *P.P.S.;* au sein de celui-ci, ajoute-t-on, les cadres politiques semblent en l'occurrence avoir été débordés et compromis par les éléments activistes...

En dépit de bien des procès ouverts, de bien des verdicts émis, on n'a jamais pu étaler au grand jour les vrais ressorts du *P.P.S.* L'idéal et la foi n'en sauraient être exclus, de l'aveu même des adversaires déterminés de ce mouvement; c'est ainsi que M. Georges Naccache, jadis cofondateur des *Kataeb* et directeur de l'*Orient,* reconnaît en lui « une organisation, une mystique, le goût de l'action et du sacrifice »; mais on décèle aussi dans le *P.P.S.* une redoutable volonté

de puissance, nourrie du double goût de la violence et du secret. Le mouvement a su lier fortement, à des Musulmans panarabes, de jeunes Grecs orthodoxes et Druzes sans doute soucieux de se guérir, par la surenchère, de leurs complexes minoritaires. Après avoir vainement tenté d'abattre le Liban, et provisoirement disparu de ce pays au lendemain de son échec, il essaie aujourd'hui d'ébranler la Syrie. Une fois de plus hors la loi, et apparemment dispersé, sous quelle forme renaîtra-t-il demain ? et quelles tentations nouvelles offrira-t-il aux apprentis sorciers que leur esprit simplificateur pousse à remodeler le Proche Orient au mépris des données historiques et des réalités sociales ?

PIERRE RONDOT.

Pour le logement de tous

Dix ans après la fin de la guerre et des périodes de destruction massive, la reconstruction du domaine immobilier disparu et la construction des logements neufs indispensables n'ont encore porté que sur des réalisations numériquement trop peu nombreuses et terriblement loin, dans leur ensemble, des besoins même les plus urgents.

Au total, en effet, jusqu'à la fin de l'année 1954 — aucune statistique n'ayant encore été officiellement publiée pour cette dernière année — il semble que 630.000 logements aient été achevés, dont 160.000 en 1954, alors que les besoins ont été, de diverses parts, estimés à 250.000 logements annuels au minimum.

Mais si les logements actuellement achevés et les chantiers ouverts sont encore insuffisamment nombreux, ils sont cependant répartis dans l'ensemble du pays, — c'est-à-dire dans tous les centres de quelque importance, — on pourrait même dire dans tous les cantons. Ainsi ont-ils partout valeur de témoignage et sont-ils, pour chacun, un signe propre à éveiller la confiance.

Si, d'autre part, les textes législatifs ou réglementaires difficiles à connaître par le menu, même par ceux qui sont directement mêlés aux problèmes quotidiens que pose la construction, ont suscité, à raison même de cette complexité, des critiques de divers ordres, il est juste d'observer que cette complexité résulte avant tout du souci que les ministres successifs ont eu de répondre à des besoins très divers. Ainsi, par vagues successives, ont été promulgués les textes qui concernent la reconstruction des logements sinistrés, les modes de financement spéciaux aux organismes d'habitations à loyer modéré, les avantages accordés aux constructeurs désireux d'accéder à la propriété de logement, l'objectif proposé ayant été de répondre progressivement aux besoins des plus modestes.

Enfin, durant ces derniers mois, un effort considérable a été entrepris dans le domaine auquel on avait jusqu'ici été le moins attentif, celui de la construction de logements destinés à la location. Cet effort a été, au surplus, largement complété dans les très grands centres par l'entrée de la Caisse des dépôts et consignations parmi les plus grands organismes de construction, avec des formules nouvelles de prêt sans intérêt ni amortissement durant une longue période, et avec des programmes hardis à l'échelle véritable des problèmes posés, parmi lesquels figure la destruction des îlots insalubres.

Tous les éléments se trouvant désormais assemblés, au moins sur le plan des textes, il a paru que le moment était venu de faire de ces textes un inventaire, afin de les ordonner, et de simplifier dans ce domaine à la fois l'organisation du contrôle des Pouvoirs publics et l'ensemble des structures administratives.

A la différence des pays étrangers, les dernières années avaient vu, en effet, en France se durcir les contrôles de l'État et les obligations de tous ordres imposées aux constructeurs; elles avaient vu, en particulier, se réduire, pour tous les logements faisant appel aux prêts publics, les normes de surface.

Aussi le moment était-il maintenant venu, tant dans le désir de tous que dans les intentions du gouvernement, qui en usera, semble-t-il, dans le cadre des pouvoirs spéciaux dont il dispose, de desserrer toutes sortes de contraintes.

Certes, ces contraintes desserrées, l'industrie du bâtiment, pour répondre aux besoins considérables qui la pressent, aura à faire face à des problèmes importants d'équipement technique et de formation professionnelle de main-d'œuvre qualifiée, d'autant plus importants et d'autant plus nécessaires qu'il faudra assurer sans inflation des coûts la poursuite de cette expansion. Mais l'association de plus en plus étroite et de plus en plus générale des salariés à la productivité des entreprises doit assurer au bâtiment une longue période d'expansion à l'abri de toute grève.

Dans ce climat nouveau d'optimisme, encore timide mais assez généralement ressenti, pour le logement de tous, la décision, présentée par la presse comme quelque peu révolutionnaire, prise tout récemment par le maire de Dreux, d'interdire le relogement dans les immeubles insalubres, nous a paru comme un signe particulièrement accordé à ces promesses et qui valait d'être relevé avec joie et amitié.

Car s'il est vrai qu'il existe en France, depuis 1850, une série de textes dont l'objet est d'interdire l'habitation dans des locaux insalubres, et même d'assimiler les propriétaires offrant de telles locations à ceux qui vendent des denrées insalubres, ces textes étaient depuis toujours des armes émoussées, sans utilisation possible.

Comment interdire, en effet, à des familles de s'installer dans des taudis, dès lors que le pays ne pouvait leur offrir aucun logement acceptable ? Comment l'interdire, sinon en assurant de telles possibilités par des constructions en nombre suffisant ?

Sans doute le maire de Dreux a-t-il estimé que les logements nouveaux offerts aux occupants des logements insalubres répondaient aux besoins dont il avait connaissance, puisqu'il a pu interdire de louer tout local frappé d'une déclaration d'insalubrité.

« Considérant, en outre, dit l'arrêté municipal, que le règlement d'hygiène de la ville de Dreux — qui est la reproduction du règlement-type proposé à l'époque — s'il prévoit des conditions assez minutieuses d'habitabilité pour les étables, etc., est muet en ce qui concerne le logement des hommes..., qu'il y a donc lieu de se préoccuper d'urgence de cette situation et d'y mettre fin... »

Faut-il poursuivre ou s'arrêter plus longuement à cette

brève formule qui rappelle avec concision mais avec gravité l'importance du problème qui reste posé : « Qu'il y a donc lieu de se préoccuper d'urgence de cette situation et d'y mettre fin » ?

René Parès.

AZIMUTS

De la controverse considérée comme le noble art

Nous pensons être agréables à nos lecteurs en leur procurant un panorama de la presse catholique spécialement vouée à donner un critère droit sur les idées et les événements, qu'ils puissent ainsi avoir un jugement sûr... En France : 1) *La Pensée catholique,* bimensuel, fondée par l'abbé Lucien (*sic*) Lefèvre, Mgr Lusseau, et d'autres prêtres séculiers et réguliers éminents formés au Séminaire français de Rome... sous le long et glorieux rectorat du Rme P. Le Floch... 2) *Verbe,* revue mensuelle du mouvement nommé *La cité catholique*... Les assesseurs spirituels et doctrinaux de *Verbe* sont les Pères coopérateurs paroissiaux du Christ-Roi... de Chabeuil, ainsi que les Pères Bénédictins de Solesmes. 3) *Paternité, Maternité,* revue mensuelle, dirigée par M. Pierre Lemaire, président des pères de famille français, connu par des campagnes contre l'immoralité de la mode, du cinéma, de la presse pornographique déguisée en catholique, contre l'art blasphématoire nommé « sacré moderne », contre la presse moderniste et progressiste... 4) *Marchons,* organe mensuel des exercices spirituels des Pères du Christ-Roi : Chabeuil — Ces quatre revues sont liées par une égale fidélité à la foi « pure et intègre » et pour cette raison tous les libéraux les appellent « intégristes ».

Tournons la page : on y traite de l'article « lamentable » de l'abbé Iribarren sur la censure, dans *Ecclesia,* et de la « lamentable » publicité donnée à cet arti-

cle par *Criterio* (Buenos-Aires), *La Documentation catholique, l'Ami du clergé*. Ce dernier a cité la revue « moderniste progressiste » *La Vie Intellectuelle* (juillet 1954); ce qui déclenche chez le vénéré confrère (P. Hervé Le Lay, directeur et rédacteur unique de *La Tradicion*, publiée à Salta en Argentine) que je continue de traduire, les déclarations suivantes :

1° *La Vie intellectuelle*, revue mensuelle des Dominicains de Paris, est une revue progressiste, d'inspiration nettement marxiste, qui *sur tous les problèmes* cherche à inculquer à ses lecteurs un critère marxiste. Pour cette raison, le Saint-Siège dut prendre les sévères mesures qu'on a connues en février : déposition des Provinciaux de l'Ordre de France; exil de Paris avec interdiction de continuer à écrire, des Pères Congar, Chenu, Féret, Boisselot, les principaux et plus hardis publicistes (*périodistas*) de la branche française. Malgré tout, *La Vie Intellectuelle* suit toujours exactement la même ligne : elle n'a jamais changé. Sur l'organisation de la presse « catholique » progressiste, lire l'article documenté du *Bulletin de Paris* du 26 mars...

2° Il est très à craindre que certains dirigeants de l'Action catholique espagnole veuillent lui imprimer une orientation parallèle à celle des Actions catholiques italienne et française. Quant à l'Action catholique italienne, les infiltrations hétérodoxes ont déterminé des changements importants dans des postes de direction, Veronese, Rossi, etc. Quant à l'Action catholique française, il est *indispensable* de lire le dossier rédigé par les Industriels catholiques français et communiqué à l'Assemblée des Cardinaux et Archevêques de France, publié pour la première fois dans *l'Observateur catholique* du 1er juillet 1953, puis dans *La Pensée catholique*.

Des foudres de cette main que j'allais dire libérale, nulle frontière ne protège les coupables. Belge, le chanoine Jacques Leclercq, chilien, le jésuite Bergecio, argentins, les directeurs de *Criterio*, espagnols, l'abbé Iribarren, ou le laïc Garcia Escudero, reçoivent de notre éminent radiesthésiste le traitement rapide que semble réclamer leur mal. Voici par exemple, le verdict porté sur Escudero, à la suite de son article publié en Espa-

gne et qu'on trouvera dans *La Documentation catholique* (23 janvier et 6 mars 1955) :

> 1° M. Escudero est un esprit faux, ami des ennemis de sa patrie et de sa foi... 2° Nos lecteurs qui n'ont pas à leur portée cet article pourront constater la vérité de la conclusion précédente en se référant à un livre du même auteur, qui vient de paraître à Barcelone, *Les Prêtres ouvriers et le Catholicisme français*. Nous ne l'avons pas lu, mais il est *moralement impossible* que l'auteur de notre article puisse donner un jugement sensé sur le thème du livre. Aussi le jugement [favorable] que porte sur ce livre le P. Marin Triana, S.J., dans *Le Messager du Cœur de Jésus* (Bilbao, fév. 1955) nous paraît-il moralement incroyable...

L'un des brefs considérants relève que l'auteur s'est une fois servi du couple bourgeoisie-prolétariat, distinction qui paraît à notre incomparable critique « inconvenante et de saveur marxiste ».

Cependant notre inestimable censeur semble particulièrement attentif à la France. Dans son palmarès, *Esprit* a un accessit, comme *La Vie Spirituelle, La Vie Intellectuelle* est plusieurs fois nommée. En *Témoignage chrétien* il vise

> le rendez-vous de tous les progressistes français, soit « théologiens laïcs », visés par le Pape dans son allocution du 31 mai 1954, comme sont Joseph Folliet, Paul Claudel, Daniel Rops, Gabriel Marcel, Fumet, Mandouze, Latreille, Marroux (*sic*), Maritain, — soit religieux partisans de la « théologie nouvelle » les Pères Congar, Chenu, Féret, Boisselot, Maydieu, Régamey, etc., dominicains; les Pères de Lubac, Fessard, Daniélou, Teilhard de Chardin, etc., jésuites.

Marc Sangnier, nous assure-t-on, ne fit qu'une fausse soumission, lorsqu'il fut condamné par saint Pie X.

Paul Claudel, déjà nommé, est à nouveau pisté par notre infatigable polyvalent, soutenu cette fois par le P. Valentin Breton et l'abbé Ducaud-Bourget. Une remarque de ce dernier sur le profond symbolisme maçonnique de certaines pièces réussit à provoquer chez notre

insurpassable détective des déductions dont je ne sais s'il faut admirer la légèreté ou la lourdeur.

Claudel n'aurait-il pas été maçon ? Cela donnerait une explication de son constant et inexplicable succès mondial, et du fait qu'après avoir collaboré vraiment et étroitement avec les Allemands pendant l'occupation en France, il ait réussi à éviter les condamnations qui tombèrent iniquement sur les grands « résistants » le maréchal Pétain et Charles Maurras.

Le P. Le Lay paraît désirer le dialogue, car il a eu la bonté de nous envoyer sa production. Je voudrais d'abord lui en dire ma reconnaissance. Il a de plus les meilleures intentions. Son programme, il l'emprunte de l'allocution du Saint-Père aux journalistes américains : « rapportez les faits avec fidélité, tels que vous les avez vus : en les interprétant uniquement d'une façon conforme aux normes de la justice et de la vérité ». Il prône la méthode théologique traditionnelle, du moins il en regrette l'absence chez certain de ses inculpés, il la définit : arguments par la Bible, la Tradition, le Magistère, la Raison. Ses arguments sans doute sont peu nombreux, mais frappants. De raison, je n'en ai guère vu. Le Magistère est relativement bien représenté par quelques allusions à quelques encycliques et des extraits de lettres pastorales bien choisies. La Tradition est réduite à un court texte de saint Victor (sic) de Lérins. De l'Ancien Testament on cite le verset 17 du Psaume 70 : les censeurs de Claudel se l'appliquent, utilisant non la récente version romaine, mais le texte de la Vulgate qu'on peut traduire : « Parce que je n'ai pas connu la littérature, j'entrerai dans les puissances du Seigneur » ; on ne saurait nier la pertinence de cette accommodation. Le Nouveau Testament est, d'apparence, mieux partagé. Deux mots de saint Paul : « Garder les traditions » servent de *motto*, comme disent les Anglais, à toute la publication. A Notre-Seigneur, « le divin tra-

ditionaliste » sont repris deux textes. L'un se trouve à la première page « Malheur à vous quand les hommes diront du bien de vous, car ainsi firent leurs pères avec les faux prophètes » (Luc, 6, 26). Désireux d'éviter pareille confusion à un respectable ecclésiastique, peut-être me serais-je résigné à dire de lui juste assez de mal pour sa consolation; mais resongeant au texte au bout des six numéros, comment faire? Il me semble que les psychologues donnent un nom à ceux qui payent pour se faire fouetter, et que l'Église catholique n'a jamais encouragé le comportement, populaire chez les Circoncellions, de provoquer des adversaires en les battant pour jouir ensuite du martyre par représaille. Le second texte est, bien entendu, mais au service d'une sainte hargne, la parole de miséricorde du Christ sur la Croix : « Père, pardonne-leur, car ils ne savent ce qu'ils font. » Ames bienheureuses, âmes prédestinées qui s'identifient sans douleur au Christ crucifié!

Entendez-moi, mon R. Père, je ne mets ni votre conviction profonde en cause, ni votre bonne foi en doute. On peut être heureux, comme je le suis, que l'Église catholique permette à des passions si différentes, la vôtre et la nôtre, de coexister et de rivaliser au service de la Vérité. J'irais même jusqu'à regretter votre absence, si elle était pensable. Mais certaines de vos méthodes me gênent.

Claudel aurait été franc-maçon, insinuez-vous sans preuves positives, pour le démolir. Mais Joseph de Maistre l'a été, et vous le citez avec honneur. A *Témoignage chrétien* vous reprochez un rédacteur dont plus tard un livre a été mis à l'Index. Maurras en a plusieurs, et alors? Saint Thomas a bien eu des thèses importantes condamnées par les autorités traditionalistes de sa génération. L'abbé Michonneau aurait commis, selon vous, une « muflerie », pour n'avoir pas cité dans un certain contexte saint Pie X, entre Léon XIII et Benoît XV. Mais n'est-ce pas égratigner quelque peu l'autorité pon-

tificale que d'appeler glorieux le rectorat du P. Floch, lequel fut démissionné par l'autorité romaine, sous Pie XI ?

Je crains que vous ne fassiez quelque peu sourire lorsque votre justice confond sous un seul verdict, comme coupables d'une même conjuration, des hommes, laïcs ou religieux, assez divers, pour ne pas dire davantage. A l'apostasie laïque rendue responsable de la crise sociale française, vous opposez la réussite économique de l'Allemagne, due à son âme religieuse, et à son école confessionnelle aussi bien protestante que catholique : que diriez-vous si, non contents de constater la simplicité de cette argumentation que j'aimerais voir appliquer aux États-Unis et à la Russie, à l'Espagne et à la Pologne, nous nous avisions d'y subodorer je ne sais quel indifférentisme dogmatique ? Mais on regrette, pour vous plus que pour nous, car il n'est pas sûr que de pareils emportements ne nous rendent pas service, que vous mitrailliez une revue comme la nôtre d'épithètes assez infamants sans apporter d'autres preuves que votre interprétation des événements et votre divination des doctrines, sans autre justification que le thème d'un article rapporté par une autre revue. Ces mœurs sont-elles vraiment conformes aux normes de justice évoquées aux journalistes par le Saint-Père ? Il est vrai, vous placez délibérément votre revue sous le signe de l'efficacité, et il est plus expéditif d'assommer ou d'injurier un autre-pensant que de lui prouver ses torts ou d'écouter ses raisons. Est-ce là respecter ses adversaires ou même ses lecteurs ? Si l'on s'arroge certaines tâches de S.S. Pie XII sur le droit pénal (3 oct. 1953) ?

Vous parlez parfois de charité. « Charité intellectuelle », dit le titre de votre sixième fascicule ; la « charité politique », nous est-il dit au cinquième, est la plus haute forme de charité, celle

qu'exerce la grande majorité du peuple espagnol... en soute-

nant le gouvernement catholique qui remplit le mieux son devoir à l'égard de l'Église, en se mettant filialement au service de sa mission rédemptrice des individus et de la société.

Soit, mais maniées par vous, je redoute quelque peu ces charités ; je crains que les modes nouvelles dont vous habillez l'amour chrétien, et les armes que votre passion lui impose, ne gênent quelque peu les comportements et les gestes spontanés que lui prête par exemple saint Paul dans l'épître aux Corinthiens. Appliquez-nous d'abord, je vous en prie, la justice et la charité traditionnelles.

Avant de terminer, je voudrais m'excuser auprès de mon lecteur. Ce n'est pas sans répugnance que je lui ai offert de pareils textes, les autres et les miens. Pourquoi donner tant d'attention à ces minces fascicules ? Je désobéirais à l'éditorial de mai comme à mes propres instincts si je les regardais comme caractéristiques d'une tendance, si je prêtais ces mœurs à tous ceux qui partagent cette hostilité à notre égard. Fallait-il y répondre ? Je pourrais plaider la légitime défense, nécessaire en certaines conjonctures ; l'opportunité parfois de prouver que le refus de la controverse n'est point aveu de culpabilité ; le silence d'autre part peut être interprété comme du mépris, ou comme une sorte de refus de communion, ou comme exprimant le désespoir d'arriver à s'entendre. Que faire alors : se taire ou accepter les dialogues par sommations ? Laisser l'atmosphère s'empoisonner ou risquer de blesser un frère ? Dilemmes pénibles mais inéluctables dont on ne sort que les mains sales ou le cœur désolé.

A.-Z. SERRAND.

PORTRAIT

GIOVANNI GRONCHI, PRÉSIDENT RÉPUBLICAIN

Les partis doctrinaires façonnent le moral et jusqu'à l'aspect de leurs adhérents, inversement certains types d'hommes sont attirés par les formations où ils aiment à retrouver leurs préoccupations, leurs sentiments et jusqu'à leurs comportements. Un démocrate chrétien modèle conforme, se rencontre en Europe au même titre qu'existe partout un homme communiste.

Gronchi échappe précisément à cette classification sommaire ; le vieux lutteur de la démocratie chrétienne de la génération degaspérienne reste à part, au point que son propre parti l'a toujours supporté avec quelque difficulté et que Nenni, le bouillant romagnol, se tourne vers lui, attiré par on ne sait quelle sympathie secrète.

A l'antifasciste libéral Luigi Einaudi succède donc un autre libéral et antifasciste, d'une nuance bien différente toutefois. Le président Einaudi incarnait la meilleure tradition d'une certaine partie de la bourgeoisie cultivée piémontaise naturellement portée aux affaires politiques et qui avait su conserver durant toute l'époque fasciste, dignité et ouverture d'esprit. Pour Einaudi, le buon governo *suppose la croyance dans les orthodoxes principes de l'économie politique et le respect*

des institutions héritées de la monarchie savoyarde. Avec Gronchi arrive à la présidence un représentant de la Toscane des petites gens : boutiquiers et artisans des anciennes communes frondeuses. Avec Gronchi, l'Italie a son premier président républicain.

Einaudi venait du groupe libéral, du parti de l'Église libre dans l'État libre ; Gronchi appartient à cette première et libre démocratie chrétienne de Don Murri, si curieusement contrastée, où se rejoignaient les mystiques d'une démocratie théocratique aussi bien que les tenants d'une légitime autonomie politique des croyants. Les laïcs italiens ont paru s'émouvoir beaucoup plus que les anticléricaux nenniens à cette accession d'un démocrate chrétien à la charge suprême. Mais pourquoi le républicain catholique Gronchi, bien qu'inspiré par des motifs différents, ne serait-il pas aussi soucieux des droits de l'État qu'un socialiste saragatien?

Seulement, Gronchi est ainsi, il déconcerte et inquiète... il aime peut-être déconcerter et inquiéter... En 1925, Gobetti, à l'occasion du congrès du Parti Populaire italien à Rome, avait déjà tracé un portrait incisif. « L'habileté diabolique » elle-même, évoquée par le jeune maître de la pensée libérale rénovée, le président ne l'a pas oubliée au cours du scrutin décisif!

Un esprit sectaire ne peut être attiré par cet homme aux allures étonnamment jeunes et dont les cheveux argentés éclairent une physionomie ouverte à la bouche pincée par un sourire ironique teinté toutefois de bienveillance.

C'est encore à Gobetti et à son article de la Rivoluzinoe Liberale *du 5 juillet 1925 qu'il faut revenir : « Pour un esprit sans préjugé, c'est une heureuse fortune de rencontrer à un congrès populaire, un homme comme Gronchi. Aucun autre catholique ne possède sa finesse et son agilité parisienne, sa dévotion à la pensée moderne, son culte pour l'esprit de contradiction : providence et sel de notre société. »*

Sa modernité et son agilité parisienne, voilà les traits qui demeurent pour celui qui a entendu s'exprimer en un français nuancé ce souple Toscan dont on peut dire — toujours avec Gobetti — qu'il est trop habile et qu'il détient toutes les ressources tactiques d'un ex-militant de l'Action catholique, mais qui a l'immense mérite d'avoir su et voulu conserver toute l'ardeur de ses premières convictions religieuses et sociales.

L'ouverture à gauche, avant d'être politique, constitue, pour lui, la conviction profonde d'un homme d'origine populaire préoccupé par la misère. La longue expérience politique du président, ses nombreux déboires, lui permettent d'exprimer des jugements désabusés, sauf lorsqu'il parle de la povera gente. *A cet instant, le ton change, la voix claire devient plus grave, Gronchi a la conscience aiguë que le grand problème italien ne doit pas être éludé, mais posé et ressenti dans toute son ampleur.*

Giovanni Gronchi est né sur les bords de l'Arno. à Pontedera, en 1887. Issu de parents modestes, il doit travailler pour continuer ses études à l'École normale supérieure de Pise et acquérir le titre professoral. Jusqu'en 1915, date à laquelle il participe à la guerre mondiale et s'y distingue, Gronchi milite dans les rangs de la jeunesse catholique toscane et ceux de la première démocratie chrétienne. En 1919, il contribue à la fondation du parti populaire italien et est envoyé à la Chambre par les électeurs de la circonscription Pise-Livourne. Sa connaissance des problèmes ouvriers le désigne à la direction de la Confédération italienne des Travailleurs, dite « Confédération blanche », en 1920.

Gronchi joue un rôle très actif dans les divers congrès du P.P.I. (Parti Populaire italien) avant d'être appelé au secrétariat du groupe parlementaire, poste où il assume, en liaison avec de Gasperi, secrétaire du Parti après l'éloignement de Don Sturzo, la responsabilité de la rupture décisive avec le parti fasciste au pouvoir. Il

doit alors abandonner son mandat et quitte volontairement l'enseignement pour prendre la petite valise de représentant de commerce à Milan. La chute du régime lui permet de reprendre l'activité politique d'autrefois, d'abord au sein du comité central de libération, puis successivement comme ministre de l'industrie et du commerce, président du groupe parlementaire de la Démocratie chrétienne, président de la Chambre depuis 1948 poste qu'il a tenu avec tact, dignité et une autorité acceptée de tous les partis.

Après un vote quasi unanime, Gronchi parvient, cette fois, au premier poste de la République. Son message aux Chambres et au pays tranche singulièrement sur les discours habituels chers aux « politiques ». Gronchi a répondu ainsi, avec éclat, à l'attente des travailleurs de Pontedera qui, le jour du 1er mai, avaient tenu à manifester unis en l'honneur de leur compatriote.

Les paroles du président, la presse les a fait connaître à travers le monde : « Aucun progrès véritable ne peut être réalisé dans la vie intérieure d'aucune nation ou dans les rapports internationaux sans le consentement et le concours du monde du travail. »

RENÉ NOUAT.

Chroniques

ARTS

L'Age d'Or espagnol et le Caravagisme

Dans le cadre de son festival annuel, Bordeaux présente sa grande exposition d'art désormais classique et attendue chaque printemps par les amateurs et historiens d'art. Le thème en est aujourd'hui « L'Age d'Or » de la peinture espagnole, mais le *Deus ex machina* en est l'étrange figure de Michelangelo Merisi, né le 28 septembre 1573 à Caravaggio près de Milan. Mort jeune, en 1610, ce peintre à la vie mouvementée marque un tournant décisif de la peinture religieuse en Occident. Nous n'avons pas la place d'évoquer le mauvais garçon, ni le grand artiste; mais nous allons essayer de situer son rôle dans l'évolution de l'histoire de la peinture. Rôle qui est, d'ailleurs, sans doute plus apparent que réel; qui est plutôt de représenter que de diriger.

En effet, nombreux sont les caractères qui différencient la peinture du Caravage de celle de ses illustres prédécesseurs, ou même contemporains; cependant, on peut soutenir que s'il a fait progresser l'art de peindre dans certaine direction, il n'a rien inventé. Voudrions-nous trouver le vrai responsable de la première matérialisation de cet esprit nouveau qui, insistant sur les contrastes, propose le clair-obscur, avec une foule de conséquences dont nous parlerons tout à l'heure, il nous faudrait alors regarder vers le Bassan. A vrai dire, le Caravage représente autant sa propre personnalité que la perfection de métier et la mentalité de son temps; une preuve s'en trouve dans la peinture espagnole correspondante, comme dans la française un peu postérieure, qui développent les mêmes tendances dans un langage très différent, au point qu'on se demande s'il s'agit réellement d'influence, ou plutôt des manifestations particulières d'un état général aux racines profondément ancrées dans le tronc commun de la civilisation occidentale. En tout cas, les slogans courants de « clair-obscur », « peintres de la réalité », « humanisme »,

etc., sont peu précis d'une part et demandent en outre à être maniés avec une respectueuse précaution.

Principalement en ce qui concerne la peinture religieuse, l'évolution se rattache à tout un faisceau de facteurs qu'il resterait à débrouiller et à présenter avec une clarté scientifique. Deux grands courants déjà semblent converger : l'un de l'esprit, l'autre de la technique. Le premier correspond bien à la notion générale d'humanisme. La Renaissance toutefois est loin déjà, et moins d'un siècle après Léonard de Vinci la grande peinture n'a plus grand'chose de commun avec la sienne. Quelle qu'ait été chez lui la tendance panthéiste de son élan religieux, son art transcendait l'ordre du matériel pour se muer en spirituel; tandis qu'au temps du Caravage, d'acteur informé et transformé par une foi l'homme figuré devient un véritable acteur, peut-être même une marionnette qui n'est plus qu'un vocabulaire commode pour rendre explicites des idées. Le second courant intervient alors : la recherche permanente d'une perfection figurative a conduit à un métier bien établi; elle a conduit à des règles de peindre et non plus de sentir; plus on est maître du langage plastique et pictural, plus on compose avec la virtuosité; la meilleure manière d'exprimer un sentiment se confond avec le sentiment lui-même, puis s'y substitue. On arrivera vite alors à l'académisme dont les règles édictées par l'Académie de Louis XIV donnent une idée, mais qui sera encore vivifié quelque temps par des progrès de très faible envergure et le tempérament puissant de quelques grands artistes. Le célèbre « clair-obscur » est comme ces exagérations du langage courant des méditerranéens; il accentue les contrastes parce qu'il jouit d'une technique très sûre; les Espagnols, les Français sauront lui donner la noblesse, la dignité, lui garder la mesure; un Georges de la Tour seul pourra le pousser à son paroxysme dans la réelle beauté, alors que tant de successeurs italiens du Caravage n'en sauront pas éviter les écueils. On y gagnera une monotonie certaine de la composition chromatique, les fonds unis — ou presque — qui n'auront plus la saveur de ceux du XVe siècle, le jeu de la matière pour elle-même souvent.

Comment ose-t-on parler de « réalité » devant cette peinture? Certes, l'homme du début du XVIIe siècle est plus savant, du moins plus orgueilleux de son savoir; il prétend

avoir du monde une connaissance certaine, bien supérieure à celle de ses ancêtres qui connaissaient comme ils voyaient : il a des concepts, des idées, et pour les exprimer un métier qui va en exagérer la systématisation. La réalité, c'est la vérité, c'est la vie! Or, qui oserait prétendre qu'une œuvre du Caravage est plus vivante qu'une scène de Giotto, de Piero della Francesca? L'accent mis sur la lumière et ses contrastes tient davantage de la philosophie que de la vie, cela a été dit l'an dernier à propos du Greco, à Bordeaux même, par M. Lemoine. Expression du mysticisme initialement, l'art de la lumière est devenu une formule. La réalité « sentie » avait été admirablement rendue par les primitifs et les premiers renaissants; une réalité « raisonnée » lui succède qu'on ne saurait lui préférer qu'au nom d'une esthétique spécifiquement picturale : la différence est grande!

Il n'est pas question de diminuer l'importance ni la valeur du Caravage; le fait qu'il ait, si jeune, énoncé avec tant d'autorité de nouveaux principes, lui assure une place éminente dans l'histoire de la peinture. On ne saurait non plus lui refuser une immense influence, en un temps où toute nouveauté était si vite connue et exploitée dans tout le monde occidental. Il suffit cependant de voir les cent onze tableaux rassemblés à Bordeaux, parmi lesquels sept Caravage, quatre Sanchez Cotan, treize Ribera, cinq Velasquez, vingt-quatre Zurbaran (eux seuls valent le déplacement!), et les Français Chalette, Finson, Le Clerc, Louis Le Nain, Georges de la Tour, Nicolas Régnier, Nicolas Tournier, Le Valentin, Claude Vignon, Simon Vouet, pour reconnaître qu'aucun de ces maîtres n'a abdiqué sa personnalité ni les caractères essentiels de son pays pour une imitation pure et simple du Caravage ou de son école. Le Caravage a montré une voie, des possibilités nouvelles; dans le contexte de leurs aspirations, des artistes de divers pays ont mis à profit ses leçons; mais il n'a pas de lui-même déclenché une révolution; il en a seulement matérialisé le moment essentiel. De plus en plus l'art religieux qui restait en sujets symboliques, en thèmes lisibles et connus, est devenu prétexte à tours de force artistiques; dans un style opposé Eustache Lesueur ne fera pas autre chose à la fin du siècle. Ce qu'il faut souligner, c'est que l'Espagne et la France, tout en profitant de l'apport original de l'Italien, ont retenu sous le filet de l'évolution technique le sen-

timent religieux quelque temps encore; que le clair-obscur chez eux s'adoucit; que le baroque en puissance chez Caravage leur était étranger; que leur sens de la réalité demeura plus vrai, plus humain.

Jusqu'au 31 juillet plus de cent trente œuvres exceptionnellement rassemblées évoqueront ce prodigieux tournant de l'art d'Occident; rien ne saurait être plus utile à la connaissance des origines de l'art d'aujourd'hui et de son articulation avec les premières époques de l'art chrétien occidental.

ROBERT VRINAT.

LETTRES

ESSAIS ET ROMAN

Les réfractaires, par Jules Vallès (Éditeurs français réunis).

Longtemps oublié, Jules Vallès resurgit de l'ombre où l'avaient tenu les écrivains de métier. Il y a quelques années, le Club français du Livre diffusa des dizaines de milliers de *Jacques Vingtras.* Nous devons aujourd'hui à Lucien Scheler et aux Éditeurs français réunis, une édition populaire de ses œuvres. Sous le titre : *Les Réfractaires,* neuf textes sont groupés, de longueur et de valeur inégales. Ces textes sont moitié récit moitié portraits; la plupart furent publiés dans *Le Figaro* (celui de Villemessant), et ils ressemblent à des chroniques de la vie quotidienne.

La verve fleurit, la tournure elliptique, le trait nerveux. C'est plus que du journalisme; un peu moins que de la littérature. On y voit un Vallès passablement moralisant (non d'une morale conservatrice, certes; d'un moralisme bon enfant plutôt), individualiste comme tous ces « réfractaires » qu'il peint dans la nouvelle dont le titre est devenu celui de l'ouvrage : des êtres qui ont voulu « jouer avec les pré-

jugés du monde », dit-il, mais incroyablement disponibles pour tout et pour tous, capables aussi de mourir en pantoufles dans une petite maison avec un jardinet, après avoir occupé leurs derniers ans « à regarder passer les diligences ». Réfractaires ? Certes... Mais assez peu utiles pour la révolution. Irréguliers, clochards-poètes, couche-dehors qui publièrent des brochures socialistes et lyriques de neuf pages — mais sans efficacité, puisque inorganisés.

Entre les héros de Vallès et lui-même, il y aura donc toujours la frontière du rêve et de l'engagement. Il n'en reste pas moins que ce livre (comme l'écrit René Lacôte dans une lumineuse préface), « est au point de départ d'une révolte qui aboutira à cette action révolutionnaire où les mouvements ouvriers dans le monde puisèrent des enseignements ».

Le joueur et le Sapajou, souvenirs par Roger Gaillard (Calmann-Lévy).

Il arrive que l'amour du théâtre se présente, chez quelques-uns de ceux qui y ont donné leur vie, à l'état pur : l'union est alors totale, non sans que le pouvoir critique cesse de s'exercer, certes; mais comme l'exercice même d'une autocritique passionnément consentie. Roger Gaillard est un comédien comme une rose est rose et comme les papillons ont des ailes... Sa vie se confond avec l'histoire des trente dernières années du théâtre, dont il se fait ici le chroniqueur étincelant.

On entre, à sa suite, dans la familiarité d'Édouard Bourdet, de Mayol, de Raimu; les Pitoëff, Mistinguett, Rosemonde Gérard, Maurice Rostand livrent ça et là quelques secrets, quelque utile confidence. Point de flatterie. De la rosserie plus souvent : ainsi Léautaud, « chiffonnier de la haine », s'y voit régler son compte... Qu'il est périlleux de tomber sous la plume de Gaillard! Tous les pétards qu'il allume font mouche. Mais le beau feu d'artifice! Et quelle irrésistible poésie, au fond — une poésie faite de tendresse pour les êtres et les objets, née du contact amoureux avec cette vie seconde qu'est le théâtre.

Livre utile, qui ne manquera pas d'échos, propre à faire partager les joies et les pleurs des acteurs qui se livrent à leur métier comme on entre et comme on vit « en religion ».

Des accommodements avec le ciel, par Béatrix Beck, roman (Gallimard).

Mis à part le premier, un livre de Béatrix Beck n'est jamais une surprise : sa férocité, acide et sèche, est toujours la même; le style demeure excellent, pour les mêmes raisons : dépouillé, nerveux, réduit au trait. Le nécessaire, seul, y est. Qu'il y soit, et rien de plus, n'est-ce pas le grand art ? Les situations, l'auteur de *Léon Morin* les imagine avec le minimum d'effort. Il n'y a guère d'intrigue dans son livre; des personnages, oui; des destinées, aucune.

Ici, il est question du séjour que Barny et sa fille France font en Belgique, après la mort du mari de Barny, Chaïm Aronovitch. La Belgique, pour Beatrix Beck, qui en est, ce ne sont point les vaches grasses; plutôt la bohème, l'insécurité, une espèce de purgatoire où, pourtant, Barny trouve à repaître sa faim de secrète tendresse.

Aux côtés de Barny, une vieille fille — sa tante — prénommée Francine en dépit de son peu d'enthousiasme pour tout ce qui est français. Francine est un monument de vanité, de préjugés, de fausse dévotion : elle est celle qui « s'accommode sans cesse avec le ciel », se permet mille entorses à la morale chrétienne, experte dans l'apaisement de sa conscience. L'auteur s'est acharné sur cette étrange personne, par petites touches, patiemment, brossant au total un inoubliable portrait. Quel pinceau, et comme il s'exerce rigoureusement! Par exemple, sur la perfection avec laquelle Francine confectionne les colis : « Pas un atome de place n'était perdu, tout s'emboîtait, s'imbriquait, s'insérait dans tout, le savon dentifrice calait la margarine tout en supportant la boîte de corned-beef et en maintenant les dattes. Même une larme n'eût pu trouver place dans ce parfait assemblage. »

Il n'y pas davantage de larmes dans le livre de Béatrix Beck. Quand Barny est triste, elle se galvanise d'une formule : « J'ai la vie gaie. » Le plus fort, c'est que c'est vrai. Pour conclure, un mot des rosseries de l'auteur à l'endroit du catholicisme. La charité chrétienne, vertu des héros, la tante Francine la résume ainsi, parlant d'une personne peu estimable : « Je l'aime en Jésus-Christ, mais je ne peux pas la sentir. » Ailleurs, il y a des tableautins où la liturgie n'est

guère honorée; sans compter les moments où la romancière bafouille et se noie dans le *Tantum ergo...*

L'impitoyable dissection à laquelle se livre Béatrix Beck cache mal, peut-être, un sincère amour des hommes. On l'a dit. Je n'en suis pas sûr. De son talent seulement nous pouvons l'être.

Le conte de ma vie, par H.-C. Andersen, récit (Flammarion).

Pieux, sensible. Tel fut Andersen d'un bout à l'autre de sa vie. L'étonnnt, c'est que piété et sensiblité, en l'occurrence, ont été les meilleurs canaux par lesquels lui vinrent la gloire et la fortune. « Ma vie est un beau conte, riche et lumineux », écrit Andersen en tête du récit autobiographique traduit par Cecilie Lund sous le titre *Le conte de ma vie.*

Fils d'un cordonnier d'Odense, son enfance est besogneuse. Il connaîtra, très tôt orphelin de père, l'incertitude du lendemain. Mais jamais, la hantise du pain quotidien. Une passion le menait : devenir comédien, dût-il par ses privations raccourcir sa vie de vingt ans! A Copenhague, où il débarque sans ressources, sa gentillesse lui vaut des protections bien utiles. Il est de ceux que la charité flatte, émeut, chez qui elle provoque durablement la gratitude — sans que jamais les effleure l'idée de la justice. Son exaltation tombe cependant lorsque à ses premiers écrits le public réagit par le dédain. Ses contes ne touchent guère les Danois. Chose curieuse, mais vérifiée plusieurs fois, c'est l'estime des étrangers qui parvient à forcer celle de ses compatriotes. L'Andersen de la deuxième période est le voyageur émerveillé d'Angleterre, de France (notre Danois ne prit aucun plaisir à visiter le Languedoc, qui lui parut « un enfer »), d'Italie, d'Allemagne et d'Autriche. Partout fêté (sauf des douaniers, qui lui font souvent des histoires de passeport), toujours sensible et débordant de gratitude, sa confession ruisselle de tendres remarques, d'élans émouvants. Il croit en la bonté de l'homme, ce disciple inconscient de Jean-Jacques — parce que l'homme a généralement été bon pour lui.

Le conte de ma vie : ce n'est pas le meilleur de ceux que nous connaissons d'Andersen; mais c'est, assurément, le meilleur commentaire de son œuvre.

MAURICE CHAVARDÈS.

AUGUSTE VIATTE : *Histoire littéraire de l'Amérique française*[1].

Nul n'était mieux qualifié qu'Auguste Viatte pour étudier le fait français en Amérique du Nord. Il a, pendant de nombreuses années, occupé la chaire de littérature française de l'Université Laval à Québec; il a séjourné à plusieurs reprises à Haïti et il y a noué de nombreux liens. Enfin, il a parcouru les bibliothèques des États-Unis à la recherche de la littérature louisianaise. De cette enquête minutieuse, qui repose sur une documentation extrêmement abondante, résulte un livre dont la lecture devient indispensable à qui veut connaître le saisissant développement des littératures françaises sur les bords du Nouveau-Monde.

Ces littératures poursuivirent des fortunes diverses. La littérature louisianaise vit son développement s'arrêter assez vite après la guerre de Sécession. Même sans cette invasion du Sud par les aventuriers du Nord, l'isolement géographique de la Nouvelle-Orléans et la disproportion de sa démographie n'auraient pas permis la continuation d'une littérature française à l'intérieur des États-Unis.

A Haïti, la lutte pour l'indépendance des Haïtiens d'abord, lutte qui s'élargira ensuite jusqu'à l'émancipation de la race noire, a animé les écrivains de ce pays d'une vigueur passionnée et par là même a assuré leur vitalité. Mais l'américanisme, fortement développé par l'occupation qui suivit la défaite de l'Espagne latine, contribua là encore à ralentir, sans toutefois les supprimer, les possibilités d'une littérature d'expression française.

Le Canada français, grâce à l'accroissement progressif de la population et à sa ténacité, demeure le lieu où l'évolution d'une littérature apporte les expériences les plus vivantes et contient les plus sûres promesses de durée.

1. Presses Universitaires de l'Université Laval, Québec (Canada).

Au début, et jusque dans la seconde partie du XIXe siècle, la littérature canadienne fut une littérature d'action. L'auteur rappelle que même une mystique comme Marie de l'Incarnation n'a que peu de temps pour écrire, entraînée qu'elle est par ses occupations : « On n'écrit ici en hiver, dit-elle, qu'auprès du feu ». L'esprit canadien se trouve fortement imprégné à ses origines de l'ardeur des missionnaires, qui n'ont pas les possibilités de calmes méditations. Mais, dès le milieu du XIXe siècle, des préoccupations nouvelles naissent; ce groupe ethnique, chez qui la résistance développe la conscience toujours plus précise de son existence, veut une littérature qui lui appartienne en propre, une littérature nationale. C'est l'époque où de nombreux écrivains affirment : « Faisons une littérature canadienne »; projet qui en fait aboutit seulement à une littérature dirigée. Enfin, dans les générations récentes, devait se produire l'éclatement des cadres qui provoqua la naissance de poètes et de romanciers originaux; la poésie marquant plus précocement des points sur le roman, car elle se trouve moins dépendante de la formation d'une société.

Il est incontestable que les littératures françaises d'Amérique ont enrichi le patrimoine commun de la langue française, et l'auteur peut conclure que ces littératures nous apportent à travers le Canada un peu du dynamisme des pionniers, à travers les Antilles un peu de l'émotivité de la race noire et de sa « puissante intuition tellurique ».

L'ouvrage d'Auguste Viatte vient à son heure pour marquer l'importante situation qu'atteint aujourd'hui la littérature française hors de France.

JEAN MOUTON.

RAMON SENDER : *Le Roi et la Reine* (Éd. du Seuil. Coll. Méditerranée).

Ce pourrait être l'histoire d'une duchesse et de son jardinier, la geste de nos grimaces sociales ou la complainte de nos ennuis métaphysiques. Mais c'est toute une légende qui se lève, lente et irrémédiable autour d'une idée fixe, de la femme, de la guerre et du sang. Une légende de la mort et du malheur qui raconte avec une délicatesse douloureuse (mais non pas triste ou pessimiste) un amour inaccessible dont la sensibilité se développe jusqu'à la folie. Idole entourée d'un amour extatique, la duchesse passe le temps, ouvre le rêve. Le songe inconsistant devient plus réel que la vie et le livre par son langage tout pareil aux images qu'engendre le délire. L'horreur à la fin mène au fantastique. Les marionnettes de Madame grincent leur dernier rire, *Acta est fabula,* tout est joué et pourtant tout commence. La duchesse a échappé aux républicains, meurt et puis renaît dans l'amour de Romulo, son ancien jardinier devenu homme — ce laquais qui a su dépasser l'injure, le mépris, la dérision et le danger pour que son amour ne devienne pas une illusion — afin de gagner sa dignité d'homme. On ne raconte pas un tel livre sans l'édulcorer. Simple la sentence d'un vieux livre veut en donner le sens : « L'homme est le Roi. L'illusion de l'homme, c'est la Reine. Ensemble ils forment la monarchie qui régit le monde. Mais si l'homme veut par la possession de sa reine atteindre aux absolus de Dieu, alors l'harmonie se rompt et l'ordre du couple s'achève. Car réaliser son illusion, c'est la tuer. » Mais ce livre où éclate la douleur sans compensation, sans consolation du tragique et l'étonnement du merveilleux ne saurait être à un sens unique. C'est un livre où l'on avance de secret en secret — dans une langue à la fois fastueuse et pudique. Et tout ce monde devient fantôme si étrange dans la stupeur, l'horreur et l'effroi que cette réalité crucifiée semble poursuivie comme

par une vengeance. Dans le cauchemar du monde, il n'y a que la main de Romulo à rester vive comme un fer brûlant dans la main morte de la Barbarie. On entend alors comme en immense écho les Euménides : « Qui posera une fin à cette chaîne de forfaits ? » Et pourtant dans cet attentat perpétuel demeure une continuelle attente, l'œuvre extatique et hallucinée d'un « amour fou ». Et nous nous souvenons de la page liminaire où l'auteur, avec la pudeur de l'amour, parle de son frère tué par les franquistes. La guerre d'Espagne prend alors un relief énergique, l'auréole d'un combat démesuré, une extrême dimension de vérité.

ALEXANDRE KERHORRE.

Le roman d'un essai ?

On a dit de Maurice Chavardès qu'il se refusait à faire de la *littérature* avec l'homme. Et, certes, si le mot *littérature* signifie création gratuite, il n'y a point de littérature dans l'œuvre que nous analysons. Il convient cependant d'affirmer tout de suite que, de son premier roman : *Le rendez-vous de l'aube,* à cet essai dont nous parlerons tout à l'heure (*Les écrivains dans le siècle*), en passant par *Les morts n'attendent pas*[1], son second roman, un style s'affirme : une beauté formelle de la phrase, à la fois souple et ferme, dépouillée comme un roc et en même temps frémissante de poésie. Les deux démarches de l'œuvre d'art qu'on dit « en situation » vont ici parallèles : le témoignage, la volonté de faire autre chose que divertir, d'une part; de l'autre, le don (et le travail) d'où naît l'émotion esthétique.

1. Calmann-Lévy.

Le principal personnage de *Les morts n'attendent pas* est un jeune instituteur anarchiste, Dominique Landorte, qui aux premières pages nous apparaît dans l'atmosphère d'une petite ville catalane, durant les jours de la guerre d'Espagne : exactement au mois de juillet 1937. La frontière espagnole n'est pas éloignée : des volontaires passent quotidiennement de l'autre côté, soit pour rejoindre les Brigades internationales, soit pour transporter à Barcelone de l'essence ou de la dynamite. L'un d'eux, Aziz, vient justement de trouver la mort sur une route française, dans un camion-citerne qui a explosé. Landorte a quelques raisons de croire que le chauffeur n'a pas été victime d'un accident, mais d'un crime. Le coupable serait l'ancien patron d'Aziz, Fabre, riche héritier de colons algériens. Pour connaître la vérité, Landorte mène une enquête au bout de laquelle il découvre que ce n'est pas de la main de Fabre, mais de celle de sa fiancée, qu'Aziz a reçu la mort.

Or, cette jeune fille s'appelle Philippe, et de cette Philippe, il s'en est fallu de peu que Landorte ne s'éprenne : sentiment confus d'ailleurs, car si d'une part Philippe est belle, Landorte aime une autre femme : Dolorès, partie en Espagne, dont il est sans nouvelles et qu'il songe à rejoindre au plus tôt. D'autre part, si ravir à Fabre sa fiancée semble à Landorte de bonne guerre, il ne se rend pas moins compte qu'un abîme (toute la distance qui sépare un garçon pauvre et anarchiste d'une fille couverte d'or) le sépare de Philippe. Cette brève aventure ne pouvait se terminer que par le départ de Landorte pour cette portion de l'Espagne où ses camarades se battent au nom de la liberté et où se trouve Dolorès. Lui aussi se battra (non comme un héros, mais « parce qu'il faut bien qu'un jour éclate la colère des désespérés ») et dans le même temps, il recherchera Dolorès. Au bout de cette quête, Orphée en brodequins apprendra que la milicienne Eurydice est morte dans une prison franquiste. Philippe pourra surgir, inattendue, amoureuse, incompréhensible : il n'y a plus pour Landorte qu'un problème, celui

du meilleur moyen de mourir. Et ce sera peut-être en défendant les faubourgs de Santander où se ruent les soldats de Franco...

La mort et l'amour inextricablement mêlés, la nécessité de la révolte sans la certitude d'aboutir, cet étrange « espoir des désespérés » dont parlait Emmanuel Mounier, ce sont les thèmes du roman de Maurice Chavardès qui, délibérément, semble avoir opté pour la littérature de combat, la seule selon les propos de l'essai *Les écrivains dans le siècle*[2] qui lui paraisse à la mesure d'une époque de mutation historique. On serait tenté de dire que le roman illustre l'essai : mais il faut, alors, préciser que les idées qui font le prix de celui-ci s'effacent dans celui-là devant la faculté de création. On croit aux êtres et aux situations du roman sans être tenté d'y chercher des preuves. Comme l'écrit l'auteur en tête de son essai : « Il n'y a pas plus de littérature de propagande que de littérature gratuite. » Car une littérature qui se voudrait démonstrative ne serait plus littérature. « Il n'en va pas de même si c'est à son exigence personnelle — fût-elle d'ordre social ou politique — que l'écrivain se soumet loyalement. »

Les quelque cent trente pages de l'essai dévoilent de la littérature moderne (celle du demi-siècle et, plus particulièrement, celle de 1930 à nos jours) un panorama dont l'éclairage est volontairement partial. Chavardès dit avoir voulu se compromettre avec ceux des écrivains qu'il aime. Partisanerie ? Un peu, mais qui n'en a, si la passion le meut ? Point de sectarisme en tout cas. Le tout est percutant, incisif, marqué de la nervosité du style et de cet enthousiasme que les lecteurs de *La vie intellectuelle* ont l'occasion d'apprécier chez Maurice Chavardès.

LÉON OLEGGINI.

2. Téqui.

THÉATRE

Au cours des récents entretiens de Royaumont sur le théâtre, entre Pâques et Quasimodo, M. Arthur Adamov a souhaité un nouveau « réalisme ». Intervention émouvante comme une confession, longuement méditée comme un rappel à l'ordre. Il ne s'agit pas, bien sûr, de revenir à « la tranche de vie » naturaliste; le « réalisme » vise ici l'esprit plus que l'expression : M. Adamov demande un théâtre qui parle de l'homme à l'homme, très précisément qui lui parle de l'homme d'aujourd'hui. Chose curieuse : la partie positive de la communication est, semble-t-il, moins discutable que la partie critique; en général, dans ce genre de débats, l'accord se fait aisément sur ce que l'on refuse et les vraies difficultés commencent au moment de dire « oui » ensemble. Ce qui nous gêne dans l'esthétique actuelle de l'auteur de *Ping-pong,* ce sont ses refus : par exemple, quand il rejette ce qu'il nomme avec un certain mépris les arlequinades...

La Famille Arlequin que l'on peut voir au Vieux-Colombier n'est pas seulement une rétrospective de la Commedia dell'arte... On sera vite d'accord avec M. Adamov sur le mirage d'un « retour » à la Comedia dell'arte : l'un de ses meilleurs historiens, M. Gustave Attinger, a exactement posé la question : « La ressusciter est chose impossible et vaine. Son existence est liée à celle d'une société à la fois raffinée et proche des traditions populaires, c'est-à-dire la Renaissance italienne... Cependant, la Commedia dell'arte contient une leçon de théâtre capable de lui survivre et à laquelle on recourt fatalement, au sortir d'excès réalistes. » Et, en fait, elle a survécu sous diverses formes : la comédie italienne du XVIIIe siècle français, la pantomime de Deburau au XIXe, par exemple.

La Famille Arlequin de M. Claude Santelli nous le rappelle sur la scène comme M. Gustave Attinger dans son remar-

quable ouvrage, *L'Esprit de la Commedia dell'Arte dans le théâtre français* (Publications de la Société d'histoire du théâtre, Paris, Librairie théâtrale, et Neuchâtel, La Baconnière, 1950). Car cette pièce qui divertit pendant trois heures les spectateurs est un petit chef-d'œuvre d'érudition cachée : en feuilletant la thèse de M. Attinger avant le lever du rideau et à l'entr'acte, il est facile de le vérifier.

Quelle est donc cette « leçon » de la Commedia dell'arte ? L'historien met en formules ce que l'homme de théâtre met en scène. Premier caractère : « La Commedia dell'arte subordonne tout au spectacle. » Second caractère : ce spectacle est essentiellement celui de l'homme agissant, ce qui distingue radicalement ce théâtre de la « pièce à grand spectacle », qu'il s'agisse de l'ancien Châtelet ou des Folies-Bergère : autrement dit, « au centre de ce théâtre, il y a le jeu, qui n'est pas un simple interprètre, mais un véritable créateur de pensée. Le geste à lui seul suggère beaucoup plus que le texte qu'il porte... » Troisième caractère : ce jeu prend forme ou plutôt prend formes, presque au sens platonicien du mot, dans des types : Arlequin, Pierrot, Colombine, Pantalon, le capitan, etc...

On voit donc au Vieux-Colombier une suite de tableaux illustrant à la fois la continuité et la diversité de cette tradition depuis les comédiens de Mantoue au XVIe siècle jusqu'à l'apparition de Charlot... Sauf peut-être « la mort d'Arlequin » avec le comédien Carlo Bertinazzi qui m'a paru moins réussie, c'est une réussite à peu près constante : quelques tableaux, la naissance de l'opéra-comique sur les tréteaux de la foire, par exemple, sont parfaits. Une troupe jeune d'acteurs-chanteurs-acrobates, animée par M. Jacques Fabbri, retrouve vraiment « l'esprit de la Commedia dell'arte » : puisse-t-elle devenir une *compagnie*.

L'intérêt pédagogique de la Commedia dell'arte se trouve curieusement illustré au début de la pièce présentée par M. Raymond Rouleau au Théâtre des Mathurins, *Pour le meilleur et pour le pire*. A trois semaines de la répétition générale, la vedette abandonne brusquement son rôle : le metteur en scène engage un vieil acteur ou plutôt un acteur prématurément vieilli par l'alcool; la reconnaissance est en lui plus forte que la prudence ; c'est ce Frank Elgin qui, au temps de sa grandeur, lui a révélé le théâtre; les sou-

venirs d'enfance agissent comme un charme : Dodd ne peut croire que cette homme est définitivement perdu pour son art et il va lui donner sa dernière chance. On va donc lui demander de lire la grande scène de la pièce : le résultat est lamentable; mais qu'on le laisse improviser sur le canevas de cette même scène, et voici que Frank se retrouve tel qu'il était jadis dans *Le Roi Lear*. Autrement dit, dans le cas d'œuvres où l'action est inséparable d'un texte, il est bon que le comédien s'identifie avec son personnage au delà du texte, qu'il cherche la personnalité du personnage au delà du rôle : ainsi, les paroles enregistrées ensuite par la mémoire ne seront pas récitées, mais sembleront jaillir spontanément sur les lèvres de « l'homme en situation ».

Ce don du grand comédien fait ici le drame. Frank entre si profondément dans l'âme des personnages imaginés par les auteurs qu'il devient lui-même l'auteur de son propre personnage : il se compose une histoire où sa femme porte la responsabilité de ses malheurs et il joue cette comédie du malheur avec un naturel si émouvant que son sauveteur entre dans le jeu. Dodd juge vite que Mrs. Elgin est le principal obstacle à la rédemption esthétique et morale de Frank. Il va donc mener le combat sur deux fronts, contre le producteur qui a engagé soixante-dix mille dollars dans le spectacle et non dans une opération philanthropique, contre le mauvais génie du comédien déchu. Le sympathique garçon découvrira à la fois que ce mauvais génie est le bon ange de son ami et qu'il aime cette femme forte selon la version New-yorkaise de l'Écriture. Mais celle-ci est unie à son mari « pour le meilleur et pour le pire »; voici que « le meilleur » arrive : elle doit être là pour prévenir le retour du « pire ».

La pièce est de M. Clifford Odets, adaptation de Mme Constance Coline. C'est une œuvre simple et même simpliste; elle ne gagne évidemment rien à la réflexion; il serait toutefois injuste de laisser croire que le metteur en scène a fait quelque chose de rien : en termes bergsoniens, celui-ci disposait d'un schéma dynamique, assez schématique et assez dynamique pour exciter son imagination. Un rythme d'une lenteur habilement calculée pour, si l'on peut dire, remplir les mots de silence, un choix des acteurs si intelligent que leur physique même semble être celui du

personnage, un souci de ne rien laisser au hasard, sans distinguer entre les grands et les petits rôles, le réalisme suggestif des décors de Mme Lila de Nobili... tout cela évoque l'atmosphère des *Ratés* de Lenormand, éveille la curiosité qui nous attache à une intrigue policière et parfois même émeut le sens du mystérieux comme Pirandello avait su le faire dans *Chacun sa vérité*.

Au théâtre des Mathurins, les interprètes et le metteur en scène sont bien au-dessus de l'œuvre : à l'Atelier, les interprètes ne sont à la hauteur ni de l'œuvre ni du metteur en scène. M. André Barsacq connaît le russe, langue de sa mère : s'il a repris le texte de *La Mouette* établi par les Pitoëff, il n'a pas cherché à refaire ce qu'ils avaient fait et il s'est remis en présence de la pièce telle que Tchekov lui-même l'avait présentée. On ne saurait trouver mise en scène plus *intérieure;* avec la collaboration du peintre André Bakst, M. André Barsacq a su créer à la fois le milieu historique où l'intrigue se déroule, la bonne société russe de la fin du XIXe siècle, et le milieu spirituel où l'action se noue. Mystère de la vocation et tragédie de son échec en dépit de son authenticité, sentiment d'une fatalité confuse et nostalgie d'un autre monde, conflit de la lucidité et de l'espérance, chaque personnage vit à sa manière le mal de la conscience déchirée.

Si le metteur en scène a profondément senti la musicalité de l'œuvre, pourquoi les meilleurs interprètes ne sont-ils que partiellement satisfaisants ? On dirait que dans chaque personnage ils cherchent le caractère, comme dans notre théâtre classique; or, un personnage de Tchekov n'est pas un caractère et n'a pas de caractère : cette absence de caractère tient à ce fait qu'il est toujours et *celui-ci* et *celui-là*. Précisons : cette multiplicité n'est pas la dualité de l'être profond qui est divisé. Trigorine est un artiste lucide, conscient de l'abîme qui sépare son talent du génie de Tolstoï. M. Paul Bernard est excellent dans cet aspect du rôle; mais le Trigorine qui retrouve l'espoir de se dépasser par la grâce d'un amour jeune et pur, à moins qu'il ne se joue inconsciemment la comédie du grand amour pour sauver l'espoir de se dépasser ? On pourrait faire des remarques analogues pour chacun des grands rôles de cette œuvre

difficile, en ajoutant aussitôt que l'ensemble constitue un spectacle tout à fait digne de l'Atelier de Charles Dullin.

Quant à l'autre reprise importante, celle d'*Athalie*, à la Comédie-Française, elle suscite des sentiments divers. D'une part, il semble que certains comptes rendus aient été bien sévères : le rôle de Josabeth est enfin mis à sa vraie place par Mme Louise Conte qui fait ressortir la délicatesse et la force de cette âme si harmonieuse; M. Jean Marchat compose un Mathan satisfait de soi, vaniteux, toujours prêt à mettre sa fourberie en maximes de haute politique : ce qu'il y a d'artificiel dans toute composition d'acteur coïncide ici avec le naturel du personnage. M. Jean Davy est un bon Abner; enfin Mme Vera Korène a de beaux moments, son entrée silencieuse dans ce temple où tout l'étonne, par exemple, et ses imprécations finales. D'autre part, il faut bien reconnaître que l'on a beaucoup trop recherché la couleur locale par le pittoresque : qu'importe l'exactitude historique des décors et des costumes s'ils laissent échapper la vérité poétique de la tragédie ? On ne peut guère ne pas penser ici à des déguisements; et au moment où les corps sont déguisés, les esprits risquent fort de l'être en même temps : l'interprète de Joad est déguisé en grand-prêtre des pieds à la tête.

On ne peut donc oublier ce que M. Georges Le Roy avait fait sur cette même scène de la rue Richelieu. L'excellente collection « Mises en scène » en conserve heureusement le souvenir : dans ce commentaire dramatique du texte, vers par vers, on voit le comédien se méfiant de son art, comprenant que la poésie et la spiritualité d'*Athalie*[1] excluent la recherche de l'effet, que l'action se joue au delà de l'anecdote, que la difficulté est de plaire au sens sans permettre de se complaire dans ce plaisir des sens.

HENRI GOUHIER.

1. *Athalie*, mise en scène et commentaires de Georges Le Roy, Paris, Éditions du Seuil, 1952.

CINÉMA

Le palmarès du Festival de Cannes est très diplomatique

Cette année le jury du Festival de Cannes était international; à côté de cinq Français siégeaient six étrangers : un réalisateur russe, un américain, un espagnol et un autrichien, un critique anglais et la vedette italienne Isa Miranda. On pouvait espérer que cet aréopage venu de tous les coins du monde serait moins sensible qu'un jury entièrement français aux exigences de diplomatie qui liait les hôtes de ces dernières années à leurs invités. Le résultat a été plus diplomatique encore; on se serait cru à l'O.N.U. et le principal souci du jury semble avoir été de partager également les palmes entre les deux grands : sur huit prix trois sont attribués aux U.S.A. et trois à l'U.R.S.S.; pour compenser le Grand Prix attribué aux Américains les Russes reçoivent en plus une mention pour un court métrage. Cette double part du lien une fois attribuée il ne resterait pas grand chose pour les autres pays. Le prix de la mise en scène attribué au film français *Du Rififi chez les hommes* va, malgré tout, à son metteur en scène Jules Dassin qui est Américain. Aucune mention n'est faite des films japonais dont deux sur trois sont les meilleurs du Festival. Mais surtout ne sont pas signalés les films des pays de petites productions dont un Festival a pour raison d'être de révéler les mérites. On ne pouvait manquer d'en reconnaître, par exemple, au film grec, *Stella*, ou au film mexicain *Racines* (pour ce dernier l'injustice du palmarès officiel a été compensé par l'attribution du *Prix de la critique internationale*. Les deux seules mentions qui vont à des pays de petite production ont été attribuées à deux enfants-comédiens (ce qui ne veut rien dire car chacun sait que le mérite du jeu d'un enfant dans un film revient au metteur en scène). Il s'agit de Pablito Calvo petite vedette du film espagnol *Marcellino, Pain et Vin* et de la petite Pady Nas qui incarne de manière parfaitement convaincante la sœur du *Petit cireur*, film indien.

Sauf deux ou trois exceptions les quelques trente films présentés à ce Festival étaient des œuvres de qualité. Aucun

parmi eux ne s'imposait comme une création exceptionnelle qui mérite le Grand Prix. En l'attribuant au film américain *Marty* le jury — qui devait bien, après tout, choisir — a du moins récompensé un film assez original si on le compare à la production américaine de série. La première ébauche de *Marty* fut une émission de télévision. Le film garde de ses origines une certaine pauvreté de moyens qui contraste avec l'allure luxueuse des productions d'Hollywood. Souvent l'intrigue semble se confondre avec un reportage sur la vie d'un ouvrier boucher dans un pauvre quartier italien de New-York. Ce réalisme documentaire, certainement sincère et authentique, n'apporte pourtant jamais l'équivalent du néo-réalisme des meilleurs films italiens : c'est que tout ce qu'on nous montre de ce quartier, du petit café où se retrouvent les jeunes et de l'énorme dancing où ils cherchent l'âme sœur, tout ce que nous voyons et entendons est choisi en fonction de l'intrigue et pour servir une discrète démonstration. Intrigue intéressante d'ailleurs et presque l'envers des sujets chers à la « presse du cœur ». Dans une famille italienne tous les enfants sont mariés sauf un, Marty, garçon de trente ans employé dans une boucherie, qui n'a aucun succès auprès des filles. Il est plein de gentillesse et même de délicatesse mais, gras et laid, il n'a pas su plaire et s'en désespère. Le sujet du film c'est l'histoire de la rencontre de Marty (Ernest Borgnine) avec une jeune fille au visage ingrat (Betsy Blair) qui n'a, elle non plus, jamais eu de succès. Film sincère et vrai qui présente des personnages humains et vraisemblables, *Marty* s'est vu attribuer non seulement de Grand Prix officiel, mais aussi le Prix de l'*Office catholique international du cinéma*.

La tenue des films présentés répondait d'ailleurs à leur qualité artistique et le jury de l'O.C.I.C. le souligne dans son communiqué officiel où « il tient d'abord à féliciter les nations de l'Orient et de l'Occident pour la valeur humaine et pour la haute portée de très nombreux films applaudis à Cannes cette année. Jamais peut-être — continue le communiqué de l'O.C.I.C. — un festival n'a si bien illustré l'alliance naturelle de l'art et de la morale. » Aussi l'O.C.I.C. ajoute-t-il à son prix deux mentions l'une au film espagnol *Marcellino, Pain et Vin* (déjà nommé au palmarès officiel) et l'autre à la sélection britannique.

Ce film espagnol réalisé par un émigré hongrois de fraîche date (et sans doute d'origine israélite) est l'adaptation d'un récit paru voilà quelques années et qui, paraît-il, fut un grand succès de librairie. Il s'agit d'une légende ancienne dans le style de la légende dorée qui se déroule dans un cadre franciscain. Un nouveau-né abandonné est recueilli par les moines d'un couvent franciscain de village. Tous l'entourent de soins et d'amour et l'enfant grandit en pleine liberté : c'est le contraire d'un enfant et plutôt un bon petit diable. Quand il a six ou sept ans il commence à regretter de n'avoir pas connu sa mère. Un seul endroit du couvent lui est interdit : le grenier (où ces moines paysans rangent leurs faux). Il y monte en cachette et y découvre un grand crucifix réaliste dans le style espagnol. Il lui parle comme à un ami, s'attriste de ses souffrances et lui apporte en cachette du pain et du vin pour le réconforter. Le petit garçon ne s'étonne pas que ce Christ lui réponde et descende de sa croix pour rompre le pain. Le dénouement n'est pas le moins étonnant : le petit garçon demande au Christ de revoir sa mère qui est au ciel avec la Mère de Dieu. Le miracle qui exauce sa prière c'est la mort, et les moines pleurant mais émerveillés (ils ont assisté au miracle) retrouvent le corps de l'enfant qu'ils aimaient et dont ils savent que l'âme est au paradis.

Miracle bien singulier comme on le voit et film où la légende se mêle curieusement aux images vraies et souvent très belles de la vie de ce petit garçon dans un couvent inondé de soleil. La photographie, presque trop soignée, nous vaut des images souvent belles; le petit Pablito Calvo est un gosse charmant et le réalisateur a su éviter presque tous les défauts qui guettent ce genre de films irréalistes : sans mièvreries, sans attendrissements artificiels, il raconte sans jamais susciter l'ennui cette légende très quotidienne et très étrange.

La sélection britannique est plus difficile à apprécier. Le film de Carol Reed, *L'enfant et la licorne* a généralement déçu. Ici encore le héros du film est un enfant : un petit garçon qui vit dans le quartier juif de Londres. Chronique de la vie de quelques personnages et essai de peinture de l'atmosphère de ce quartier de tailleurs et de brocanteurs pittoresques, ce film à prétentions réalistes (sinon néo-réa-

listes) manque son but : la couleur donne au décor une allure théâtrale au lieu de servir le réalisme et l'interprétation est le fait de comédiens dont le jeu est si appuyé que l'on ne peut un instant oublier qu'ils jouent un rôle.

L'autre film anglais s'intitule assez ridiculement en français *Je vivrai un grand amour*. C'est l'adaptation par Edward Dmytrych du roman de Graham Green *The End of the Affair* (La fin d'une liaison).

On sait que toutes les tentatives entreprises jusqu'ici pour porter Graham Greene à l'écran ont été des échecs ou des demi-échecs. La plupart des critiques pensent que Dmytrych n'a pas mieux réussi que ses devanciers. Je ne serai pas aussi sévère. Le propos de Graham Greene est de montrer que les options les plus graves et les plus déterminantes — particulièrement celle de la foi — se situent à un niveau plus profond que celui de la morale, plus profond que la psychologie consciente. Il s'agit essentiellement pour lui de souligner que la grâce de Dieu ne dépend pas de ces contingences et qu'on n'explique pas l'acte de foi par un enchaînement d'actes humains antérieurs, pas plus qu'on n'explique la foi par une série d'arguments. Ce propos est donc surtout négatif : le film tiré d'un roman de Graham Greene devra montrer des personnages dont les actes sont la conséquence les uns des autres jusqu'au jour où une faille apparaît : celle de l'acte de foi dont l'origine est ailleurs et qui n'est pas une conséquence des autres actes des personnages. De même que ce film devra nous montrer des personnages qui raisonnent juste et qui opposent des arguments sur tous les sujets, y compris la foi, jusqu'au jour où ils découvrent que croire n'est pas la conclusion d'une démonstration.

Le film de Dmytrych, *La fin d'une liaison* (pour lui garder son véritable titre), me semble répondre à ces exigences paradoxales. Les défauts qu'on lui trouve ne sont que la transposition de l'originalité des romans de Greene qui ne se situent jamais entièrement et exclusivement sur le plan moral ou psychologique, mais prétendent dépasser la logique des actes ou des raisonnements pour mettre à nu les zones secrètes où s'exerce la liberté humaine.

J.-L. TALLENAY.

LE PÈRE TEILHARD DE CHARDIN

Le jour de Pâques, à New-York, où il résidait depuis près de quatre ans, le P. Teilhard de Chardin mourait d'une embolie. Avec lui, c'est une figure importante du catholicisme français qui disparaît. Une figure scientifique tout d'abord. Géologue et paléontologiste, il fut, à notre époque, l'un des pionniers de l'anthropologie préhistorique. Sa participation à la découverte du Sinanthrope en 1933, ses études des rameaux préhominiens de l'Afrique du Sud constituent des contributions importantes à la science des origines humaines. Son élection à l'Académie des Sciences en 1950, vint consacrer ses titres scientifiques. En fait, il ne devait plus avoir que rarement l'occasion d'exposer sa pensée au public français. La dernière conférence qu'il fit en France sur le sujet de la paléontologie humaine eut lieu l'an dernier, à l'occasion d'un rapide voyage en France. C'est là que beaucoup de ses amis le revirent pour la dernière fois.

Mais point seulement figure scientifique. Le P. Teilhard de Chardin n'avait pas voulu être d'un côté un bon professionnel de la science, de l'autre un prêtre et un religieux fidèlement attaché à une doctrine sans rapports réels avec ce que la science apprenait à son esprit. Il voulut au contraire de toutes ses forces retrouver l'unité, abattre en lui tout cloisonnement entre l'intelligence scientifique et l'intelligence croyante, penser sa foi dans cette compréhension de l'univers que sa culture très étendue de biologiste et d'historien de la vie lui permettrait d'ébaucher.

La grandeur du P. Teilhard de Chardin fut de vivre de toute son âme l'aventure de ce commerce entre sa foi de chrétien et sa connaissance de savant. Il vécut cette aventure avec une liberté intérieure dont la conquête ne fut point pour lui chose si aisée qu'il pouvait paraître lorsque l'on conversait avec lui au cours des dernières années de sa vie. Il vécut également cette aventure avec une dignité de l'esprit qui ne cesse d'aller en s'affirmant davantage. Ceux qui ont connu

le P. Teilhard de Chardin ne pourront oublier ce haut visage maigre au nez puissant et anguleux, ce sourire mince de la bouche et ces yeux étonnants de flamme perspicace et tendre, le port si ferme de sa personne en même temps que l'allure brusque et subtile de ses gestes, tout cet ensemble qui manifestait quelque chose de princier et de bon dans cet homme qui avait pris le parti très réfléchi de laisser à sa pensée toute la spontanéité de sa croissance, quoi qu'il en dût survenir.

L'aventure intellectuelle et spirituelle que vécut le P. Teilhard de Chardin fit de lui un être d'une très haute noblesse, d'un exemple réconfortant pour un nombre considérable de ses contemporains. Elle ne fit pas de lui un docteur de l'Église. Chaude, entreprenante, nourrie d'un étonnant apport vital des puissances intimes de l'esprit, sa pensée ne trouvait pas facilement cet équilibre conceptuel, cet ordre synthétique de la connaissance humaine et de la connaissance religieuse qu'il faut pour sauvegarder et épanouir la totalité de la conscience que la foi prend d'elle — même au sein de l'Église catholique. Cette pensée séduisante stimulait, éveillait. Mais elle ne ressemblait guère à ces déterminations théologiques dont il est besoin en face des problèmes qu'il affrontait. Ses écrits n'ont pas été dépourvus d'influence, voici surtout une quinzaine ou une dizaine d'années. Mais cette influence ne fut point celle d'une leçon de dogmatique. Elle finit par inquiéter.

Le malheur du P. Teilhard de Chardin fut peut-être celui de ses écrits. Ils formulaient des vues souvent hardies. Aussi ne les imprima-t-on point publiquement, mais on les publia, pour la plupart, *pro manuscripto,* en copies ronéographiées qui leur donnaient le préjudiciable attrait de ces pièces que l'on se passe sous le manteau. Quelques articles de revues, émondés de plus près, vinrent compléter l'œuvre. Je pense, pour ma propre part, que, publiée noir sur blanc avec le courage de l'encre d'imprimerie, des éditeurs authentiques et des volumes conséquents, cette œuvre aurait, jusque du point de vue théologique, trouvé beaucoup mieux son équilibre et rencontré ces mises au point dont l'absence, fut l'une des raisons de la suspicion dans laquelle, pour finir, elle fut tenue. Tout le monde n'était pas forcément d'accord avec le P. Teilhard de Chardin, du moins avec certaines de

ses vues ou certaines de ses omissions. Malheureusement la conversation que permet l'échange des écrits carrément publiés ne put suffisamment avoir lieu avec lui. On n'osait pas discuter à ciel ouvert une position dont on ne savait jusqu'à quel point elle était officiellement prise et que l'on craignait sans cesse de compromettre dans ses éléments valables et intéressants. Le P. Teilhard de Chardin n'a guère rencontré en face de lui d'autres réactions publiques que quelques pamphlétaires. On aurait aimé que de vrais théologiens pussent parler sans qu'il soit question de mettre en branle toutes les machines du contrôle doctrinal.

Ces interventions, finalement, ont atteint le P. Teilhard de Chardin et les expressions de sa pensée. Ici l'homme et le religieux furent exemplaires. L'obéissance eut à jouer. Le P. Teilhard de Chardin voua ses dernières années à la consommation de cette obéissance, posant ainsi les gestes de celui qui croit à Jésus-Christ et, comme ce dernier, apprend, de ce qu'il lui faut souffrir, la conformité au vouloir de Dieu. Il porte cette obéissance mieux encore qu'avec noblesse : avec une grandeur qu'il arrivait à faire rayonner de toute sa personne. Jamais pour autant il ne renonça à cette liberté de pensée qu'il avait faite sienne et qu'il découvrait, par delà théories et systèmes, consubstantielles à sa foi. Il s'exprimait avec une simplicité pleine d'humour, dans ce langage de grand imaginatif poétique et malicieux qui continua, jusqu'aux derniers moments où je le vis, de rendre à la fois plaisante et pleine de profondeur religieuse vécue la conversation dont il vous faisait don. Il laisse ainsi le témoignage d'un religieux qui sut vivre de sa foi bien plus avant sans doute qu'il ne lui appartint d'en faire connaître les équilibres doctrinaux, mais démontrant ainsi, irrésistiblement, à tous ceux qui le rencontrèrent, chrétiens ou athées, que la résurrection de Jésus-Christ n'était point un vain mot pour l'homme de ce siècle.

D. Dubarle. O P.

Imprimerie Aubin, Ligugé (Vienne).
D. L., 2e trimestre 1955. — Imprimeur, n° 1.194.
Directeurs gérants : A.-J. Maydieu, R.-C. Chartier. N.M.P.P.